



BURUNDI
L'EXIL
D'UN
PEUPLE



ÉDUCATION
TOUS
CONTRE
LE RACISME



KURDES
ACTES DE
GUERRE DE
LA TURQUIE



ANTIRACISME
LE PEN
CONDAMNÉ



Différences

mrp

N°297 - 298 **Numéro double**

Avril / Mai / Juin / Juillet / Août / Septembre 2016

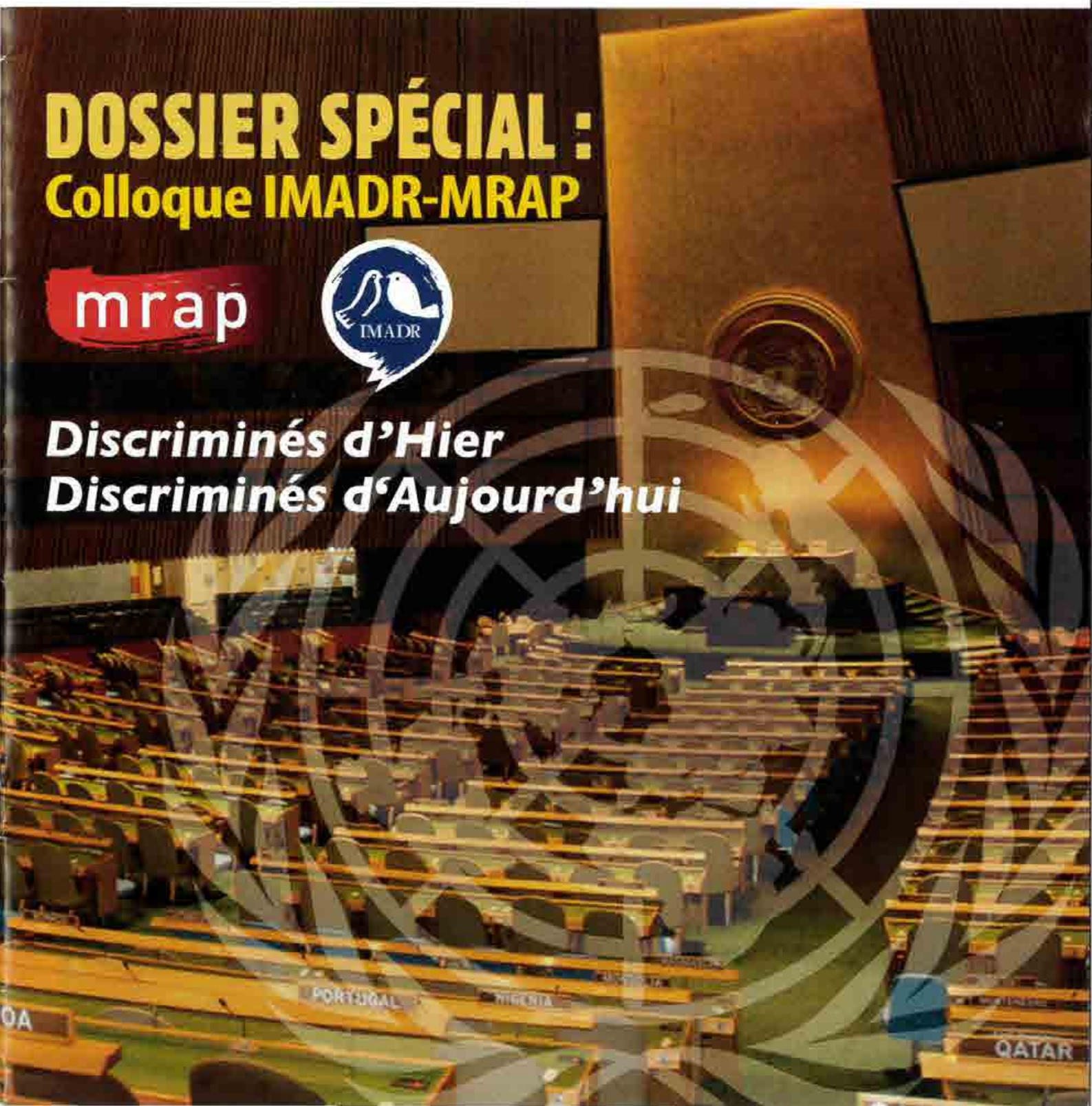
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

DOSSIER SPÉCIAL : Colloque IMADR-MRAP

mrp



Discriminés d'Hier Discriminés d'Aujourd'hui



PORTUGAL

NIGERIA

QATAR

SOMMAIRE

COMMUNIQUÉ

2 Le MRAP condamne les attentats de Bruxelles

ÉDITO

3 Hommage de Pierre MAIRAT à Charles PALANT

ÉTAT D'URGENCE

5 État d'urgence : danger !

6 Le coût de la déchéance

Abandon de la réforme constitutionnelle

7 10 arguments contre l'état d'urgence

ANTI-RACISME

8 Relaxe de Bernard Mezzadri

Condamnation définitive de J.M. Le Pen

Un négationniste à La Rochelle

DOSSIER SPÉCIAL HORS-SÉRIE MRAP / IMADR

9 Discriminés d'hier. Discriminés d'aujourd'hui

ROMS

37 Roms : 25 ans d'expulsions coûteuses et inefficaces

INTERNATIONAL

38 Les crimes politiques et la quête de justice vus à travers les assassinats à Paris, le 9 Janvier 2013, des militantes kurdes, Sakine, Rojbin et Leyla

39 Le Kurdistan victime d'actes de guerre

40 Burundi : Quand la tyrannie d'un homme réécrit l'histoire

ÉCHOS DES COMITÉS LOCAUX

41 Le Stand du Mrap à Bobigny

Vitrolles : " Ne sois pas victime mais acteur de ta vie ! " une devise adoptée au collège H. Bosco de Vitrolles

42 Vitrolles : Tous unis contre la haine !

Morit de Marsan : Violence raciste avec arme à Biscarosse

43 Creuse : Journée débat au lycée Jean Fayard

Éducation contre le racisme

44 Lille : émotion, musique et partage

Valenciennes : Regards d'enfants sur les traitements inégaux

Illustration de couverture : © DNU

« Différences »
Numéro 29743, bd de Magenta
75010 PARIS
Tél : 01 53 38 99 99
Fax : 01 40 40 90 98Directeur de la publication :
Jean-Claude DulieuRédaction :
Jean-Claude DulieuAssistants de rédaction :
Dominique Deltour,
M.G. Guesdon,
Jean-Paul Le MarecTrésorière :
Marie-Annick ButezConception/Impression :
Marnat. Tél. : 01 47 40 33 10Dépôt légal :
Juillet 2007

Communiqué de presse

Le MRAP condamne avec la plus grande fermeté les attentats de Bruxelles

Le MRAP exprime son horreur suite aux attentats terroristes commis à Bruxelles ce mardi 22 mars 2016. Ils ont fait au moins 34 morts et de très nombreux blessés. Indigné par ces actes barbares, le MRAP présente aux familles des victimes ses sincères condoléances et les assure de sa profonde solidarité.

Il condamne avec la plus grande fermeté ces attentats comme il a condamné ceux des 7 janvier et 13 novembre à Paris et toute action terroriste. Il réaffirme avec force qu'aucune cause au monde ne peut justifier une telle barbarie. Il ne se départira pas de sa vigilance antiraciste.

Il met solennellement en garde contre tout amalgame et toute stigmatisation que risquent d'entraîner ces actes innommables. La solidarité, la démocratie doivent l'emporter sur la haine. Avec tous les citoyens épris de paix, croyants ou non croyants, il appelle à construire un monde solidaire en réponse à toute haine fanatique.

Paris le 22 mars 2016, 13 heures



HOMMAGE du MRAP à Charles PALANT



Intervention de Pierre Moirat.

Très Chère Eliane, Francine, Nev Bann, Judith, Très Chère Anna, chers amis,

Charles nous a quitté.

Cette phrase résonne comme un paradoxe tant il est vrai que les combats qu'il a menés dès son plus jeune âge et jusqu'à son dernier souffle sont présents dans nos cœurs et dans nos pensées.

Votre présence aujourd'hui et les nombreux messages de tristesse mais aussi d'amitié, de fraternité, que nous recevons au MRAP émanant aussi bien de militants, de personnalités, que d'associations, ou de partis politiques de tous horizons, en témoignent ! Il faut dire que tes talents d'orateur de Charles, dépassaient largement les frontières du MRAP et de ses militants. Qui ne m'a pas interpellé sur un discours de Charles, sur l'émotion ressentie, où l'on pouvait alternativement rire à gorge déployée sur un de ses fameux traits d'humour et peu après, la gorge nouée, pleurer à chaudes larmes !

Je n'oublierai jamais le jour où à ma demande Charles a témoigné dans un procès que nous avions initié contre Garaudy qui tentait d'utiliser la justice comme une tribune pour déverser ses propos négationnistes. Toutes les associations antiracistes étaient présentes.

Garaudy avait écrit à propos des commémorations : « Ce "shoah-business" n'utilise que des "témoignages" évoquant diverses manières de "gazer" les victimes sans qu'il ne soit jamais montré le fonctionnement d'une seule "chambre à gaz", ni un seul de ces innombrables camions qui auraient servi, par l'émanation du diesel, de "chambres à gaz ambulantes" ».

Garaudy qui distillait une des formes les plus sophistiquées de l'antisémitisme, paraissait devant les journalistes. Nous étions inquiets sur le sort de nos poursuites. Les enjeux étaient phénoménaux. Charles s'est présenté à la barre. Majestueux. A peine ai-je eu le temps de lui poser une question que sa voix chaude et grave a envahi le prétoire. Pendant 45 minutes, dans un silence religieux, il évoqua sans jamais forcer le trait mais avec une force tranquille sans faille, les rafles, Drancy, sa jeune sœur, sa mère, les camps d'extermination...

Il restituait ce qu'il écrivit plus tard dans « Résister pour survivre » :

« Il faut dire et répéter ce que des hommes ont été capables de faire à d'autres hommes. Notre témoignage, à nous les survivants, doit être strict. Il nous faut corriger les chiffres, les dates, les lieux à mesure qu'on les découvre, pour que la réalité rapportée par chacun soit la plus proche de la vérité. Pas pour nous "victimiser", mais parce que les hommes sont la seule espèce vivante qui, au cœur de la nuit, ne cesse de croire au matin. La mémoire des hommes est ce qu'ils ont su accomplir pour sortir des ténèbres. »

Le Président, les Juges, les avocats, le public dans la salle d'audience, nous étions tous émus aux larmes. Charles menait un combat, le combat de la mémoire qu'il s'était donné vocation de transmettre aux jeunes générations. Garaudy était KO. Il avait perdu sa superbe. Le procès avait basculé. Et tandis que Charles avait déjà regagné son domicile, avec le sentiment du devoir accompli, les parties civiles se réjouissaient. Les avocats, les Présidents d'association venaient me féliciter de cette intervention.

Et moi, à cette occasion, usurpateur d'éloquence, j'étais fier, fier et honoré d'être l'ami de Charles, son frère de combat.

Né au début des années 20 du siècle dernier, Charles a grandi à Paris dans le quartier populaire de Belleville. Ses parents venaient de Pologne fuyant misère et pogroms. Lors du discours de clôture du rassemblement annuel des résistants d'hier et d'aujourd'hui, sur le plateau des Glières il nous expliqua qu'autour de la table familiale avec son père, jeune militant anarchiste, on discutait souvent du monde du travail, patrons, classe ouvrière, droits, salaires, grève.



Jean-Claude DULIEU



Renée LÉ MIGNOT

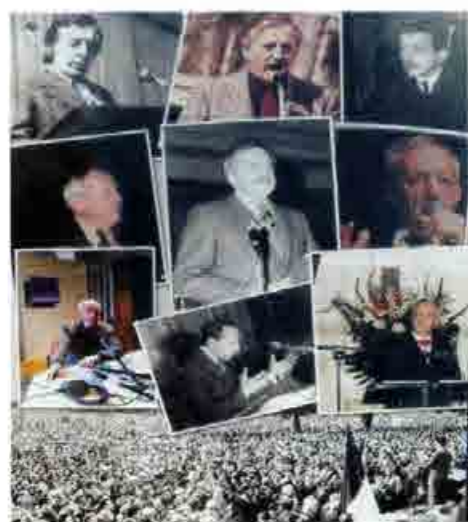


Augustin GROSSDOY



C'est, nous dit-il, avec ces mots qu'il a appris à parler. Chaque année, son père l'emmenait à quelques centaines de mètres d'ici devant le mur des Fédérés pour commémorer les fusillés de la Commune de Paris. C'est, nous dit-il, dans ces cortèges qu'il a appris à marcher.

Militant syndical et antiraciste dès son plus jeune âge, il présida le comité des jeunes de la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA). Dénoncé à la GESTAPO, celle-ci l'arrête à son domicile le 17 août 1943 à Lyon. Découvrant à cette occasion leur judéité, la police allemande arrête également sa mère et sa sœur. Ils sont transférés à Drancy, puis déportés à Auschwitz, dans le soixantième convoi de mille juifs livrés à la "solution finale". Seul survivant de sa famille raflée, le 11 avril 1945, il a 23 ans et pèse 40 kilos à sa libération du camp de Buchenwald. Charles Palant avec d'autres, qui des résistants, qui des juifs, qui des dé-



portés, ou qui des trois à la fois se réunissent en 1949, au Cirque d'Hiver pour fonder le MRAP et former main dans la main un immense cercle, en criant « Plus jamais ça ! ».

On ressent douloureusement aujourd'hui à quel point ce message, cette mobilisation, ce cri est plus que jamais d'actualité. Le MRAP - à l'époque "Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix" - était né de femmes et d'hommes qui avaient décidé de lutter contre le racisme, pour l'émancipation humaine. Charles en assura la direction pendant de nombreuses années en occupant successivement les fonctions de Secrétaire Général et de Président. Sous son impulsion, le MRAP mobilisa l'opinion, dès 1951, pour tenter de soustraire les époux Rosenberg à la mort, puis pour exiger leur réhabilitation. Ce faisant, Charles inscrivait le MRAP dans un combat universaliste car sans cesse renouvelé. Un combat encore présent aujourd'hui pour Mumia Abu Jamal.

C'est encore sous son impulsion avec Léon Lyon-Caen,

André Blumel, Albert Lévy notamment qu'une loi contre le racisme fut votée en 1972. 13 années d'un combat opiniâtre pour obtenir un vote à l'unanimité des parlementaires sur une loi qui reprenait mot pour mot le projet que les juristes du MRAP avaient rédigé. C'est aussi sous son impulsion avec Albert LEVY et d'autres militants du Mouvement, qu'il a été décidé en 1977, tout en conservant l'acronyme MRAP, de substituer à la dénomination de Mouvement contre le Racisme et l'Antisémitisme et pour la Paix, celle de Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples.

Le MRAP posait les bases d'un principe philosophique dont il ne s'est plus jamais départi : **il n'y a pas de races mais une seule espèce : l'espèce humaine.** Et son corollaire : **le caractère universel et indivisible du combat antiraciste.** « Toute concession faite à un racisme de quelque nature qu'il soit entretient et alimente toutes autres formes de racisme » Charles avait alors placé, pour les futures générations de militants, l'universalité au cœur du combat antiraciste du MRAP. Inlassable militant, au service des générations nouvelles, il fut pendant de longues années - et jusqu'il y a quelques mois - représentant du MRAP au sein des instances de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme - CNCDH.

Charles, comme tu as su si bien le dire sur le plateau des Glières : « Que nous disent les héros que nous sommes venus honorer ? Ils nous disent : nous ne sommes pas morts, nous vivons en vous qui poursuivez nos luttes pour l'émancipation humaine ». Tu as consacré ta vie à lutter contre le racisme, à transmettre aux jeunes générations ton expérience de combattant des droits de l'Homme. Ton indéfectible optimisme dans les matins auxquels tu croyais, t'a accompagné dans tous tes combats. Tu avais écrit il y a quelques années à propos d'Ethel et Julius Rosenberg : « Il nous reste à accomplir avec tous les hommes, toutes les femmes épris de fraternité et de paix, la promesse qu'Ethel avait faite avant de mourir à ses fils en ces vers inoubliables » :

« La Terre sourira, mes fils, elle sourira,
Et la verdure s'épanouira sur notre tombe,
Les tueries cesseront, le monde connaîtra l'allégresse
Dans la fraternité et la paix.

Travaillez et construisez, mes fils, construisez
Un monument à l'amour et la joie,
A la dignité humaine, à la foi
Que nous avons conservée pour vous, mes fils, pour vous ».

Merci Charles de ton amitié et de ta fraternité.



État d'urgence : danger !



Le propre des régimes juridiques de crise, c'est d'être temporaires : ils sont censés permettre un retour rapide à la normale. Mais depuis plus quatre mois, l'état d'urgence s'installe.

Non content de vouloir l'inscrire dans la constitution, le gouvernement en a soumis au Parlement une déclinaison partielle mais pérenne, destinée à s'insérer dans le droit pénal et la procédure pénale. La perspective de l'apaisement s'éloigne. Et pourtant, l'état d'urgence ne répond pas aux objectifs annoncés. Il n'apporte aucune efficacité supplémentaire à la lutte contre le terrorisme. En revanche, il affecte durement la garantie des droits et des libertés qui font le socle d'une démocratie.

La plupart des mesures de l'état d'urgence, présentées par le gouvernement comme les fers de lance de la lutte contre le terrorisme, sont en réalité déjà permises par le droit commun, dans un cadre judiciaire. Perquisitions de nuit ? A condition de mener une enquête en flagrance, c'est possible, sur autorisation du procureur de la République. Assignations à résidence ? A condition que des indices graves et concordants d'avoir pris part à une infraction ou une tentative soient réunis, c'est possible, sur décision d'un juge des libertés et de la détention. Sans compter les larges prérogatives des maires pour prendre divers arrêtés destinés à garantir les conditions de sécurité sur le territoire d'une commune.

En termes opérationnels, l'état d'urgence est un coup d'épée dans l'eau : les quelque 3500 perquisitions de

nuit réalisées n'ont donné lieu qu'à l'ouverture de quatre enquêtes en matière anti-terroriste. Et sur les quatre centaines d'assignés à résidence, un seul a fait l'objet d'une mise en examen.

Mais inefficace ne signifie pas inoffensif : beaucoup de ces mesures constituent des atteintes lourdes aux droits des personnes qui en font l'objet - liberté d'aller et venir, de se réunir, de manifester, inviolabilité du domicile - sur décision du ministre de l'Intérieur ou du préfet.

De fait, des décisions qui ont pour effet d'interdire à une personne de sortir de chez elle 12h sur 24, de quitter le territoire de sa commune et de consacrer une large part de ses journées à signer une feuille de présence au commissariat ne font l'objet d'un contrôle qu'à posteriori. Le juge administratif fonde sa décision sur l'examen de « notes blanches » des services de renseignement, sans date ni source ni signature, pour vérifier s'il y a « des raisons sérieuses de penser que le

comportement de la personne est susceptible de constituer un trouble à l'ordre public », sans devoir établir de lien avec le terrorisme. Il n'est pas question de savoir si l'on a violé la loi, mais bel et bien de rechercher des comportements suspects. Et moins les critères d'une décision sont objectivables, plus grand est le risque de discrimination.

Alors que les dérives graves et nombreuses de l'état d'urgence sont déjà observables, le projet de loi de constitutionnalisation ne prévoit aucun encadrement sérieux de son utilisation. Pire, il prépare son aggravation. Quant au projet de loi anti-terroriste, il multiplie les atteintes aux libertés dans les enquêtes judiciaires. Ainsi s'organise progressivement mais sûrement le glissement vers un état d'urgence permanent.

Marion Lagaille,
secrétaire nationale du
Syndicat de la magistrature.



Les dirigeants du MRAP mobilisés contre l'état d'urgence.

Le coût de la déchéance

La déchéance de nationalité accapare déjà depuis des semaines, et ce n'est pas fini, le débat politique : tel est le jeu auquel jouent le président de la République et le Premier ministre avec la Constitution. Plus on en parle, et moins on débat de l'état d'urgence, mais aussi du fonctionnement de l'Europe, des conséquences du chômage et de la réforme du Code du travail ou encore de la politique à l'égard des réfugiés et des Roms.

Pour autant, n'allons pas croire que cette mesure symbolique soit dépourvue de réalité. Qu'on la réserve aux Français binationaux ou pas, au risque de légaliser la production d'apatrides, elle vise à accréditer l'idée d'un terrorisme étranger à la nation. Il y aurait de vrais Français, et d'autres qui le seraient moins. Ce n'est donc pas un hasard si l'idée est empruntée à l'extrême droite.

Que les terroristes français deviennent des corps étrangers aura ainsi des effets bien réels sur le corps social. En pesant inégalement sur une partie d'entre nous, elle précariserait la nationalité. Car on s'en doute : comme d'habitude, Français musulmans, habitants des quartiers populaires et enfants d'immigrés seront les premiers suspects ; une nouvelle fois, on leur fera sentir qu'ils sont moins français que d'autres, qu'ils ne sont pas « chez eux » et qu'ils ne viennent pas de « chez nous ». C'est ainsi que cette nationalisation symbolique de la menace terroriste contribuerait effectivement à la racialisation de la nation. Bref, ce serait constitutionnaliser la politique d'« apartheid » dont Manuel Valls affecte de s'inquiéter alors qu'il en est l'un des responsables.



Nul ne croit à l'efficacité de cette réforme pour lutter contre le terrorisme - pas même ses promoteurs. Certes, il y aura des politiques pour résister à cette dérive. Pourtant, elle risque d'être adoptée. En effet, ce n'est pas seulement l'exécutif qui pèse sur les parlementaires ; ce sont aussi les sondages d'opinion. En particulier, il est des députés qui peuvent craindre de perdre la faveur de leurs électrices et électeurs s'ils ne vont pas dans le sens du vent. Bref, il n'est pas sûr que ces politiques s'apprentent à voter selon leurs principes - et selon les nôtres. Nous allons donc les y aider.

En effet, en vertu de notre engagement contre le racisme et donc contre les politiques de racialisation, nous ne pouvons rester les bras croisés. Nous souhaitons faire en sorte que voter cette réforme constitutionnelle soit coûteux dans les urnes. Nous voulons que nos représentants aient plus à gagner qu'à perdre en décidant d'écouter leur conscience politique.

C'est pourquoi nous nous souviendrons du choix de chaque parlementaire, et nous allons le répéter à chaque occasion - en particulier à l'heure des prochaines élections législatives. Nous voterons et nous appellerons à voter contre celles et ceux qui auront voté pour l'extension de la déchéance de nationalité. Nous ne nous laisserons plus intimider par la logique du vote utile. Nous nous engagerons, même au deuxième tour, contre les parlementaires qui s'apprentent à laisser à leurs successeurs un arsenal juridique aussi dangereux. Il faudra compter avec nous. L'enjeu est historique. Parlementaires, ne raisonnez pas à court terme, car nous aurons la mémoire longue. Constitutionnaliser ou légaliser l'extension de la déchéance de nationalité aux Français de naissance aurait un prix pour notre pays. Aussi ferons-nous en sorte que le coup de la déchéance ait un coût politique - pour vous aussi. Vous comptez sur nos voix ? Nous comptons sur les vôtres.

10 arguments contre l'état d'urgence

atteintes aux libertés sur des critères vastes et flous d'ordre public.

Le gouvernement crée un régime d'exception

Inscription de l'état d'urgence dans la constitution, prolongation de l'état d'urgence jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi anti-terroriste qui renforce les pouvoirs de la police : le gouvernement multiplie les régressions démocratiques. Un complexe militaro-sécuritaire-numérique menace, débouchant sur une société de contrainte et d'hyper surveillance. La loi de renseignement et le renforcement du contrôle sur Internet en sont l'illustration.

L'état d'urgence devient la règle

La loi sur le crime organisé et le terrorisme qui arrive en débat va encore plus loin. Elle permettra, sans le contrôle du juge et hors l'état d'urgence, les perquisitions de nuit, les contrôles d'identité, la fouille des bagages, la garde à vue arbitraire pendant 4h sans avocat. Un policier pourra ouvrir le feu contre un individu armé qui ne le vise pas, ou garder

L'état d'urgence est inutile

Depuis 1986, une vingtaine de lois anti-terroristes ont été votées, la plupart du temps en réaction à des attentats : en 1986, en 1996, après le 11 septembre 2001, après les attentats de Madrid (2004) ou de Londres (2005). Ces lois n'ont pas empêché que des attentats soient commis en France, par contre elles ont multiplié les mesures d'exception et les régimes particuliers...

L'état d'urgence frappe principalement les mouvements sociaux, les quartiers populaires et les musulman-e-s

Depuis le 13 novembre 2015, des manifestations de mal logé-e-s, de femmes, de réfugié-e-s, d'écologistes, de salarié-e-s ont été interdites... des militant-e-s sont poursuivi-e-s pour avoir bravé l'interdiction. Des militant-e-s des mouvements sociaux, des musulman-e-s ou supposé-e-s l'être, des habitant-e-s de quartiers populaires ont été assigné-e-s arbitrairement à résidence et/ou ont subi des perquisitions violentes et des humiliations, sans lien avec le terrorisme. L'Etat refuse réparation à certaines victimes collatérales des attentats, comme les habitant-e-s de l'immeuble pris d'assaut par le RAID à St Denis ou les victimes d'abus policiers.

La déchéance de la nationalité dans la constitution est une menace pour 3,7 millions de binationaux

Réclamée par l'extrême droite, cette mesure crée deux catégories de citoyens alors que selon la constitution, les citoyens sont libres et égaux en droit. Elle est d'autant plus grave qu'elle pourrait être étendue ultérieurement à d'autres délits que le terrorisme.

L'état d'urgence et la déchéance sont inefficaces

D'après les statistiques officielles, les autorités ont procédé à 3 242 perquisitions entre le 14 novembre 2015 et le 29 janvier 2016. 4 perquisitions ont abouti à l'ouverture d'une enquête pénale pour une infraction effectivement liée au terrorisme selon le droit français. Quant à la déchéance de nationalité, tout le monde s'accorde pour dire qu'elle n'arrêtera jamais un terroriste.

L'état d'urgence a été, est et sera toujours dangereux pour la démocratie

La loi sur l'état d'urgence a été votée en 1955, en pleine guerre d'Algérie. C'est sous couvert de l'état d'urgence que, le 17 octobre 1961, le préfet Maurice Papon a fait assassiner des centaines d'Algériens à Paris. Et c'est encore sous l'état d'urgence que, le 8 février 1962, le même Papon fait interdire une manifestation pour la paix, ce qui conduira à l'assassinat par la police de 9 militants à Charonne. Cette loi a été appliquée ensuite contre la révolte des banlieues en 2005 par le Ministre de l'Intérieur Sarkozy. Depuis son instauration le 13 novembre au soir, elle a servi contre les réfugié-e-s et leurs soutiens, contre les féministes, les écologistes, les musulmanes et musulmans (ou supposés tels), et des syndicalistes. L'histoire nous montre que toutes les lois d'exception servent à durcir le pouvoir et à réprimer la population. Si l'état d'urgence était inscrit dans la constitution, un gouvernement autoritaire aurait les mains libres pour frapper durement les opposant-e-s.

Avec l'état d'urgence, l'armée s'installe dans le paysage

Avec cet état d'exception sans fin (car le terrorisme est aussi sans fin), l'Etat mobilise inutilement des dizaines de milliers de policiers et de militaires, patrouillant des heures dans les rues uniquement pour laisser croire à la population qu'elle est protégée. Ce climat de militarisation durable de la société nourrit la peur de l'autre. La sur-mobilisation des forces répressives réduit la capacité de faire face au terrorisme que l'on prétend combattre.

L'arbitraire policier et étatique est renforcé, le contrôle du juge est affaibli

Hors état d'urgence, c'est le juge qui contrôle en amont si une atteinte aux libertés (perquisition, assignation...) est justifiée et proportionnée. Avec l'état d'urgence, c'est le préfet ou le ministre de l'intérieur qui décide : l'état d'urgence consacre l'état d'urgence consacre ainsi à la fois la marginalisation du juge et l'accroissement des



son arme de service 24h sur 24... Le « délit prédictif » est introduit dans l'état d'urgence : le simple soupçon qu'une personne pourrait commettre un délit pourra suffire à justifier une assignation à résidence, ou une perquisition.

L'Etat renforce la répression et fragilise la cohésion

La guerre est la cause du terrorisme. Au lieu de militariser la société, de réprimer les mouvements sociaux comme les 8 de Goodyear, de laisser le ver raciste frayer son chemin, il faudrait rechercher la paix, abolir le contrôle au faciès et les camps de rétention, introduire dans la constitution le droit de vote des étranger-es et ouvrir de nouveaux droits sociaux, réduire les inégalités...

Collectif national
« Stop Etat d'urgence »

Communiqué de presse

Abandon de la réforme constitutionnelle : une victoire de la démocratie

Le président de la République a renoncé à son projet de faire inscrire dans la constitution la déchéance de nationalité pour des binationaux et l'état d'urgence. Le MRAP avec toutes les organisations qui se sont mobilisées pour refuser cette inscription se réjouit de cet abandon. Depuis des mois ces organisations ont rappelé les dangers d'une extension de la déchéance de nationalité porteuse de divisions au sein de notre société entre les Français qui le seraient pleinement et ceux qui le seraient moins. C'était inciter à la désignation de boucs-émissaires, ouvrir la voie au renforcement des préjugés xénophobes, aux aveuglements identitaires et aux discriminations racistes. L'état d'urgence et les

mesures législatives, qui confèrent aux pouvoirs exécutif et administratif des pouvoirs d'exception au détriment du pouvoir judiciaire, sont des menaces contre les libertés publiques individuelles et collectives. Au contraire de ces projets, le MRAP continue d'exiger que, conformément aux engagements du Président de la République, des initiatives et des décisions fortes soient prises pour la justice, l'égalité et la paix telles que le droit de vote pour les résidents étrangers non européens et la fin des contrôles au faciès. Le MRAP restera en toutes circonstances vigilant et s'opposera à toute atteinte aux libertés et à toute mesure discriminatoire menaçant le "vivre ensemble".



RELAXE de Bernard MEZZADRI

Le 10 février 2016, le tribunal correctionnel d'Avignon a rendu sa décision dans « l'affaire Mezzadri » et déclaré ce dernier non coupable des faits qui lui étaient reprochés.

Pour rappel, dans le cadre d'une rencontre entre le Premier Ministre, Manuel Valls, et une délégation de l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse, Bernard Mezzadri, maître de conférence, avait écrit, sur un ton

ironique, le 27 mai 2015 dans un courriel interne à l'Université : « J'espère qu'en cette grande occasion la délégation de l'UAPV comptera suffisamment de blancs (et pas trop de basanés), afin de ne pas donner une trop mauvaise opinion de notre établissement », avant de qualifier Manuel Valls de « chasseur de Roms ». Ces propos reprenaient notamment ceux tenus en 2009 par Manuel Valls alors député-maire d'Evry. Le MRAP se félicite de ce jugement de relaxe qui met fin à un emballement judiciaire et médiatique. Dans cette affaire éminemment politique, le MRAP salue le travail des juges qui marque, à nouveau, qu'une justice indépendante, ne saurait être instrumen-

talisée. Suite à cela, le Président d'Université signalait son message à sa hiérarchie. Contre toute attente, le Parquet décidait de poursuivre Bernard Mezzadri sous la prévention de provocation à la haine raciale. C'était avec surprise, voire stupéfaction, que le MRAP était convoqué à l'audience correctionnelle du 27 janvier 2016 en qualité de partie civile, alors même qu'aucune démarche en ce sens n'avait été entreprise. Au contraire, le MRAP avait apporté son soutien plein et entier à Bernard Mezzadri considérant qu'il était victime d'une atteinte manifeste à la liberté d'expression.

CONDAMNATION DÉFINITIVE du multirécidiviste Jean-Marie Le Pen pour injures racistes envers les Roms

La Chambre criminelle de la Cour de Cassation a, par arrêt du 01 mars 2016, rejeté le pourvoi formé par Jean-Marie LE PEN contre un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 20 novembre 2014 qui l'avait condamné pour injures racistes envers les Roms. Pour rappel, Jean-Marie LE PEN avait déclaré le 22 septembre 2012 à la Baule dans le cadre de l'Université d'été organisée par le Front National : « Ils (les Roms d'Europe de l'Est) disent : « Nous, nous sommes comme les oiseaux, nous volons naturellement ». Le MRAP se félicite de cette décision

qui rend définitive la condamnation prononcée par la Cour d'appel de Paris de ce multirécidiviste, à une peine de 5000 € d'amende ainsi qu'à la somme de 3000 € de dommages-intérêts et 3000 € au titre de l'article 475-1 du code de Procédure pénale. Le MRAP espère que pour les hommes et femmes politiques qui lui avaient emboîté le pas en stigmatisant et discriminant la population Roms, cette condamnation venant opportunément rappeler que tous les discours pétris de haine doivent être sévèrement sanctionnés, aura valeur d'exemple.

Communiqué de presse Condammations de Jean- Marie Le Pen le MRAP salue les décisions de justice

Jean-Marie Le Pen vient d'être condamné ce mercredi 6 avril par le tribunal correctionnel de Paris à 30 000 € d'amende pour avoir de nouveau qualifié, il y a un an, les

chambres à gaz de "détail de l'histoire" et par le tribunal correctionnel de Nice à 5000 € pour avoir qualifié en 2013 les Roms de "présence urticante et disons odorante". Le MRAP salue ces deux décisions de justice à l'encontre du multirécidiviste Jean-Marie Le Pen. L'extrême-droite, quelles que soient les apparences respectables ou non qu'elle veut se donner, reste un danger. La situation exige une mobilisation de tous les citoyens et citoyennes en France et en Europe pour

une véritable égalité des droits, seul moyen de faire reculer les idéologies de haine et de rejet propagées par les extrêmes-droites. C'est à cette tâche que tous les antiracistes doivent s'atteler, il y a urgence ! Le MRAP appelle tous les citoyens et citoyennes à la plus grande vigilance contre le racisme sous toute ses formes car les préjugés xénophobes et racistes continuent d'imprégner le discours politique français, bien au-delà de l'extrême-droite.

Un négationniste à La Rochelle

On avait presque oublié les Faurisson, Nottin et surtout Le Pen pour son fameux « détail » - et pourtant ils existent les négationnistes, ceux qui édulcorent ou nient les effroyables forfaits du nazisme.

À La Rochelle un certain Robert Mingam vient de commettre un long délire insipide au style d'une lourdeur révoltante mélangeant « Protocole des sages de Sion », déportation, franc maçonnerie. Tout cela pour arriver à dire entre autre que la déportation était un rituel juif avec l'air (les gaz), l'eau (les douches) et le feu (les crématoires) et en concluant que le « dogme des 6 millions » était « un thème de propagande médiatique à l'égard de l'opinion et des écoliers ». D'une manière plus générale tout les classiques de l'antisémitisme y sont présents : complot juif mondial, responsabilité des juifs dans la seconde guerre mondiale (« sans le judaïsme, il n'y aurait pas eu Hitler »), préparation de la 3^{ème} guerre

mondiale et j'en passe. Il a également une manière bien étrange d'analyser le Protocole des sages de Sion, ce faux, antisémite, élaboré par la police tsariste au début du 20^{ème} siècle. Il accuse le « lobby juif » d'appliquer ce texte ; ce qui revient en fait à nier le caractère fallacieux de ce classique de l'antisémitisme. Enfin, cerise sur le gâteau, Robert Mingam ne manque pas de s'attaquer au mythe de la puissance économique des juifs en indiquant que "l'holocauste" vise à masquer « d'immenses intérêts financiers et géopolitiques ». Le danger d'un tel torchon est grave car il édulcore le nazisme et modifie l'Histoire pour réviser les leçons qu'elle pourrait apporter. Ainsi pour certains laibles d'esprit la renaissance des idéologies d'extrême droite qui se profile un peu partout en Europe n'apparaîtra pas comme une menace dangereuse pour la démocratie. Cet ouvrage qui a pour titre « l'Ordre du Prieuré de Sion » est diffusé sous le

manteau dans l'Ouest de la France. Son auteur, Robert Mingam, indique à longueur de texte dans de longues digressions verbeuses et parfois incompréhensibles qu'il est franc-maçon, ce qui semble assez étonnant quant on sait que la Franc-maçonnerie se veut généralement discrète. Après avoir appartenu à la Grande Loge Nationale Française (réputée très à droite, voire même à l'extrême droite) il se réclame publiquement du Droit Humain - que va faire cette obédience vis-à-vis de cet individu ? Reste la bataille à mener. Difficile de porter plainte car si cet ouvrage apparaît maintenant sur le marché, l'auteur a pris la précaution de le dater de 2003 ce qui interdit a priori une action juridique. Devant cette situation notre mouvement envisage d'organiser un débat sur le négationnisme et l'antisémitisme avec des organisations amies à La Rochelle.

Pierre Krausz

HORS-SÉRIE

Différences

Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

DOSSIER SPÉCIAL : Colloque IMADR-MRAP

mrp



Discriminés d'Hier Discriminés d'Aujourd'hui

SOMMAIRE

BIENVENUE ET OUVERTURE DU COLLOQUE

- 3 Bernadette HETIER, co-présidente du MRAP et vice-présidente de l'IMADR

GENÈSE DE L'IMADR, ÉMANATION DE LA LUTTE DES BURAKUMIN

- 3 Catherine CADOU, Secrétaire Générale adjointe de l'IMADR et interprète traductrice de japonais

DIVERSITÉ DE LA PRÉSENCE GÉOGRAPHIQUE DE L'IMADR (ASIE, AMÉRIQUES, AFRIQUE)

- 6 Nimalka FERNANDO, Avocate et Présidente internationale de l'IMADR

L'IMADR ET SA PARTICIPATION AUX DIFFÉRENTS MÉCANISMES INTERNATIONAUX DES NATIONS UNIES ETC.

- 8 Theo VAN BOVEN, membre du Comité Exécutif de l'IMADR, Professeur Honoraire de Droit International de l'Université de Maastricht, Ancien Rapporteur Spécial des Nations Unies pour la sous-Commission pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités

CONFÉRENCE 1

L'ESCLAVAGE DES RROMS "DES PREMIÈRES TRACES DE LEUR ESCLAVAGE (1385) AUX ABOLITIONS (1848, 1855, 1861) DANS LES PRINCIPAUTES DANUBIENNES" ET JUSQU'À AUJOURD'HUI

- 12 Marcel COURTHIADE, Professeur à l'INALCO - Institut National des Langues et Civilisations Orientales

CONFÉRENCE 2

LES ACTIONS DU CONSEIL CENTRAL ALLEMAND DES SINTI ET DES RROMS DE HEILDELBERG (MEMBRE DE L'IMADR) POUR LES DROITS DES RROMS

- 19 Román ROSE (Président) et Herbert HEUSS (Conseiller principal)

CONFÉRENCE 3

SOLIDARITÉ AVEC LES RROMS EN FRANCE : TÉMOIGNAGE DU MRAP

- 24 Marie-Genève GUESDON, membre du Bureau Exécutif du MRAP, responsable des actions pour les droits des Rroms

3 CONCLUSIONS ET CLÔTURE DU COLLOQUE PAR LE MRAP



Bernadette HETIER
co-présidente du MRAP
et Vice Présidente
de l'IMADR, présente
l'IMADR, le sens
et l'objectif du colloque.

L'IMADR - Mouvement International contre toutes les formes de Discrimination et le Racisme - est présent et actif en Asie et tout particulièrement au Japon - où il est né en 1988 de par la volonté de membres de la communauté *Buraku* - ainsi qu'en Europe, dans les Amériques et en Afrique. **Le MRAP en est l'un des membres européens depuis lors.** L'IMADR est particulièrement actif dans la défense des Droits de l'Homme auprès du Bureau des Nations Unies à Genève, en tant qu'ONG bénéficiant du statut consultatif 6 auprès du Conseil Economique et Social de l'ONU.

A ce titre, le Mouvement a axé l'essentiel de ses efforts sur les objectifs suivants :

- la création d'un véritable réseau international d'organisations représentatives de groupes minoritaires discriminés et d'organisations de lutte contre le racisme et les discriminations qui les soutiennent sur les divers continents;
- la création d'instruments juridiques et politiques internationaux de protection des droits, à la disposition des minorités discriminées et des forces antiracistes qui les soutiennent.

Si l'IMADR tire son existence de la volonté de mobilisation et d'action des Burakumin japonais eux-mêmes, l'intention principale de cette réunion - organisée conjointement par le MRAP et l'IMADR - est de présenter les racines et les modalités de l'action anti-discrimination du réseau IMADR tout en insistant sur les diverses déclinaisons régionales (Asie, Amériques, Afrique, Europe) de ces engagements et de ces actions.

Nous nous efforcerons tout particulièrement d'identifier et analyser les causes proches et plus lointaines, dans toute l'Europe et en France, du développement d'un véritable racisme de rejet croissant de minorités de plus en plus discriminées, tout particulièrement les descendants des R(r)oms. Originaires du Nord de l'Inde ces minorités connurent, dans les principautés de l'antique Roumanie, un véritable esclavage dont il est impossible de penser qu'il ne se perpétue pas sous certaines formes, aujourd'hui encore.

« Différences » Numéro 297

43, bd de Magenta
75010 PARIS
Tél. 01 53 58 99 99
Fax 01 40 40 90 98

Directeur de la publication :
Jean-Claude Dulieu

Rédaction :

Jean-Claude Dulieu, Jean-Paul
Le Marec, Dominique Deltour,
Marie-Genève Guesdon

Administratrice :
Marie-Armick Butez

Conception/Impression :
Marnat - Tél. : 01 47 40 33 10

Dépôt légal :
- Juillet 2007



Catherine CADOU
Secrétaire générale adjointe de l'IMADR

Genèse de L'IMADR, émanation de la lutte de libération des Burakumin

Merci Bernadette pour cette magnifique présentation de l'IMADR¹. Je vais maintenant vous parler des origines de l'IMADR qui est vraiment née de la lutte des Burakumin pour leur émancipation. L'avenir vient de loin et l'IMADR, fondé en janvier 1988, il y a donc 27 ans, s'inscrit dans un long processus de lutte pour l'émancipation entamé en 1922 avec un texte éblouissant : La Déclaration des Egalitariens aussi lyrique que révolutionnaire. C'est LA déclaration des Droits de l'homme du Japon. Adopté en mars 1922 par une assemblée constitutive de 3000 membres réunis à Kyoto, ce texte d'une seule page, sera notre guide tout au long de cette découverte du peuple invisible du Japon. Ces discriminés historiques sont aussi décrits comme les hors-castes d'une société sans castes. Ils sont connus sous le nom de Burakumin qui sont les habitants des Tokushu buraku, les Hameaux spécifiques.

Bernadette HETIER
co-présidente du MRAP et
Vice Présidente de l'IMADR a présenté l'IMADR

« Habitants des Hameaux Spécifiques de tout le pays, unissons-nous ! »

Frères ! Nos ancêtres vénéraient et pratiquaient la liberté et l'égalité. Ils furent les victimes d'une politique de classes vile et méprisante et devinrent les martyrs virils de l'industrie. Pour les récompenser de dépeupler les animaux, on les a dépouillés de leur propre chair vivante ; pour les remercier d'arracher le cœur des animaux, on a mis en pièces leurs propres cœurs d'hommes palpitants et chauds. On leur a même craché dessus avec des rictus méprisants. Et pourtant, au plus profond de ces cauchemars maudits, leur fierté d'être humain coulait dans leurs veines.

« Le temps est venu où nous pouvons être fiers d'être ETA. »

Voilà, le mot tabou est proclamé comme le signe de ralliement pour s'unifier autour du respect de la dignité humaine.

¹ D'autres contributions que celles du Panel d'intervenants feront l'objet d'un rapport synthétique qui sera disponible sur les sites web du MRAP et de l'IMADR.

Qui sont les ETA ? Littéralement les souillés, les immondes, les « monceaux d'immondices »... A l'origine, ils étaient chargés des travaux de nettoyage dans les monastères, les sanctuaires. Marqués par la souillure, ils se sont mis à occuper traditionnellement des métiers en lien avec la mort, croque-morts, ou les animaux, équarisseurs, tanneurs, bouchers, ou des métiers considérés comme sales ou salissants, savetiers et teinturiers...

A côté des ETA, il y avait les HININ, les Non-Humains, les mendiants les exécuteurs de basses tâches dans les prisons, les bateleurs, les saltimbanques et les charlatans, tous ces nomades, incontrôlables, peu prisés par les gens de pouvoir... On peut dire que les formes traditionnelles du théâtre japonais, tant le nô que le kabuki furent le fait des discriminés. Et Zeami, l'auteur de Nô le plus célèbre faisait partie de ces communautés.

Ces deux catégories de marginaux sont regroupés sous l'appellation générique de *senmin*, les vils, les impurs ou encore les *kawara mono*, « ceux des rives » car ils vivaient souvent au bord des rivières. Leur existence est attestée dès le 9ème siècle et à nouveau au 12ème siècle. Au Moyen Age déjà, ils n'étaient pas bienvenus dans les villages et ils se trouvaient relégués à la périphérie des communautés villageoises. Mais ils pouvaient encore rejoindre la société des *ryômin*, les « bonnes gens », pour peu qu'ils renoncent à leurs occupations particulières. Par contre, quand au début du XVIIème siècle à l'époque de la glaciation sociale, les shogun pour consolider leur pouvoir, instaurent le Système des Statuts, figeant la société en quatre castes étanches, SHI, les guerriers, NÔ, les paysans, KÔ, les artisans et SHÔ les commerçants, les Eta et les Hinin sont relégués dans les Hameaux spécifiques, Tokushu buraku, qui sont de véritables ghettos. Ils deviennent la caste des parias qui consolide la pyramide sociale. Ils ne sont pas considérés comme de véritables humains et les signes de mépris à leur égard sont impitoyables : on les désigne en faisant le signe 4 laissant entendre qu'ils sont des animaux. Ils n'ont pas le droit d'avoir de ceinture de kimono, seulement des cordes et ils ne peuvent porter que des vêtements unis. Leurs tombes sont marquées d'idéogrammes infamants. Ils représentaient environ 2% de toute la société

Le Système des Statuts qui s'était maintenu pendant 265 ans et qui a marqué durablement la société fut officiellement aboli en 1871, trois ans après la restauration de Meiji qui replaça l'empereur au sommet de la hiérarchie sociale. A côté d'une noblesse en peau de chagrin, il y avait les descendants des samourai et tout le reste était devenu les *heimin*, les gens du peuple, les gens ordinaires. Les « non-humains » se fondirent dans la masse mais les « monceaux d'immondice » accédèrent au statut empoisonné de *shin heimin*, le nouveau peuple, et même si officiellement plus rien ne les distinguait des gens ordinaires, on continua de les identifier par leurs métiers dans lesquels ils avaient acquis une expertise certaine et leurs quartiers appelés maintenant les buraku, les hameaux.

Les préjugés et les discriminations contre la classe la plus basse de la société demeurèrent dans la pratique sociale. Les paysans ne supportèrent pas d'être placés au même rang que les burakumin et réclamèrent le retrait du décret d'affranchissement. Ils déclenchèrent des émeutes et allèrent mettre le feu dans les buraku. Les émeutiers se comptèrent par dizaines de milliers et

il y eut jusqu'à 18 morts et 53 blessés lors d'une de ces révoltes, nombreuses dans les années 1880.

Avec l'ouverture politique de l'Ere Taisho (1911-1925) connue sous les nom de Démocratie Taisho, on vit surgir des mouvements d'émancipation de toutes sortes, actifs et déterminés regroupant les femmes, les ouvriers, les paysans et donc les burakumin qui coopèrent avec les forces de gauche. Presque parallèlement à la constitution du Parti communiste japonais, l'Association des Egalitariens se forme et proclame fièrement la Déclaration des Egalitariens en mars 1922 :

Bien qu'apparemment motivés par la compassion, les mouvements antérieurs ont, en fait, corrompu nombre de nos frères. Voilà pourquoi il est impératif que nous organisations maintenant un nouveau mouvement collectif pour nous libérer nous-mêmes en mettant en exergue le respect de la dignité humaine.

Cette Déclaration magnifique énonce fièrement et très clairement l'idée fondamentale des droits humains selon laquelle les discriminés ne doivent pas être l'objet de compassion ou de pitié mais plutôt l'objet de respect.

Dès sa naissance, la Société des Egalitariens (la Suiheisha) s'inscrit résolument dans une perspective de solidarité internationale en établissant l'année suivante un réseau avec le Hyonpyonsa, le mouvement de libération des Paekchong en Corée fondé en 1923 et en promulguant une lettre de protestation contre l'oppression nazie des juifs en août 1933. Cette dimension de solidarité internationale du mouvement ne cessera jamais d'être un moteur de l'action résolue des militants burakumin.

Après la guerre, ils reprennent leur action sous le nom de Comité national pour la Libération des Buraku puis, en août 1955, sous son nom actuel de Ligue de libération des Burakumin. Un des membres fondateurs de la Société des Egalitariens, Matsumoto Jiichiro (1887-1966) en assume la présidence et dans la continuité des actions menées avant la guerre et durement réprimées, il consacra sa vie au mouvement. Vénéré comme un Père par les 3 millions de burakumin disséminés dans les 6000 hameaux concernés, il porte la lutte sur le plan politique en se faisant réélire député et obtint qu'en 1965 soit publié un rapport sur les hameaux discriminés. On a substitué au mot buraku trop discriminant, le mot DOWA, assimilation, et le gouvernement reconnaît que le problème Dowa « est le plus important et le plus grave problème social du Japon car un segment de la population japonaise... est placé dans une telle situation d'infériorité économique, sociale et culturelle que leurs droits humains fondamentaux sont manifestement violés et qu'en particulier, leurs droits civiques et leur liberté qui sont, en principe assurés dans une société moderne, ne sont pas pleinement garantis en réalité. »

La Loi sur les mesures spéciales pour les Projets Dowa est mise en œuvre en 1969 et jusqu'en 2002, une série de lois spéciales ont été promulguées tendant à résoudre les problèmes spécifiques liés à l'éducation, au logement, au sous-emploi et aux problèmes de santé de ces populations discriminées.

Mais l'action de la Ligue de Libération qui contrôle avec vigilance l'application des mesures spéciales pour les projets Dowa ne perd pas de vue la solidarité avec les autres minorités du Japon telles les Coréens, les

personnes handicapées ou les Aïnous et a mené par exemple, avec succès, des campagnes pour la gratuité des manuels scolaires pour tous les enfants de l'école primaire et du collège. Et quand eut lieu en 1990 l'année internationale de l'alphabétisation de l'ONU, les relais furent assurés par l'association nationale des éducateurs Dowa, organisme de recherches créé en 1953. Par ailleurs, la Ligue mit aussi en place des programmes spéciaux pour le logement. Là où les conditions de vie des populations Buraku étaient particulièrement dégradées, ils utilisèrent la loi qu'ils avaient contribué à établir pour améliorer les conditions de logement. Ils militèrent aussi pour l'amélioration de la qualité des HLM publics. Ils s'efforcèrent toujours de faire étendre au reste de la population les améliorations réelles obtenues pour leurs communautés. Je pense que c'est la preuve que les victimes de discrimination sont les mieux placées pour parler des problèmes liés à la discrimination.

Les problèmes de discrimination qui surgissent encore régulièrement et mobilisent les militants de la Ligue sont :

- L'Affaire Sayama (mai 1963) arrestation et incarcération de Kazuo Ishikawa accusé du viol et du meurtre d'une lycéenne, faits qu'il a toujours niés après des aveux extorqués,

- Les listes interdites recensant les Buraku,

- Les incidents impliquant des enquêtes, sur les antécédents, de candidats au mariage ou à des promotions dans leur emploi,

- Les inscriptions injurieuses qui rappellent les discriminations historiques,

- Les injures et les campagnes haineuses sur internet.

La dimension internationale du mouvement connut trois étapes principales : le président de la Ligue Jiichiro MATSUMOTO développa des relations amicales avec la Chine, visita l'Inde en avril 1955 et entreprit des actions de solidarité avec les hors-castes indiens. Il participa aussi à la réunion de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme à Paris en mars 1956.

Dans les années 70, la Ligue de Libération des Burakumin et l'Institut de Recherches sur la Libération des Buraku s'impliquèrent dans les activités de l'ONU relatives aux droits de l'homme et nouèrent des liens avec les mouvements de lutte contre les discriminations de différents pays, participant à des conférences et invitant des personnalités internationales à des colloques à Tokyo et Osaka. Les deux organismes continuèrent d'approfondir leurs relations avec les militants des droits de l'homme aux Etats-Unis, en Europe, en Inde et en Afrique du Sud. Ils étaient de tous les combats contre l'apartheid.

Tous ces efforts aboutirent à la création en janvier 1988 de l'IMADR, le Mouvement International contre le Racisme et toutes les formes de Discrimination, la première ONG d'origine asiatique pour les droits de l'homme qui obtint en 1993 le statut d'observateur auprès du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU.

L'IMADR vint en renfort de la Ligue de Libération des Buraku dans sa lutte pour la ratification par le Japon de la

Convention Internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD). Adoptée en 1965, cette convention est entrée en vigueur en 1969. Elle a été signée par la France en 1971. Il a fallu un combat acharné de toutes les organisations anti-racistes nipponnes pour que le Japon la signe enfin en 1996, (deux ans seulement après les Etats-Unis). Ayant choisi d'avoir un bureau à Genève, l'IMADR est devenu un acteur important des activités de l'ONU en relation avec les droits de l'homme mais tout ceci sera traité par les deux intervenants suivants.

Avant de clore cet exposé je voudrais revenir sur cette Déclaration des Egalitariens dont l'incandescence est telle que l'ancien Secrétaire général de l'IMADR, ancien recteur de l'Université des Nations Unies au Japon, M. Kinhide MUSHAKOJI mène une action auprès de l'Unesco pour faire connaître et reconnaître ce texte dans le monde entier. La Déclaration des Egalitariens a un message différent de ceux de la Déclaration des Droits Humains de la Révolution française et de la Déclaration des Nations Unies. Elle déclare après une courte introduction que les ancêtres des burakumin sont les martyrs de la production. Ils ont été maltraités parce qu'ils étaient des agents de la purification et qu'ils ont donc permis à l'économie circulaire de l'époque d'Edo, cette époque du système des Statuts, de se développer.

Dans la deuxième partie de ce court texte, l'auteur, Mankichi SAIKO aborde le thème de la modernité, où l'homme devenu Dieu lance aux oppresseurs la couronne d'épines des martyrs de l'industrie. C'est très étonnant de découvrir dans un texte de bouddhiste qui ne croit pas en Dieu une image du neo-hégélien, Feuerbach. Mais les auteurs occidentaux révolutionnaires étaient très lus au Japon en cette époque d'effervescence intellectuelle et sociale.

-Et la troisième partie du texte est d'un lyrisme très exceptionnel et très spécifique : parce qu'ils connaissent l'obscurité et la froideur du monde, les burakumin aspirent à créer un monde plein de lumière pour chasser l'ombre. Car c'est ainsi que se termine la Déclaration :

Que la chaleur pénètre notre société, que la lumière pénètre tous les humains.

Pour terminer, je citerai les mots du cher Professeur Mushakoji :

Cette allusion à un monde plein de chaleur humaine et de lumière émanant de chaque individu, fait de cette Déclaration un document, non pas de droit, mais plutôt d'une image d'un monde où l'amitié des peuples devient la base d'une société heureuse.

Merci. Nous pourrions maintenant peut-être avoir une discussion s'il y a des questions.

LA DECLARATION DE L'ASSOCIATION DES EGALITARIENS

Habitants des Hameaux Spécifiques de tout le pays, unissons-nous !

Frères qui avez souffert si longtemps ! Au cours du dernier demi-siècle, les mouvements menés en notre nom par tant de personnes usant de moyens divers et variés,

n'ont donné aucun résultat appréciable. Cet échec est le châtement que nous avons encouru pour nous être autorisés et avoir autorisé les autres à avilir notre dignité d'humains. Bien qu'apparemment motivés par la compassion, les mouvements antérieurs ont, en fait, corrompu nombre de nos frères. Voilà pourquoi il est impératif que nous organisations maintenant un nouveau mouvement collectif pour nous libérer nous-mêmes en mettant en exergue le respect de la dignité humaine.

Frères ! Nos ancêtres vénéraient et pratiquaient la liberté et l'égalité. Ils furent les victimes d'une politique de classes vile et méprisante et devinrent les martyrs virils de l'industrie. Pour les récompenser de déjouer les animaux, on les a dépouillés de leur propre chair vivante ; pour les remercier d'arracher le cœur des animaux, on a mis en pièces leurs propres cœurs d'hommes palpitants et chauds. On leur a même craché dessus avec des rictus méprisants. Et pourtant, au plus profond de ces cauchemars maudits, leur fierté d'être humain coulait dans leurs veines. Et voilà le temps venu pour nous, humains recueillant leur sang, de recouvrer notre dignité divine. Le temps est venu pour les victimes de rejeter leurs stigmates. Le temps pour les martyrs de bénir leur couronne d'épines.

Le temps est venu où nous pouvons être fiers d'être ETA.

Nous ne devons jamais plus faire honte à nos ancêtres ni profaner l'humain en usant de paroles serviles et en agissant de manière timorée. Nous qui savons combien le monde des hommes peut être froid, nous qui savons ce qu'être pris en pitié signifie, recherchons avec ferveur et révérons de tout notre cœur la chaleur et la lumière de la vie humaine.

Nous proclamons la naissance de la Société des Egalitariens.

Que la chaleur pénètre notre société, que la lumière nimbe tous les humains.

3 mars 1922

L'Association des Egalitariens, la Suiheisha

Echanges

Question de M. Régis de GOUTTES²

Je suis désolé d'être arrivé en retard ! Je suis arrivé de Bruxelles hier soir très tard.

BH³ : Merci d'être parmi nous. C'est un plaisir de vous accueillir !

Régis de GOUTTES:

Pour moi, ancien membre du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), je dois dire que la question des Burakumin a souvent fait l'objet de discussions au sein de notre Commission. Et quand le Rapport sur le Japon a été examiné, la Com-

² Régis de GOUTTES : Juriste, ancien Président du CERD - Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination raciale; Ancien Premier Avocat Général à la Cour de Cassation, France; Membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme - CNCDH (France)

³ BH - Bernadette HETIER, co-présidente du MRAP et vice-présidente de l'IMADR

mission a souhaité que la question des Burakumin soit traitée dans la future Convention. Dans l'article premier, il est question de la discrimination due aux origines. Cet article traite spécifiquement de la discrimination raciale contre les personnes sur la base de leurs origines. Et le troisième article cite nommément les castes de l'Inde et d'autres pays de la région. Mais il mentionne également les castes professionnelles et il en existe un certain nombre. Et c'est ainsi que nous avons considéré que les Burakumin relevaient de cette catégorie. C'est un groupe historiquement discriminé sur des critères sociaux. C'est la raison pour laquelle nous avons considéré qu'il devait faire partie de la Convention internationale. Mais la délégation japonaise ne l'a jamais admis, pas plus d'ailleurs que la délégation indienne. En fait, ils disaient toujours : « Ce n'est pas un problème de race ! Ce n'est qu'une question sociale, c'est très différent. » Ceci est un grand débat. Je me demande comment vous répondez à cette question de savoir ce qui relève du social et ce qui relève du racial. Est-ce que vous êtes d'accord avec mon analyse ?

BH : Merci. Catherine CADOU répondra après avoir écouté l'intervention de M. KUTUKDJIAN, à qui je donne tout de suite la parole.

Georges KUTUKDJIAN⁴

Je voudrais principalement poser une question. Vous nous avez dit que le gouvernement japonais avait montré sa détermination pour ne pas établir de distinction entre les citoyens. Il n'existe donc pas officiellement de discrimination réelle entre les citoyens. Mais après avoir dit cela, avez-vous l'impression que le gouvernement fasse réellement quelque chose pour lutter contre cette discrimination ? Nous avons compris qu'il ne s'agit pas seulement des Burakumin. Vous avez mentionné d'autres groupes. Par exemple les gens d'ascendance coréenne. Il y a aussi les Aïnous et d'autres groupes. Pourquoi le gouvernement n'agit-il pas avec plus de détermination ? Pourquoi ne déclare-t-il pas la discrimination illégale ? Pourquoi n'interdit-il pas la haine raciale et les discours de haine ? Pourquoi ne le font-ils pas ?

BH : Merci. Je crois que le temps est venu de donner la parole à Catherine CADOU pour qu'elle réponde.

Catherine CADOU

Je vais d'abord répondre à la dernière question. Pourquoi le gouvernement japonais n'interdit-il pas ces discours ou ces actions discriminantes ? Tout simplement parce qu'il n'existe pas de texte de loi qui rendrait ces actes illégaux. C'est l'un des objectifs des luttes d'aujourd'hui, thème unifiant les luttes des résidents coréens du Japon et les Burakumin. Ils veulent qu'une loi soit adoptée qui forcerait le gouvernement à lutter contre la discrimination d'une manière plus active. Ceci nous ramène à une question précédente : oui, pendant la crise économique actuelle, il y a une augmentation des discours de haine principalement dirigée, toutefois, contre les Coréens du Japon. Les Burakumin font encore l'objet de discrimination mais les cas de discrimination sont

moins nombreux qu'ils ne l'ont été dans le passé. Ceci étant dit, le fait que les juridictions japonaises n'aient pas voulu revoir l'Affaire Sayama qui remonte à 1963 est une preuve de la réticence du gouvernement japonais à travailler sincèrement à l'établissement d'une loi anti-discrimination. Son refus de réhabiliter une personne clairement reconnue innocente rend cette affaire hautement symbolique. Et le cas n'est pas terminé tout simplement parce que le gouvernement ne fait pas ce qu'il devrait faire. C'est très clair. Comme vous l'avez dit, c'est la question de la réelle intégration des Burakumin qui est posée, ce groupe de personnes discriminées pour leurs origines. C'est pour leurs origines et seulement leurs origines qu'ils sont discriminés. C'est différent de l'Inde car, en Inde, c'est religieux. Mais la discrimination est semblable et il est clair que la Convention contre la discrimination s'applique pleinement dans les deux cas. C'est la raison pour laquelle nous avons voulu créer l'IMADR car nous voulions obtenir un statut d'observateur au sein des mécanismes des droits humains de l'ONU et ainsi faire pression sur le gouvernement japonais afin qu'il reconnaisse la nécessité de prêter plus d'attention au problème. C'est très important d'agir comme cela à partir du moment où le gouvernement ne joue pas le jeu avec franchise. Des mesures spéciales ont certes été adoptées pour les Burakumin qui ont eu des effets certains. La discrimination est aujourd'hui dirigée contre les Coréens du Japon et les discours de haine générés par la crise se portent sur les migrants et les Coréens. Les Burakumin sont en deuxième ligne. Le problème Burakumin est plus social tandis que le problème coréen est plus racial mais les deux minorités sont désormais la dramatique cible commune des discours de haine renforcés par la crise économique.

BH : Si nous voulons être raisonnables, nous allons devoir arrêter ce débat pour le moment et donner le micro à l'intervenant suivant.



Nimalka FERNANDO

Présidente de l'IMADR

Expérience Unique d'un Mouvement !

L'IMADR est né des luttes des opprimés d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Europe.

L'esprit du Mouvement réside dans une Déclaration qu'on appelle la «SUIHEISHA», adoptée au Japon en 1922 - en Français «Déclaration des Egalitaires»⁵. Il est important de garder présente à l'esprit l'historicité du mouvement IMADR car, en tant que responsables d'aujourd'hui, nous plongeons nos racines dans les luttes historiques qui, de toutes parts, nous ont inspirés. Je voudrais vous expliquer brièvement ce qu'est la Déclaration SUIHEISHA. Il s'agit d'un mouvement mené par les leaders de la communauté Buraku (à fondement de «caste»), groupe minoritaire japonais, vivant l'expérience d'un régime discriminatoire, fondé à la fois sur le type de travail effectué et sur l'ascendance⁶. La Déclaration fondatrice de la Zenkoku Suiheisha a été élaborée dans ce contexte par une minorité défavorisée constituée de «Buraku». Ce texte a constitué la première «Déclaration des Droits de l'Homme» du Japon et servi de point de départ au mouvement de libération nationale des Buraku, cherchant à se libérer, grâce à la solidarité des Buraku eux-mêmes. Cet esprit reste en vigueur aujourd'hui. La Discrimination à l'encontre des Buraku a empiré au début du vingtième siècle, avec le développement de l'Empire japonais. Dans ce contexte, la Déclaration Fondatrice condamnait et rejetait la compassion et la sympathie trompeuses, imposées d'en haut par le gouvernement et d'autres acteurs, qui niaient la dignité des Buraku et cherchaient à les corrompre. L'important, c'est le respect pour les êtres humains (y compris la liberté et l'égalité), pour la fraternité et la réconciliation, à la fois entre eux comme personnes et en tant qu'amour de l'humanité, qui va au-delà des différences humaines. Outre la liberté, l'égalité et la fraternité, la Déclaration Fondatrice insistait aussi sur la fierté et l'identité du peuple Buraku lui-même, en tant que groupe ayant apporté de grandes contributions dans divers domaines de l'industrie et du travail au Japon.

⁵ Connue sous le nom de «Déclaration des Niveleurs»

⁶ Les ancêtres (EN : descent)

La Déclaration Fondatrice «Zenkoku Suiheisha» est, sans aucun doute, une Déclaration des Droits de l'Homme, comparable à la Déclaration française des Droits de l'Homme et du Citoyen (Août 1789) et à la Déclaration Universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), qui appartiennent à l'Humanité. Elle est également fondée sur les principes universels de la famille humaine, tels que les droits humains, l'égalité, la fraternité et la démocratie. Elle est également fondée sur des principes universels de l'Humanité, tels que les droits humains, la liberté, l'égalité, la fraternité et la démocratie. A ce titre, cette Déclaration revêt une importance mondiale.

Le Mouvement International contre toutes les formes de Discrimination et de Racisme (IMADR) est une organisation internationale non-gouvernementale, à but non lucratif, consacrée à l'élimination de la discrimination et du racisme, à l'instauration de la solidarité entre les minorités victimes de discriminations, pour faire avancer le système international des droits de l'homme. Fondé en 1988 par l'une des minorités japonaises les plus importantes, les BURAKU, l'IMADR est devenu un réseau mondial d'individus et de groupes minoritaires - avec des comités régionaux et des partenaires - en Asie, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine. Le Secrétariat International de l'IMADR se trouve au Japon et maintient un Bureau de liaison à Genève. L'IMADR bénéficie d'un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC).

Les valeurs fondamentales de l'IMADR

Se donner les moyens d'agir, pratiquer la solidarité et les activités de plaidoyer, telles sont nos valeurs fondamentales.

Nos membres et notre réseau de partenaires en diverses régions, sont impliqués dans le combat contre le racisme et toutes formes de discriminations. Il s'agit d'établir des coopérations entre tous, de promouvoir la prise d'initiatives, la construction de la coopération et de la solidarité entre toutes les personnes discriminées aux niveaux régional, national et selon des spécificités de genre.

Notre **plaidoyer** international est centré sur la mise en œuvre et la promotion des Instruments internationaux des Droits de l'Homme, par l'écoute des groupes discriminés, le renforcement des normes juridiques internationales, l'action des institutions et organes compétents en matière d'élimination du racisme et des discriminations racistes, ainsi que **l'utilisation effective de ces outils par les victimes du racisme et les personnes discriminées**

Le principal centre d'intérêt de l'IMADR est de combattre le racisme, les discriminations raciales, les discriminations multiples, en particulier celles fondées sur, à la fois, la race et le genre, dans les domaines suivants : discriminations fondées sur le travail ainsi que l'origine et l'ascendance (*descent*).

L'IMADR combat les migrations d'exploitation, le trafic de femmes et d'enfants, défend les droits des peuples autochtones, des minorités; il lutte pour l'élimination de la discrimination raciale dans l'administration de la Justice, cherche à renforcer les mécanismes de protection des droits de l'homme et à en favoriser l'usage par les victimes.

⁴ Georges KUTUKDJIAN : Philosophe et anthropologue; Ancien Directeur, Division de l'Ethique de la Science et de la Technologie, Secteur des Sciences Sociales et Humaines, 1999-2001 UNESCO; Membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCOH, France)

L'IMADR est désormais reconnue pour son engagement contre la discrimination et l'oppression, fondées sur le travail et l'ascendance. Il promeut l'élimination des Castes. En effet, des millions de personnes à travers le monde, spécialement en Inde et en Asie du Sud, vivent les atrocités et les violences liées à la pratique de l'intouchabilité qui subsiste.

En 2001, pendant la conférence mondiale contre le racisme à Durban⁷, l'IMADR a joué un rôle majeur en faveur de l'inclusion au programme des Nations-Unies de la lutte contre les discriminations fondées sur la caste. Des centaines de militant-e-s et de responsables communautaires des communautés Dalit (Inde) et Buraku (Japon) ont été aidés par l'IMADR à rejoindre les activités du processus de Durban. Bien que nous n'ayons pu faire introduire le mot «caste» dans un document officiel, notre mouvement a pu lancer un appel au système des Droits de l'Homme de l'ONU pour la reconnaissance de la discrimination fondée sur la caste.

Mme Navaneethem PILLAY, ancienne Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations-Unies, a lancé à toutes et tous le défi de «briser les barrières de castes». Nous espérons continuer à soutenir les mouvements impliqués. Nous avons également contribué à faire émerger un soutien Européen au mouvement Dalit, notamment une action de lobby international auprès de l'Union Européenne.

L'IMADR soutient des organisations partenaires pour relever différents défis à travers le monde, tels que Le trafic des personnes et les migrations d'exploitation qui demeurent des défis majeurs dans le monde entier. Nous soutenons nos membres en Asie, Amérique Latine et Afrique afin de développer les actions de plaidoyer locales et internationales, notamment en faveur de la ratification, par les pays d'accueil, de la «Convention sur les droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille»⁸. Malheureusement, nous ne savons que trop bien que les politiques de racisme et de discrimination de la France et des pays du monde développé du Nord, ainsi que des pays du Golfe, restent un obstacle majeur qui continue à favoriser les conditions d'esclavage moderne qui sont celles des travailleurs migrants. Nous faisons des interventions à Genève et aidons des pays du Sud à intervenir lors des réunions d'organes de suivi de conventions internationales dans ces domaines. Vous entendrez les exposés du Professeur

Theo Van Boven⁹ et de M. Taisuke Komatsu¹⁰.

Au cours des dernières années, l'IMADR a traité de questions de Paix et Sécurité, liées à son engagement global de lutte contre le racisme. Nous avons pleuré avec vous en France lorsque plusieurs journalistes ont été tués à Paris¹¹ par des extrémistes religieux. Aujourd'hui, nous sommes ici pour écouter les messages de cette région

⁷ La première de ce nom a eu lieu à Durban (Afrique du Sud) à la fin du mois d'août 2001, peu de jours avant le tragique «11 septembre».

⁸ <<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CMW.aspx>>

⁹ Malheureusement très souffrant à l'époque du colloque, le professeur Theo Van Boven, qui n'avait pu se déplacer, avait chargé M. Taisuke Komatsu, du Bureau de Genève de l'IMADR, de présenter une synthèse de sa conférence. Cette dernière figure in extenso aux Actes du présent Colloque.

¹⁰ Responsable du Bureau de Genève de l'IMADR

¹¹ Attentats de janvier 2015 à Paris 9

du monde et trouver de nouvelles voies de lutte contre le racisme, de nouvelles plateformes de solidarité, alors que des vagues politiques effrayantes englobent l'Europe. Nous nous sommes joints au Conseil central des Sinti et des Roms de Heidelberg pour visiter des communautés roms de Budapest et de Slovaquie il y a quelques années. Nous avons été avec nos collègues en Colombie pour soutenir des initiatives de paix et, en Argentine, pour faire face à la question de l'intégration sociale des communautés mapuche.

De même, nous avons affirmé que lorsque nous réunissons des militants engagés sur le terrain pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale¹², nous devons traiter de questions de racisme et de discrimination raciste dans des contextes locaux; il nous faut aussi traiter d'un contexte plus large, à la fois social et historique, celui du colonialisme, de la mondialisation néolibérale et de la politique de «Guerre à la terreur».

Nous savons qu'aujourd'hui, oeuvrer pour les droits, soutenir des mouvements de peuples qui aspirent à l'autodétermination reste au cœur des défis de tout mouvement anti-raciste. Ces questions ont revêtu une importance internationale, comme ce fut le cas notamment du conflit au Sri Lanka. Un plaidoyer pour le Sri Lanka a apporté un «plus» de signification internationale, tandis que la tragédie de la guerre nous lançait à toutes et tous le défi de faire face à de plus vastes responsabilités, celles d'une tragédie qui nous renvoyait à la question de la responsabilité, des allégations de crimes de guerre et de violations du droit humanitaire qui se traitaient à Genève. Aujourd'hui, je porte témoignage, comme Présidente de l'IMADR qui ai oeuvré au Sri Lanka, assumant de graves risques du fait de cette coopération avec le système des Nations-Unies. Je témoigne comme personne qui a été qualifiée de «traître» parce que j'étais vivante. Je témoigne aussi de l'extraordinaire protection que l'IMADR et les ONG internationales m'ont donnée, dans ce rôle de défenseur des droits humains et activiste de la paix.

Telles sont la Protection, la Solidarité et la Motivation que - nous l'espérons - l'IMADR pourra continuer à apporter à tous les peuples qui quotidiennement se battent contre le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination.

L'IMADR porte l'engagement de faire prendre conscience que la discrimination et le racisme ne sont pas seulement des problèmes pour les «minorités», mais pour la société toute entière. En collaboration avec d'autres organisations, l'IMADR contribue à mobiliser les communautés minoritaires et participe à des rencontres locales, nationales et internationales, y compris le Forum Social Mondial. L'IMADR a eu la capacité de susciter une prise de conscience des mécanismes internationaux d'alerte et d'action contre les discriminations (y compris en faveur du droit à l'éducation), par la diffusion d'information et en encourageant les groupes locaux à faire usage de ces mécanismes avec efficacité.

¹² Le MRAP, pour sa part, a décidé d'utiliser l'adjectif raciste (et non racial) pour caractériser toutes manifestations du racisme. Lorsqu'il s'agit, au contraire, de citer certains instruments juridiques internationaux, nous les citons tels qu'en l'état (racial).

Theo VAN BOVEN

Ancien Directeur des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Introduction

Le Mouvement International contre toutes les formes de Discrimination et de Racisme (IMADR) a été fondé vers la fin des années mille neuf cent quatre-vingt, lorsque le rôle des organisations de la société civile au niveau mondial avait pris plus de relief, par rapport à l'immédiat après-Deuxième Guerre Mondiale. Les voix de la société civile ont gagné en force et pouvoir de persuasion, sur tous les continents, en tant que participants/parties-prenantes au discours national et international sur des questions concernant la paix, la justice, le développement et les droits de l'homme.

Il est vrai qu'une disposition avait déjà été introduite dans la Charte des Nations Unies concernant les arrangements consultatifs avec les organisations non-gouvernementales (article 71), mais cela ne s'appliquait que pour les questions relevant de la compétence du Conseil Economique et Social (ECOSOC) des Nations Unies.

Par conséquent, dans la vision des rédacteurs de la Charte, les questions relatives à la paix et la justice n'étaient pas incluses dans ces arrangements relatifs aux relations consultatives. D'autre part, les droits de l'homme, en ce qu'ils embrassent de plus en plus largement, sur le fondement de l'interdépendance, la lutte contre les discriminations raciales/racistes, étaient considérés comme faisant partie intégrante de cette relation consultative.

Il est important de remarquer, qu'au fil des années, un nombre croissant d'organisations de la société civile se sont retrouvées impliquées et associées aux efforts majeurs des NU pour la promotion des droits de l'homme. Dans les années de rédaction de la DUDH-Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1946-1948), seules une quinzaine de ces organisations s'étaient fait remarquer pour leur implication et participation. Mais vingt ans plus tard, en 1968, à la première conférence internationale des Droits de l'Homme, réunie à Téhéran (12 mai 1968), on comptait la présence d'environ 150 organisations de la société civile et, en juin 1993, à la seconde conférence mondiale sur les Droits de l'Homme (DH) à Vienne, leur nombre dépassait 1500. Une croissance exponentielle de 15 à 150, puis à 1500!

Il était naturel que l'IMADR, lorsqu'il a fait son entrée sur la scène internationale, souhaite accéder au statut consultatif auprès des Nations-Unies, à la fois pour faciliter son accès et sa participation aux réunions DH de l'ONU, et pour y gagner en réputation et crédibilité. Demander le statut consultatif était à l'époque, je veux dire au début des années 1990, un sujet hautement politisé dans un comité dominé par les intérêts des Etats. C'est grâce à Mario YUTSIS, l'un des vice-présidents de l'IMADR (Amérique Latine), que j'ai compris que ce ne fût qu'au bout d'une longue et habile campagne de lobbying, que l'IMADR pût finalement obtenir le statut consultatif auprès des Nations-Unies.

Dans cette introduction, on pourrait en dire bien plus sur l'entrée de l'IMADR sur la scène internationale. Au point où nous en sommes, je me limiterai à deux remarques générales. En premier lieu, le rôle joué par

l'IMADR à été influencé positivement, dans le temps, par une assez grande continuité dans le leadership, par le dévouement du personnel et par l'expertise collective réunie au sein du Conseil de l'IMADR (Board). Quant à ma seconde remarque, elle porte sur les ressources humaines et financières. La disponibilité de ressources et la fixation de priorités sont étroitement liées et exigent, de temps à autres, de complexes ré-évaluations.

Nations Unies et autres Mécanismes Internationaux

Cet exposé m'est demandé par le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), une organisation membre de longue date de l'IMADR, à l'esprit constructif, convaincu de l'importance pour l'IMADR de participer aux mécanismes des Nations Unies et autres mécanismes internationaux. Les Nations Unies, évidemment, ont proclamé la Charte au nom de «**Nous les Peuples des Nations Unies**», ce qui est le terrain naturel de travail de tous, femmes et homme, qui se battent, luttent pour l'émancipation, l'auto-détermination, la responsabilisation, l'inclusion, l'égalité et la justice. Ce sont là les prémisses auxquelles l'IMADR, en solidarité avec d'autres organisations des Peuples, est profondément attaché. Nous rencontrons au sein des Nations-Unies - soyons francs - de fortes tensions entre les intérêts des puissances étatiques et les exigences des peuples. Cependant, le centre d'intérêt naturel de l'IMADR se retrouve au cœur des programmes et orientations des NU en matière de Droits de l'Homme (Droits Humains). C'est pour ce motif que l'IMADR, dans sa structure et son organisation, ayant son siège à Tokyo, attache une grande importance à son Bureau de Genève, comme antenne et outil de liaison et - plus encore - point focal de ses contacts et relations de travail avec les Nations Unies. Après tout, Genève est la capitale des droits humains des Nations Unies.

Qu'en est-il des autres mécanismes internationaux ? Dans la durée, l'IMADR a entretenu des contacts et relations de travail avec des Institutions spécialisées du Système des Nations Unies, comme l'UNESCO, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation internationale des Migrations (OIM), le Conseil de l'Europe et sa commission ECRI - Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance. Et aussi avec l'Organisation des Etats Américains et ses organes des droits de l'Homme.

Mais les principaux partenaires de l'IMADR, dans le monde des organisations et des institutions internationales, ce sont le Siège des Nations-Unies - en tant que telles - et le Bureau, sis à Genève, du Haut Commissaire aux Droits de l'Homme. C'est donc la participation de l'IMADR aux Nations Unies qui sera plus avant décrite dans cet exposé. Mais, avant de ce faire, il peut être utile de rappeler brièvement les principaux objectifs des initiatives de l'IMADR.

Principaux objectifs

La participation de l'IMADR aux actions des Nations Unies, sous leurs diverses formes et modalités, comme illustré plus avant, s'inspire des principaux objectifs du mouvement et les reflète. Ces objectifs ont été formulés et reformulés à plusieurs reprises, au cours de vingt-cinq ans d'existence de l'IMADR.

Sans prétendre à l'exhaustivité, je voudrais brièvement décrire ainsi ces objectifs:

- Eliminer toutes les formes de discrimination;
- Forger la solidarité internationale parmi les minorités discriminées et faire avancer le régime de respect des droits de l'homme, plus particulièrement :
 - en combattant les pratiques d'exploitation de la personne humaine, notamment le trafic des femmes et des enfants,
 - en défendant les droits des Peuples autochtones et des minorités,
 - en développant et favorisant l'utilisation des normes et mécanismes internationaux des droits de l'homme.

C'est sur cette toile de fond que nous allons maintenant aborder «la pièce de résistance» de cet exposé.

Participation aux réunions des Nations Unies sur les Droits de l'Homme

Il y a un assez grand nombre d'organes des droits de l'homme au sein des Nations Unies. Depuis 2006, le plus important organe en matière de politique des droits de l'homme est le **Conseil des Droits de l'Homme** des Nations Unies, qui a succédé à la Commission des droits de l'Homme. La résolution fondatrice du Conseil des Droits de l'Homme affirmait que ses travaux devraient être fondés sur les principes d'universalité, d'impartialité, d'objectivité, de non-sélectivité, ainsi que sur un dialogue international constructif et sur la coopération. Parmi les éléments du mandat du Conseil, il est explicitement mentionné que le Conseil devrait traiter de situations de violation des droits de l'homme, y compris flagrantes et systématiques, et présenter des recommandations à ce sujet. Quant à la composition du Conseil, il a été décidé qu'il serait composé de quarante-sept membres, devant être élus sur le fondement d'une répartition géographique équitable. Il a été également décidé que le Conseil se réunira en sessions, au nombre d'au moins trois par an, d'une durée totale qui ne saurait être inférieure à dix semaines. Il peut également être convoqué des sessions spéciales d'urgence, à la demande d'un membre du Conseil, appuyé par au moins un tiers des membres du Conseil. En outre, il convient de souligner que toutes les sessions se tiennent à Genève et que, du fait de sa composition, le Conseil est fondamentalement un organe politique.

Quel est le rôle d'organisations de la société civile du type de l'IMADR, par rapport au Conseil des Droits de l'Homme ? Alors que ce sont essentiellement les Etats membres qui sont décisionnaires au sein du Conseil, des dispositions inhérentes au statut consultatif sont prévues, qui permettent aux organisations de la société civile - quoique dans des limites de temps strictes - de se faire entendre. Des dispositifs semblables sont également prévus pour les commissions nationales des droits de l'homme. Il convient aussi de ne pas oublier qu'à côté des arrangements formels, il existe aussi des dispositifs de contacts informels avec les délégués et autres parties prenantes - sous forme de lobbying, de réunions d'information, de remise de rapports et de commentaires - qui tendent à être plus importants.

Pour être efficace, il est souhaitable et utile de bien connaître les arcanes de la diplomatie et de développer des réseaux de contacts utiles. L'IMADR a pleinement conscience du fait que ses représentants aux Nations Unies et, en particulier, le personnel salarié du Bureau IMADR de Genève, doivent posséder ces qualités. Sans chercher à être exhaustive, je voudrais vous citer

quelques exemples de l'implication active de l'IMADR dans le travail du Conseil :

- campagnes pour la vérité, la justice, la paix et la démocratie au Sri Lanka, afin de favoriser l'adoption de décisions en faveur des Droits de l'Homme par le Conseil;
- suivi attentif et diffusion d'information relative à la procédure du Conseil - innovante mais encore fragile - d'Examen Périodique Universel (EPU), eu égard aux pays et aux thèmes revêtant un intérêt spécial pour l'IMADR;
- Alertes et information auprès des Rapporteurs Spéciaux des Nations Unies¹³, agissant sous l'autorité du Conseil, en particulier, ceux qui effectuent des visites au Japon, tels que le rapporteur spécial sur les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale (ONU), la xénophobie et l'intolérance qui y est liée (2005), le Rapporteur spécial sur le trafic des personnes, particulièrement les femmes et les enfants (2009), le Rapporteur Spécial sur les droits humains des migrants (2010);
- Contributions au processus normatif international, reliant le droit humain à la paix;
- Chose importante, la tendance assez récente à organiser, conjointement avec d'autres parties prenantes, lors des sessions du Conseil, des événements «parallèles» sur des questions d'intérêt spécial pour l'IMADR, y compris avec d'autres organisations de la société civile, experts et - occasionnellement - délégués gouvernementaux et fonctionnaires des Nations-Unies.

Utilisation des Organes conventionnels des Nations Unies, en tant que mécanismes des droits de l'homme

Le système des Organes conventionnels¹⁴ des NU fait partie du mécanisme onusien des droits de l'homme, mais diffère à bien des égards du Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies.

- 1- Tout d'abord, il ne s'applique qu'aux Etats qui ont ratifié les traités et non à l'ensemble des membres de l'Organisation.
- 2- En second lieu, les membres des organes de traités sont, **bien qu'élus par des Etats parties, des experts indépendants et non des représentants d'Etats.**
- 3- En troisième lieu, la tâche principale des organes de traités, est d'assurer un contrôle périodique - puis un contrôle de suivi - de la manière dont les Etats-parties s'acquittent, au niveau national, de leurs obligations au regard des traités.
- 4- En quatrième lieu, le système des organes de traité des Nations Unies a évolué au long des années pour devenir **un vaste ensemble de suivi, constitué de dix conventions**, chacune assortie de son propre mécanisme de suivi.

Tandis qu'initialement, il avait été envisagé d'avoir deux Traités généraux des NU en matière de droits de l'homme - à savoir les deux *Pactes internationaux sur, respectivement, les droits Civils et Politiques et les droits Economiques, Sociaux et Culturels* - constituant avec la *Déclaration Universelle des droits de l'Homme*, la «*Charte internationale des droits de l'homme*» - les années passant, les forces de proposition et les parties prenantes émanant de la société civile purent donner suite à leurs préoccupations légitimes, en obtenant que les droits spécifiques à promouvoir et protéger le soient via des instruments juridiques séparés, assorti chacun d'un comité de surveillance, plutôt que d'un dénominateur commun.

¹³ http://www.unhcr.org/refugees/20humanrights/10health/les_rapporteurs_speciaux_de_l_ONU_fr.pdf

¹⁴ *Organes de suivi de l'application des différents traités et des conventions internationales*

La variété et le caractère pluriel de certains «intérêts» spécifiques en matière de droits de l'Homme, se manifestent de façon visible par l'existence et le fonctionnement de dix organes de suivi de traités, traitant entre autres, de «discrimination raciale», discriminations eu égard au genre, migrants, enfants, torture, personnes handicapées, disparitions forcées. Avec le soutien des services du Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, la tâche qui revient à ces organes de traités est essentiellement de :

- i - passer en revue et examiner les **rapports périodiques** soumis par les **Etats-Parties** et adopter des recommandations sous forme d'Observations finales;
 - ii - examiner les plaintes individuelles et faire connaître leur point de vue, en ce qui concerne les pays ayant accepté cette procédure;
 - iii - élaborer des recommandations, dans un contexte d'alertes précoces et de procédures d'urgence.
- Lorsque nous traduisons le fonctionnement de ces dix organes de traité sur la scène genevoise, où ils se réunissent régulièrement, à la périodicité de trois sessions par an et chaque session durant trois semaines, cela représente **quatre-vingt-dix semaines de réunion.**

Il est évident que les organisations de la société civile qui ont un bureau à Genève, ce qui est le cas de l'IMADR, doivent être sélectives dans leurs tentative d'exercer une influence sur les travaux des organes de traités: cela dépend de l'intérêt en jeu, du degré d'expertise de l'organisation et de ses objectifs. A cet égard, l'IMADR, de ses débuts à aujourd'hui, a toujours ressenti un fort attachement et une forte affinité avec les objectifs de l'**ICERD** - Convention Internationale sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination Raciale¹⁵ - ainsi qu'avec le Comité de la Convention, le CERD - Comité sur l'Elimination de la Discrimination Raciale. La création du CERD remonte à la fin des années 1960 et, en tant que **le plus ancien organe de traité**, il a exercé un rôle de pionnier.

Cependant, pendant les années de la Guerre Froide et dans un climat de tension Nord-Sud, prudence et compromis l'emportèrent dans le rôle de surveillance des organes de traités, y compris le CERD. Les organisations de la société civile, non reconnues en tant que telles dans les dispositions du traité, furent maintenues à distance. Depuis la fin de la décennie quatre-vingt, ce climat de réticence dans les relations s'est lentement et graduellement transformée en partenariat.

La Convention Internationale et le **CERD**-Comité sur l'élimination de la discrimination raciale, composé de 18 experts, a toujours été considéré par l'IMADR comme le mécanisme de Traité le plus étroitement lié aux missions et objectifs de l'IMADR.

L'IMADR a investi, dans la durée, beaucoup d'énergie, d'efforts, et de ressources - via son Bureau de Genève et les organisations qui en sont les membres au Japon, aussi bien que par ses composantes régionales et internationales en Asie, en Afrique, en Amérique Latine, en Amérique du Nord et en Europe - pour utiliser le potentiel que représentent la Convention **ICERD** et son comité d'experts.

L'IMADR a gagné le respect et la confiance de nombreux membres du CERD, en tant que partenaire fiable et compétent. A sa grande satisfaction, l'IMADR s'est aussi rendu compte que le CERD adoptait et appliquait

¹⁵ <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CERD.aspx>

- selon les termes mêmes de la Convention internationale - une interprétation large de la Convention pour y inclure les groupes, minorités et secteurs de la société, tant internationale que nationale, qui ont longtemps été marginalisés et victimisés par des schémas et pratiques discriminatoires, profondément ancrés. Je pense ici aux victimes de la discrimination fondée sur l'origine - *les Burakumins au Japon* - ces opprimés sous le régime des castes et des systèmes socio-politiques des pays asiatiques. Je pense aux peuples autochtones des divers continents, ainsi qu'aux Roms¹⁶ et Sintis, dans de nombreux pays d'Europe.

Fidèle à ses engagements et à son implication dans le système conventionnel ICERD- CERD, l'IMADR a publié en 2001, un «**guide des ONGs**», rédigé par Atsuko TANAKA en coopération avec «Minority Rights Group International». Il s'agit d'un manuel de cinquante pages, expliquant ce que sont la Convention internationale et son comité, la manière dont ils s'inscrivent dans le système des Nations Unies et comment les Etats, les individus et les ONGs peuvent en faire usage.

Dix ans plus tard, en 2011, une version mise à jour du manuel a été élaborée par le Bureau de Genève de l'IMADR. Dans sa préface, un expert-ami, membre du CERD, a écrit : «Nous pouvons être tranquilles. Le présent volume jouira d'un succès comparable à celui de sa version précédente et saura maintenir et approfondir l'intérêt de la société civile pour l'Instrument unique le plus important pour ce qui est de la lutte anti-discrimination.

Il est impossible de décrire en détail les contributions apportées par l'IMADR au travail du CERD, sous forme de communiqués, d'apport de compétence et d'aide en matière d'actions de suivi, de campagnes au Japon et au niveau international, par la diffusion de recommandations et d'analyses.

A titre d'illustration de cette implication tant de l'IMADR que du Comité du Japon, j'aborderai brièvement trois types d'activités du CERD :

La procédure du rapport périodique et des observations de conclusion, l'alerte avancée et la procédure d'action d'urgence, l'adoption de Recommandations Générales

En ce qui concerne la *procédure de rapport périodique et les observations de conclusion*, il est intéressant et pertinent, au regard de l'implication de l'IMADR, d'attirer l'attention sur les récentes observations de conclusion et les recommandations sur le rapport périodique du Japon, adoptées par le CERD le 28 août 2014. Elles traitent, entre autres de : l'absence d'une loi spécifique et globale d'interdiction de la discrimination raciale, l'absence d'Institution nationale des droits de l'homme, la question du discours de haine et des crimes de haine, les droits des travailleurs migrants, le trafic des personnes, les violences à l'égard des femmes étrangères ou issues de minorités, la question des «femmes de confort», la situation du peuple Ainu, la situation du peuple Ryukya, la situation des Burakumin, l'absence de déclaration d'acceptation du droit de pétition individuelle, aux termes de l'article 14 de la convention.

Concernant l'alerte avancée et la procédure d'action urgente, il convient de rappeler que c'est grâce à l'action de l'IMADR que le CERD a saisi, en Mars 2012, le gouvernement du Japon à propos de la construction

de la base américaine d'Okinawa, ce qui était préjudiciable aux Ryukyans, en tant que groupe ethnique, ainsi qu'à d'autres résidents japonais, et affectait aussi gravement l'environnement de la zone, la biodiversité et les conditions de vie. Concernant les *Recommandations Générales*, adoptées par le CERD en vue de fournir des indications sur l'interprétation et l'application de la convention, trois de ces dites Recommandations Générales, devraient être spécifiquement citées, dans la mesure où elles restituent poids et autorité aux normes et standards activement promus par l'IMADR dans ses travaux conceptuels et dans ses campagnes de solidarité. Je me réfère à la Recommandation Générale XXIII du CERD, énonçant en six paragraphes, les droits des peuples indigènes (1977); la recommandation générale XXVII du CERD, détaillant en quarante-neuf paragraphes des mesures contre la discrimination anti-Roms (2000); et les recommandations générales XXIX du CERD, soulignant dans un préambule et huit sections détaillées, les mesures destinées à combattre toutes les formes de discrimination fondée sur l'origine/ascendance, conformément à l'article 1, paragraphe 1 de la convention (2002).

Final Words ... Pour conclure...

Cet exposé pourrait sembler technique et ne toucher qu'à la surface de la participation de l'IMADR au maëlstrom des activités et mécanismes des Nations Unies, relatifs aux droits de l'homme. Si l'on disposait encore de quelques minutes, on pourrait en dire un peu plus sur les attentes de l'IMADR et sur son rôle lors de la Conférence Mondiale Contre le Racisme, tenue à Durban (31 août-7 septembre 2001), Afrique du Sud, éclipsée par la tragique journée du 11 septembre 2001, qui a gravement influé sur le programme global en matière de droits de l'homme.

J'ai également conscience du fait que, lorsque à titre d'illustration, j'ai renvoyé à des conclusions se rapportant aux déficiences de la lutte contre la *discrimination raciale* au Japon, de semblables critiques devraient être exprimées quant aux pratiques de racisme et d'exclusion dans les pays d'Europe, tout particulièrement la résurgence de partis politiques et de mouvements xénophobes, mais aussi quant à l'incitation continue à la violence, à la haine et à la discrimination raciale.

De plus, nous faisons face - dans l'IMADR et dans de vastes secteurs de la société nationale et internationale - à un grand défi : comment mobiliser et impliquer les plus jeunes générations pour faire face à la ligne de partage entre des normes universelles d'action et la persistance du racisme et des discriminations racistes.



Marcel COURTHIADE
Conférencier Invité

Introduction :

*Marcel Courthiade est un auteur et chercheur en linguistique rom, ainsi qu'un éminent Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations orientales de Paris (INALCO) où il enseigne la langue et la civilisation romanes. Le MRAP, qui le considère comme un ami, lui est redevable pour sa participation à un précédent colloque sur l'histoire de l'esclavage. Nous avons l'habitude de faire appel à lui quand nous recherchons quelqu'un qui ait une connaissance approfondie et éclairée sur des questions aussi complexes que le racisme et les discriminations - en France comme au niveau Européen - qui affectent les Roms, souvent appelés Gypsies, Gitans, Zingari, Tsiganes, Zigeuner, Magjup, Mustala, Çingene etc.**

Les Roms : une histoire niée

Pour aider à réfléchir sur ce sujet, vous pouvez voir sur l'écran un titre, dont j'avais fait usage l'an dernier, lors du colloque du MRAP sur l'Esclavage: « Les Roms en esclavage, des premières traces historiques (1385) aux diverses abolitions (1848, 1855, 1856) dans les Principautés danubiennes ». Il y a eu des publications, et notamment un symposium il y a quinze ans pour marquer l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage des Roms. J'avais donc préparé, en fait, un tout autre texte sur les 500 ans d'esclavage des Roms en Munténie-Olténie (Țara românească) et Moldavie, et qui a été envoyé à nos amis les interprètes. Mais je vais en fait essayer d'adapter ma présentation aux objectifs des personnes rassemblées ici, afin de mieux placer les choses dans leur contexte. En effet, nous nous sommes réunis avant tout pour progresser dans la lutte contre les discriminations, notamment vis-à-vis des Roms, et cette lutte passe par la large diffusion d'une information sérieuse, en remplacement des fictions des siècles passés. C'est là une des principales clés du succès: la vérité (ou du moins les faits les plus proches de celle-ci) à la place des clichés, haineux ou kitsch.

Or ces derniers, maintenus artificiellement par nombre d'auteurs en dépit de leur incohérence et de la découverte de nouvelles données (c'est la notion

* Voir cartes page 36.

de « croyances scientifiques » d'Imre Lakatos), contribuent à la discrimination puisqu'ils empêchent la remise en question du regard de la majorité, lequel est justement la cause de la dite discrimination. La connaissance de la réalité historique contribue en effet à l'apaisement et la sérénité de la vie commune alors que sa négation cause des réactions de crispation, d'injustice et de conflit.

Quelles sont les caractéristiques de la population rom ?

En dehors du fait que l'origine historique des Roms se trouve en Inde, plus précisément dans la moyenne vallée du Gange (Kannauj, Uttar Pradesh), il n'existe pas de territoire compact correspondant au peuple rom. En Europe, c'est bien connu, nous avons des Etats nations mais nous avons aussi diverses minorités, c'est aussi bien connu. Parfois nous avons même de très petites communautés, des micro-groupes ethniques, limités à l'échelle d'un village ou deux, il y en a pas mal d'exemples, cela existe encore dans plusieurs pays européens aujourd'hui. Et enfin vous avez ces peuples qui n'ont pas de territoire compact. Il en résulte chez eux un sentiment d'appartenance qui est à la fois vertical, au sens où ils ont des racines chacun dans l'Etat où ils vivent et où ils ont de forts liens, de nature certes économique et administrative, mais aussi souvent émotionnelle, partagés avec leurs autres concitoyens ; et horizontal car ces populations, réparties dans au moins trois pays différents, se reconnaissent et sont solidaires au delà des frontières d'Etat. On retrouve ce trait chez les minorités transfrontières et les diasporas. C'est l'absence de territoire qui fait la différence.

La notion de «Peuple sans territoire compact»

On identifie en Europe dix peuples dans cette situation, comme on peut voir sur le tableau, avec la carte en haut qui ne vise pas tant à montrer l'endroit où vivent ces populations, que leur taille et leur épicerie. Ainsi les Arméniens occidentaux, présents ici en France parce que la France est l'épicentre de la présence de ces Arméniens, puis les Aroumains, qui sont représentés au nord de la Grèce. Vous avez les Chaldéo-Assyriens, qui sont aussi une minorité de cette nature, sans territoire compact. Ensuite viennent les Juifs d'Europe, du moins ceux qui se reconnaissent d'abord comme citoyens des Etats où ils vivent plutôt que liés à Israël. Vous avez les Moeso-Roumains du sud des Balkans, les Roms et encore trois autres, les Sames, les Yéniches et les Travellers en Irlande et en Ecosse. Voilà pour la **première colonne**. Je fais tout de suite une parenthèse sur la **colonne 4**: on voit que la mobilité ne concerne que peu d'entre ces peuples et en tout état de cause à peine un Rrom sur trente de nos jours. Le mythe du Tsigane nomade est donc à reléguer avec celui du Juif errant à la brocante.

La seconde colonne indique le lieu d'origine et la **troisième** la catastrophe fondatrice, car ces peuples ont en commun qu'à un moment ou un autre de leur histoire, ils ont fait l'expérience d'un vrai désastre qui les a conduits à la dispersion. La notion de **peuple sans territoire compact** a été abordée par le Conseil de l'Europe en septembre 2003. J'aimerais vous renvoyer à toutes les études et contributions qui ont été produites sur ce sujet pendant deux ou trois ans dans le cadre du Conseil de l'Europe et que vous trouverez en cherchant sur Google "peuples sans territoire compact". Malheu-

reusement, cette notion n'a pas été beaucoup utilisée bien qu'elle ait été très commode pour tenter d'approcher ces problèmes d'une manière neutre et rigoureuse, uniforme, car le chercheur est souvent dérouté par le fait que ces peuples appréhendent tous de manière différente la perception de leur identité : certains des groupes ethniques ont adopté un drapeau mais pas d'autres, ou bien un hymne, ils ont des manières différentes d'approcher les valeurs qui les rassemblent. Ceci est d'une grande richesse et un enseignement fort pour sortir des identités normalisées et figées, inventées depuis 200 ans et qui conduisent plus souvent au rejet qu'à la vie commune. Un Aroumain, un Rrom, un Yéniche, un Same, aucun n'appréhendera le sentiment de son identité, de la même manière. Grâce à l'absence de territoire, ces peuples sont bien moins enclins que les autres au nationalisme. Inversement, ils sont plus souvent persécutés et niés car, fidèles à une position identitaire pré-nationaliste, ils ne développent pas d'attitude proactive pour s'imposer.

Pour vous livrer une information d'actualité, j'allais dire un scoop: les *Moeso-roumains* ont tenu une conférence fondatrice il y a une semaine à Vienne, où ils ont exprimé l'intention de demander leur reconnaissance dans les Etats où ils vivent mais aussi au niveau international. Une copie de leur Déclaration telle qu'elle a été adoptée à la fin de leur Congrès sera affichée sur le site du MRAP. Puis vous avez les Sames de Scandinavie et les Travellers, qui se trouvent principalement dans les Iles britanniques, et enfin les Yéniches, en France, en Suisse, en Belgique, aux Pays-Bas et un peu au Luxembourg (sur ces peuples, voir aussi le site www.ubibene.org).

L'origine indienne des Roms: la déportation de 1018

L'origine indienne des Roms n'est plus sujet à discussion (sauf pour des idéologues farfelus qui veulent faire de ce peuple l'une des multiples 13èmes tribus perdues d'Israël...). Pour ce qui est du lieu précis, à l'intérieur de l'Inde, et des causes de la migration, les conjectures avancées au XIXe siècle, lorsque la documentation disponible et la volonté de traiter sérieusement la question "tsigane" étaient bien moindres qu'aujourd'hui, ont été réfutées et on considère de nos jours que l'origine des Roms est la ville de Kannauj, laquelle avait été au VIIIe siècle la capitale politique de l'Inde et qui était restée un centre majeur d'art, de culture et de spiritualité jusqu'à l'an mil environ. C'est pourquoi les dynasties Pala, Gurjara-Pratihara et Rashtrakuta se disputaient la ville (on appelle ce conflit le triangle de Kannauj).

Or, en l'an 1008, le sultan Mahmoud de Ghazni (aujourd'hui en Afghanistan), mu par la folle ambition de faire de sa ville la capitale de l'univers, a commencé à piller l'Inde pour rapporter ses richesses à Ghazni (comme son père autrefois). Il semble que le poète Abu-l Qasim Firdousi, qui vint à sa cour en 1010, lui dit un jour que ce n'était pas avec de l'or, de l'argent et des rubis qu'il pourrait faire de sa capitale celle de l'univers, mais qu'il devrait prendre des gens, un capital humain. Il aurait alors décidé d'aller chercher artisans et artistes à Kannauj, qui était toujours à ce moment une capitale culturelle, où les gens allaient se former, principalement aux danses et au théâtre sacrés, faits pour transmettre des épopées aux gens ordinaires, un peu comme les mystères que l'on jouait au Moyen-Âge en Europe. Ainsi au cours de l'hiver 1018-1019, il déporta vers Ghazni tous les artisans et les artistes de Kannauj, bon nombre de mercenaires aussi - en tout 53000 personnes, et les mit au travail. Mais manifestement, ces gens qui étaient de

culture indienne, confrontés à la musique des Musulmans sunnites furent désorientés et quelques années plus tard, il les vendit dans la région du Khorassan dont il était aussi le souverain. Pour faire bref, les habitants du Khorassan, des Perses, se soulevèrent après la mort de Mahmoud et vainquirent en 1040 son fils Massud, un sybarite qui les étranglait d'impôts, ceci à la bataille de Dandanakan, puis ils joignirent leurs forces avec celles des Indiens et des premiers Turcs qui arrivaient alors depuis l'est dans la région et marchaient vers l'Égypte.

L'arrivée dans la sphère occidentale - l'épisode de Jérusalem

Il y eut ainsi un mouvement collectif vers l'Ouest des proto-Turcs, des proto-Rroms, et de la population perse du Khorasan en direction de Baghdad, qu'ils atteignirent en 1055. Or, ils se trouvaient toujours en territoire musulman où il n'était pas acceptable de commettre des pillages. Devant la gronde des soldats, le Seldjouk Alp Arslan, qui dirigeait le mouvement conduisit tous ces gens en direction du nord, vers l'Empire byzantin pour y piller à loisir. Ils prirent Ani, la capitale de l'Arménie, en 1064.

En 1071, ils prirent Malazgirt (plus connu sous le nom arménien de Manzikert). Ce fut un tournant important, du fait la prise de cette forteresse modeste mais hautement symbolique a complètement remanié l'équilibre des pouvoirs entre l'Asie et l'Europe. Le voyage continua pour les populations en question, mais une partie des combattants, turcs, perses et indiens, descendit vers Jérusalem. En effet, l'objectif initial des Seldjoukides, comme sunnites, était de chasser les chiites de Jérusalem. Ils prirent la Ville en 1076 mais en furent chassés par les Égyptiens fatimides en 1098. Quand les Croisés arrivèrent en 1099, les gens qu'ils trouvèrent à Jérusalem étaient naturellement des Égyptiens, mais aussi ces soldats indiens. Ils les appelèrent tous en bloc "Égyptiens".

L'origine du mot Gitan et de ses variantes

C'est de cette approximation, ou de ce malentendu, que viennent les mots « Gypsies », « gitano », « gitan ». Nous devons garder en tête le fait que cette connexion entre les mots "Égyptiens" et "Gitans" ne vient pas d'un rapprochement mythique ou biblique mais de cette rencontre à Jérusalem où les chefs militaires étaient égyptiens mais beaucoup de leurs troupes et/ou de leurs personnel logistique composés de proto-indiens. Ainsi, cette constellation de mots - « Gypsies », « gitans », « gyupet » (comme on dit dans les Balkans) - vient d'un nom donné par ignorance par les Croisés catholiques, peu portés sur les nuances ethnologiques ou culturelles. On sait qu'à la prise de la Ville le 15 juillet 1099, ces derniers massacrèrent les assiégés jusqu'au dernier, mais ils étendirent de proche en proche ce nom d'Égyptiens aux autres proto-Rroms, notamment en Asie mineure.

L'origine du mot Tsigane et de ses variantes

Vous avez aussi le mot « tsigane » ou « tzigane » qui est aujourd'hui en français à peu près l'équivalent du mot anglais « Gypsy », mais il a une tout autre histoire. Il avait existé antérieurement en Asie mineure une secte nommée "Athingani", dont la plupart des membres étaient arméniens, et qui reconnaissait Melchisédech comme principal prophète. C'étaient des Manichéens. Pour faire simple, ils avaient un dieu optimiste et un dieu

pessimiste. Je ne sais pas lequel des deux a gagné. Les membres de cette secte se considéraient comme purs - un peu comme les Bons ômes (ou cathares), et refusaient tout contact avec les autres gens, d'où leur nom qui signifie « non-touchés ». Byzance était féroce et opposée à cette secte et le mot "athingani" devint une insulte religieuse (qui fut étendue à toutes les églises de l'Anatolie orientale (il y avait des églises syriaques, nestorienne, maronites et bien d'autres).

L'usage du mot « tsigane » s'est ainsi étendu comme insulte religieuse (odium theologicum) pour toutes ces petites églises de l'Est de l'Asie mineure, qui étaient par ailleurs assez riches. Le terme « tsigane » entra en Europe par l'intermédiaire de l'église orthodoxe grecque. Il parvint par les Byzantins en Roumanie où initialement il fut utilisé par l'administration grecque (le grec était une des deux langues de chancellerie) pour signifier la notion de "réduit en esclavage", et associé aux Rroms parmi la population locale. Il est important de noter que c'est par le canal orthodoxe (Europe orientale) que le mot « tsigane » entra dans la culture européenne où était déjà le mot « gypsy », utilisé et apporté par des catholiques (Europe méditerranéenne). Les Rroms furent appelés aussi Mandipoloi et Katsiveloï, tandis que « rob » (litt. esclave) était utilisé essentiellement en Roumanie pour désigner les « esclaves de Dieu » (les prélats et autres dignitaires; cf. le mot « ministre »).

Le mot « Rrom » lui-même

Il provient du mot sanscrit tardif « Romba » (ड्रोम्ब), au départ onomatopée - domb-domb - imitant le son des percussions, d'où les sens de « percussionniste, musicien, acteur », puis « artiste » en général - sans lien direct avec une varna spécifique ('caste') ou une autre. Il est clair que lorsque les Rroms commencèrent à circuler parmi d'autres peuples, ce sont les artistes qui firent la plus forte impression sur les habitants des régions traversées (surtout sunnites), bien plus que d'autres corps de métiers. Il semble en fait qu'à l'arrivée des premiers Rroms en Europe, leurs origines indiennes n'étaient pas un mystère. Huit documents différents - datant de 1422 à 1630 - indiquent que ce peuple venait d'Inde. Or les Rroms, qui n'étaient ni particulièrement érudits, ni convaincus de l'importance de la vérité ethnologique, avaient pour se présenter les options suivantes: soit l'affirmation d'une origine indienne - mais l'Inde était alors très méconnue de l'Europe, soit l'étiquette de « tsigane » - insulte religieuse peu désirable puis terme synonyme du statut de sous-homme (esclave dans les deux Principautés danubiennes), soit la référence à l'Égypte (sans parler de dizaines d'autres fables plus absurdes les unes que les autres). Beaucoup optèrent donc pour la solution égyptienne qui, quelque peu revue et corrigée, permettait une posture de victimes des Sarrasins et donc - stratégie de survie en milieu xénophobe, plaçait pour une certaine acceptation. Ce ne fut réellement qu'à la fin du XVIIIe s., que l'origine indienne des Rroms fut prise au sérieux, lorsque des non-Rroms la « redécouvrirent » de manière indépendante.

L'anecdote du pasteur Valyi István et le vrai malentendu Singhala/Singaro

Cette « redécouverte » fut un vrai roman policier. Vous lirez dans différentes publications qu'un certain pasteur d'Almas près de Győr, aujourd'hui en Hongrie, Valyi Istvan, rencontra, lors de ses études de théologie à Leiden, trois étudiants du Malabar, lesquels lui auraient donné

1000 mots de vocabulaire de leur langue locale. De retour dans sa paroisse, Valyi Istvan aurait lu ces mots aux Rroms locaux, qui, lorsqu'ils les entendirent, lui en expliquèrent le sens « sans difficulté ». Mais c'est un mythe pur et simple ! Malabar était à cette époque un des noms de l'Inde - en fait celui de la côte où avait abordé Vasco de Gama en 1498. Les étudiants indiens pour leur part venaient de Sri Lanka et parlaient "cingalais", la principale langue de l'île. Or, le cingalais s'était détaché des autres langues d'Inde du nord 2000 ans plus tôt et toute inter-compréhension avec le romani était impossible; les étudiants ne pouvaient pas non plus savoir le "sanskrit" car ils étaient de pères hollandais et de mères d'origine locale, ils étaient donc des sang-mêlé sans accès à une telle connaissance brahmanique. Même là, une inter-compréhension spontanée aurait été impossible.

Selon les registres d'inscription de Leiden, vérifiés par le professeur Ian Hancock, ce n'était même pas Valyi Istvan qui aurait rencontré ces Indiens, mais un étudiant du nom de Szathmar. Le rapprochement tsigane/Inde aurait été fondé sur une erreur acoustique: nous avons un étudiant indien, de langue maternelle *singhala*, qui parle latin avec un *Hongrois* aux Pays Bas - ceci ne pouvait donner lieu qu'à des approximations et des erreurs. Peut-être inspiré par le teint sombre de ses condisciples indiens, l'étudiant en théologie Szathmar aurait mentionné les Rroms sous le nom de "tsingari" - le mot italien couramment en usage dans la latin de l'époque, mais le(s) Sri Lankais aurai(ent) compris «singhale», car les Indiens ne prononcent pas le son «ts» à l'initiale, si bien que «tsingari» devient «ssingari». D'après le récit publié en 1775 par Samuel Agoston, les Indiens ajoutaient « Dans nos contrées, il y a une bande de terre, ou plutôt une île, connue comme 'Singari' ce qui, naturellement, renvoyait à "Singhala". C'est donc une simple erreur de perception, un mot mal interprété, qui a conduit à cette confusion. En fait, ce récit semble n'être qu'une anecdote visant à introduire une information acquise par ailleurs - à savoir le souvenir de l'origine indienne colportée oralement depuis 1630 (dernière mention écrite de l'origine indienne - si l'on omet une mention dans la préface d'un livre de Büttner de 1771). On ne peut donc pas considérer que ce soit le XVIIIe siècle qui ait (re)découvert cette origine mais plutôt que les auteurs n'ont commencé à la prendre au sérieux qu'à ce moment-là.

Une autre légende toxique mais tenace: les 12.000 musiciens indiens de Bahram Gour

Cette légende incorporée dans le Shah-name (Livre des Shahs), de Firdousi, met en scène des musiciens paresseux et irresponsables, dits «Louris» et condamnés par Bahram Gour (420-440) à errer éternellement avec leurs ânes sur les routes du monde. Peu après sa découverte et sa traduction en anglais au XIXe siècle, cette fable fantastique fut interprétée comme un récit de l'origine des Rroms. Pourtant «les recherches critiques - comme l'écrivit Đorđević dès 1910, ont distingué les tsiganes des Louris et ont réduit à néant la théorie d'un exode aussi précoce» - notamment au vu des anachronismes flagrants. Il faudra toutefois attendre 2008 pour qu'Adrian Marsh déconstruise toute l'affaire et démontre que le dit récit n'a rien d'historique: c'est en fait une subtile allégorie politique forgée dans le contexte du XIe siècle. Curieusement pourtant cette légende, qui en dit bien plus long sur le racisme des Britanniques du XIXe siècle que sur les Rroms eux-mêmes, se retrouve encore dans les publications les mieux intentionnées - mais les plus fausses, consacrées aux Rroms.

Confusion entre «non-touchés» à Byzance et «intouchables» en Inde

Une autre erreur, issue de l'ignorance européenne pour les réalités asiatiques, a conduit à la confusion entre les «Atsinganoi», ces manichéens qui réclamaient de ne pas être touchés pour préserver leur pureté (sur cette secte non-rom v. supra) et les «intouchables» de l'Inde auxquels un certain Heinrich Grellmann avait d'autorité assimilé les Rroms. Il faut dire que ce plagiaire s'était attribué la paternité de la découverte de l'origine indienne de ce peuple, en l'étayant avec des exemples lexicaux que lui avait en réalité fournis Büttner. C'est aussi lui qui s'excusait auprès de son auditoire parce qu'il n'avait pas d'autre choix que de lui parler des Tsiganes, mais c'était «pour faire progresser la science, juste comme on doit disséquer des reptiles infects, pour faire avancer la biologie» (cité d'après Ian Hancock).

Curieusement l'amalgame entre Rroms et intouchables - inventé sans aucune base factuelle (sinon une vague ressemblance superficielle entre des exclus de deux pays) par cet usurpateur raciste de Grellmann et déjà dénoncé à l'époque par Pouchkine (!), reste de nos jours l'un des mensonges les plus courants sur l'origine du peuple rom. Beaucoup de gens sont exclus dans le monde - ce n'est pas un scoop, disons au hasard de São Paulo à Séoul et de Manille à Moscou, mais cela ne les met en relation de parenté ni avec les Rroms ni avec les Dalits. Quoi qu'il en soit, la pensée de Grellmann a servi aux Nazis pour justifier le fait que les Rroms, malgré leur origine indo-aryenne, pour laquelle ils auraient pu être qualifiés de population noble, devaient être exterminés précisément parce qu'ils étaient «intouchables» - le fascisme ne s'émeut pas des absurdités, si elles le servent.

Mobilité et stabilité dans l'histoire des Rroms

Le schéma 3 montre le rapport entre mobilité et stabilité des Rroms dans les différentes périodes historiques. Cet éclaircissement est utile parce qu'il y a beaucoup de confusion à propos des moments où les Rroms furent sédentaires ou non. Vous avez au départ leur présence comme habitants de la cité de Kannauj, dans l'Uttar Pradesh d'aujourd'hui, puis leur déportation en plusieurs étapes en Anatolie : d'abord la déportation de Kannauj à Ghazni en 1018-1019 par Mahmoud (v. supra), puis ils furent vendus aux notables du Khorasan, région alors richissime au nord-est de l'Iran actuel. Puis nous avons l'arrivée des Seljukides, dont nous avons parlé, et leurs combats contre Massud aux côtés des Khorassaniotes, puis le départ commun vers Baghdad et ensuite l'Asie mineure, où certains s'implantèrent.

D'autres continuèrent à voyager vers l'Ouest, vers les Balkans. Là, la langue romani se subdivisa en deux super-dialectes. Il y a seulement quatre grandes variantes de la langue romani, vous pouvez les voir ici en bleu et en vert. Les autres différences ne constituent pas des dialectes linguistiques mais des variétés où tel ou tel segment de la langue a été oublié. De droite à gauche, vous pouvez voir l'espace géographique concerné avec les noms de lieux et de régions. Si vous lisez du bas vers le haut, vous pouvez voir la ligne chronologique commençant à l'an 1000 allant jusqu'à 2000. Ce qui est vertical représente la sédentarité et ce qui est oblique, presque horizontal le mouvement, la mobilité. De plus, en Russie, en Pologne, en France et en Grande Bretagne, vous pouvez voir aussi la représentation des mouvements locaux.

Le respect des Roms pour les confessions de leurs voisins - une cause de persécution

Au Proche-Orient, les Roms étaient appelés "mandopoloï" ou "mandipoloï" au XI^e siècle - en d'autres termes «diseurs de bonne aventure, chiromanciens, marchands de divination». Dans un texte de l'époque, signé par le notaire allemand Ludolph von Südheim, on lit qu'ils étaient "grecs avec les Grecs, sarrasins avec les Sarrasins, et hérétiques avec les hérétiques". En d'autres termes, les Roms ont gardé de l'Inde un esprit ouvert et ne sont pas liés par un dogme, un rituel. Ils sont frères des Grecs, cela renvoie à l'église orthodoxe, ils se comportent en sarrasins avec les Sarrasins, c'est-à-dire en musulmans avec des Musulmans, et en hérétiques quand ils sont avec des Arméniens, des Nestoriens ou autres. C'est une manière très moderne de considérer la vie sociale pluraliste, c'est ce que découvre l'Europe à la fin du 20^e et au début du 21^e siècle.

Nous commençons seulement à parler de dialogue inter-religieux et d'une approche oecuménique permettant par exemple aux églises chrétiennes de se rapprocher. Cette démarche est considérée comme plus complexe à engager avec l'Islam mais les Roms faisaient cela dès le Moyen-Âge (il faut dire que leurs maîtres musulmans, Ghaznévides puis Seldjoukides, leur avaient laissé la liberté en termes de croyances). Or, c'est précisément cette attitude de respect qui est perçue par l'Europe comme un manque de conviction religieuse, à l'époque où la diversité confessionnelle n'était concevable qu'en termes de conflits. C'est là l'un des facteurs qui déclencha très tôt la discrimination tsiganophobe. Cette information sur la flexibilité des Roms, respectueux du voisin et adaptables à son identité, alors qu'eux-mêmes se rendent en famille et en musique à l'église le dimanche - selon le témoignage de Johann von Hildesheim, tout en entretenant des relations chaleureuses avec leur voisinage, déclencha la méfiance, le rejet et toutes formes de discriminations. Il est pourtant naturel aujourd'hui en Inde de saluer *Salom aleikum* le marchand musulman et *Namaste* l'hindou, de leur souhaiter leurs fêtes respectives, d'y participer et de se joindre à leurs deuils, jeûnes et réjouissances: attitude décrite pour les Roms du Proche-Orient par Johann von Hildesheim.

Cette accusation de foi instable a encore la vie dure. Au 17^e s., le grand voyageur ottoman Evliya Çelebi écrivait que les Roms des Balkans célébraient Pâques avec les Chrétiens, le Qurbân Bayram avec les Musulmans et la Pâque avec les Juifs. Il disait que c' était la raison pour laquelle ils devaient payer deux fois plus de taxes, et que c'était pourquoi il ne pouvaient être enterrés par les imams - ce qui est une fausse information, puisqu'ils ne payaient pas deux fois plus de taxes, et se faisaient tout de même enterrer, même si c'était un peu en dehors d'Istanbul. On retrouve cette accusation de ne pas avoir une foi stricte et tranchée de l'Espagne à l'Autriche. C'est un trait permanent que l'on peut lire encore au 19^e siècle, quand Marie-Joséphine de Suin, alias Emmeline Raymond, écrivait en 1859: "Ils [...] sont aussi facilement musulmans en Turquie, que catholiques en Espagne, et orthodoxes dans les provinces chrétiennes de l'Orient [en] l'absence de toute notion morale, même la plus élémentaire [...] ils n'ont point de patrie, point d'institutions civiles ni religieuses, et cela, depuis quatre cents ans ! Et depuis quatre cents ans, tous les efforts tentés pour absorber cette race nomade, inutile, nuisible [...] ont été inutiles !". Sur sa lancée, elle prétend qu'il n'y a pas en

romani de mot pour dire «Dieu» et «âme» - or, ces mots sont **Devel** et **ogi**. On voit ainsi qu'à cause de cette approche respectueuse du prochain, les Roms sont traités des siècles durant comme des mécréants, avec toutes les conséquences de ce rejet.

Les autres accusations: qui veut noyer son chien...

En dépit de l'approche aujourd'hui promue du dialogue entre les religions, voire de l'indifférence généralisée, les anciennes accusations d'irréligiosité contribuent à l'image négative du Rrom. C'est un aspect qu'il serait intéressant d'analyser. Vous trouvez en outre toute sorte de références selon lesquelles les Roms sont une charge inutile pour le pays. Le Parlement de Pologne le proclame, mais l'Espagne n'est pas en reste: bien des textes disent que ces gens sont inutiles et mal élevés. Vous avez des comparaisons avec les animaux. Le Portugais Miguel Leitão d'Andrada (1622) se refuse à «élever dans ses entrailles ces vers ou serpents venimeux qui ne cessent de les [l'Espagne et le Portugal] ronger de l'intérieur». Un Espagnol, Sancho de Moncada (1619) rappelle qu'il n'existe pas de «loi obligeant à élever des louveteaux pour un dommage prévisible du troupeau». Peut-être, plus gravement puisqu'il s'agit d'un penseur reconnu, Guillaume François le Trosne, juriste et conseiller du roi de France Louis XVI, écrivait ceci : "les vagabonds sont pour la campagne le fléau le plus terrible. Ce sont des insectes voraces qui l'infectent et qui la désolent, et qui dévorent journellement la subsistance des cultivateurs. Ce sont, pour parler sans figure, des troupes ennemies répandues sur la surface du territoire, qui y vivent à discrétion, comme dans un pays conquis [...] On donne bien une récompense de 10 livres pour la tête d'un loup. Un vagabond est infiniment plus dangereux pour la société".

La loi de la Nature ?

Le Trosne était (co-)fondateur de la physiocratie, c'est-à-dire de l'idée encore populaire que la nature est autorisée à décider de tout. Ce qui est naturel ne peut être que bon et souhaitable. Or, nous avons vu ce qui est arrivé avec le nazisme, quand la nature raciste du bas du peuple était autorisée à décider de tout. Mais nous voyons encore dans le monde actuel certaines postures de l'environnementalisme, rejetant les Roms comme une nuisance (NIMBY des riverains), rejetant ceux qui sont perçus comme étant plus faibles, parce que c'est prétendument une loi de la nature. Qu'on me permette de rappeler ici que le premier génocide contre les Roms n'a pas été celui perpétré par Hitler, mais celui qui a commencé avec Frédéric II de Prusse, dans les années 1720, quand il fut ordonné que tous les Roms âgés de 18 ans et plus, hommes et femmes, soient pendus dès identifiés. Il n'alla pas aussi loin que le génocide d'Hitler, mais il eut bien sûr des conséquences tragiques. Sur tout le chemin qu'ils ont parcouru au cours des siècles, les Roms ont été condamnés parce que nés Roms, considérés comme pouvant être abattus sur place sans autre forme de procès ou d'autorisation.

Les "Lumières"

Nous arrivons à l'époque des «Lumières», quand une grande lumière brille soudain sur le monde, voyant triompher la loi et la justice. Peut-être mais là encore pas tout à fait. Des auteurs, et non des moindres, comme Diderot et les Encyclopédistes, n'expliquent-ils pas la notion de Bo-

hémien en disant: "c'est ainsi qu'on appelle des vagabonds qui font profession de dire la bonne aventure, à l'inspection des mains. Leur talent est de chanter, danser, et voler ». L'Abbé Prévost, l'Abbé Mallet et d'autres, les appellent mendiants, vagabonds et libertins, qui vivent de petits vols et de ruses, qui ont un talent pour le chant, la danse et le vol, habillés de vêtements grossiers, qui peignent leurs visages et se sont inventé eux-mêmes un impénétrable jargon. Ce sont des gens solitaires, voleurs et pilleurs. Telle est la description que nous avons dans l'Encyclopédie, celle qui prévaut encore aujourd'hui comme degré zéro dans les têtes. Les Bohémiens peuvent donner l'apparence d'être respectables mais, en fait, ce sont simplement des voleurs et des parasites. Vous trouvez cela partout en Europe, en d'innombrables affirmations du même type dans différents textes. Un peu moins il faut le dire dans l'Empire ottoman. Tout ceci naturellement fait partie d'une stratégie de négation d'un peuple, c'est ce que nous voyons, quand la France, par exemple, même assez récemment, ne voulait pas reconnaître l'existence des Roms, qui étaient considérés simplement comme des Voyageurs. C'est la même veine de non-pensée. Quoi qu'il en soit, nous observons quelques changements avec Marie-Thérèse d'Autriche (la belle-mère de Louis XVI), qui, en monarque éclairée, allait adopter des positions différentes de celles de son père, lequel avait la coutume de faire couper les oreilles et les têtes, de bannir les Roms et ainsi de suite. Après environ cent ans de violences physiques, et quand je dis violences, ce n'était pas du bluff, cela incluait des exactions gravissimes comme la torture et d'autres. L'idée de Marie-Thérèse, enfermée dans sa conviction de supériorité absolue, était de donner à ces gens déçus et misérables la capacité de s'élever au niveau de la paysannerie - dans un sens c'était une précoce recherche d'égalité - de manière qu'ils puissent jouir du bonheur de ne plus être eux mais de devenir de «nouveaux Hongrois». En d'autres termes, pour éradiquer la part d'eux-mêmes qui était rrom, ou tsigane, pour en faire des Chrétiens, des monarchistes, conformes à tout ce qu'on attendait de la population locale. Nous avons vu des politiques identiques appliquées dans les colonies, comme par exemple aux Indiens d'Amérique à peu près à la même époque et plus tard.

L'importance de l'histoire et de l'exactitude historique - pourtant si dénigrées de nos jours

Ce qui rend l'histoire si importante, c'est qu'elle a pu conduire aux pires sortes d'atrocités, génocides et autres - mais aussi à des miracles culturels. Il est essentiel aussi de la maîtriser sous sa forme réelle et d'en comprendre les mécanismes - souvent proches de l'actualité, car les humains qui l'ont produite étaient nos semblables. La négation invétérée de l'histoire des Roms est un acte de racisme. C'est là que le racisme commence. Quand nous essayons de parler de l'histoire des Roms et alors qu'il est tout à fait normal de parler de l'histoire de la Hongrie, des Pays-Bas ou d'autres, l'historien est accusé de nationalisme. Un Rrom de Hongrie déclarant récemment à son professeur qu'il travaille à une histoire des Roms s'est vu répondre: «Mais est-ce que vous vous rendez compte ? Vous allez leur donner une identité ?» Cette attitude déborde largement de la Hongrie et elle s'étend même à la négation de la langue rromani, quand nous écrivons en rromani. Leonardo Piasere a écrit récemment ceci : "Les Roms, avec l'invention d'un alphabet, ont pu réaliser le triangle nationaliste de l'hymne national, du drapeau national et de l'alphabet national. Et cela a fait d'eux des nationalistes". Son ouvrage a été traduit en français.

Profondeur insoupçonnée de l'empreinte négationniste

Le négationnisme est un élément crucial à l'heure actuelle. Il ne se limite pas à nier les guerres, ni les chambres à gaz, ni le(s) génocide(s). C'est toute une méthode qui consiste à déconstruire et nier cyniquement des faits pourtant existant et avérés, en les traitant au pied de la lettre, hors contexte et mécaniquement (la «méthode Ajax» de Faurisson). Certes il est bénéfique de soumettre les récits et thèses à la déconstruction pour combattre les mythes agiologiques qui foisonnent, notamment en histoire, afin de rétablir des versions plus proches de la vérité mais c'est l'exagération de mauvaise foi, aveugle et inconsciente de cette méthode qui est négationniste. Je pourrais donner toute une liste d'autres choses qui ont été niées quand il s'agit des Roms, et ceci là où on s'y attendrait le moins. Cela inclut bien sûr l'identité rrom, avec un éventail d'affligeantes justifications politiques. Vous savez peut-être que la maison d'éditions militantes Antoinette Fouque publie un *Dictionnaire universel des créatrices*. Après de longues négociations, nous avons pu inclure dans ce livre les noms de vingt femmes rroms, des créatrices. Quand nous avons reçu le texte définitif pour le BAT, il n'y avait aucune mention du fait que ces femmes étaient rromnis. S'il s'agissait de Rromnis de Pologne, elles étaient tout simplement polonaises, si elles étaient de Macédoine, elles étaient macédoniennes point final. J'ai demandé alors de rétablir la mention de leur identité mais la réponse a été: «Bien sûr, nous n'avons pas mentionné qu'elles étaient des rromnis, nous ne voulions pas les stigmatiser.» Heureusement la mention demandée a été restituée dans la version finale. La négation de l'origine indienne est parfois justifiée par l'hypothèse que des racistes pourraient vouloir renvoyer les Roms en Inde. En sept siècles d'histoire il n'y a eu qu'un seul cas: un graffiti à Oberwart en Autriche dans les années 1990, alors que la négation de cette origine (et donc d'un patrimoine d'une grande noblesse) a fait de millions de Roms un prétendu ballast pour la société, conduisant à la mort plus d'un demi-million d'entre eux.

Négation des liens avec l'Inde

Ces liens sont un sujet encore actuel, car ils donnent aux Roms une dimension certaine de dignité, en tant que peuple incompris, persécuté, outragé, rejeté et manipulé - alors que l'option inverse, celle d'une population malfaisante et parasite des sociétés européennes, convient bien mieux aux autorités car elle évite toute réflexion, remise en question du passé, «contrition» ou changement d'attitude de la société majoritaire. Il suffit alors de verser des subventions (aux acteurs sociaux), ce qui induit de la corruption sans améliorer la situation du «groupe-cible» et le verdict est programmé d'avance: «On a tout fait pour eux, on a dépensé des millions mais ils refusent de s'intégrer». Cette prétendue non-intégration - alors que le Rrom est un modèle d'intégration, bien entendu à condition que la possibilité lui en est laissée, est le nouvel étendard du racisme négationniste. Pour en revenir à la négation des liens avec l'Inde, comme nous l'avons vu, le sultan Mahmoud avait besoin de personnel hautement qualifié pour, en quelque sorte, développer sa cité et travailler à la rendre illustre. Et bien vous n'êtes pas censé dire cela ! Vous devez dire, sans la moindre preuve, que les Roms descendent des prétendus intouchables, sous peine de passer pour un raciste anti-intouchable... De même, vous êtes supposé

dire qu'ils viennent de toute l'Inde, dans son ensemble, et non d'un endroit particulier, ceci contre toutes les preuves linguistiques, mises en évidence dès 1927 par Sir Ralph Turner. La raison de cette négation est que dans la vision occidentale, une population aussi arriérée et barbare que les Roms ne peut avoir aucune unité. Il est également de bon ton de parler de «vagues successives» d'émigration, causées par la misère ou la guerre, alors que l'Inde était alors d'une opulence inouïe et que jamais un hindou n'aurait quitté le Saptasindh pour des raisons futiles («aller voir si on n'est pas mieux ailleurs») en raison du tabou de *kalā pani*. De telles suppositions révèlent simplement l'ignorance de ceux qui les profèrent - mais aussi leur présomption, laquelle fait bon ménage avec l'ignorance.

Négation de la spécificité des Roms parmi les peuples sans territoire compact

Considérons les divers peuples « sans territoire compact »: il existe en haut lieu une tendance à assimiler aux Roms les autres groupes: Yéniches, Moeso-Roumains, Ashkalis, Egyptiens et autres, en raison certes de la supériorité numérique des Roms (v. supra) mais aussi et surtout par simplification grossière et paresse intellectuelle - toutes deux dérivant du mépris vis-à-vis de ces peuples. Or, ceux-ci ne sont pas Roms et ne veulent pas être pris comme des Roms, ni comme une «remorque de l'identité rromani»... Ils connaissent leur propre histoire et savent que leur seule relation avec les Roms (certains Roms) est une certaine pauvreté, réelle ou apparente. Mais alors pourquoi les Portugais ou les Philippins pauvres ne deviendraient-ils pas eux aussi *ipso facto* des Roms ? Rappelons ici qu'un quart au plus des Roms est pauvre, ce qui est certes scandaleusement plus que pour n'importe quel autre peuple, mais ne fait pas de la pauvreté un trait définitoire. Le fait que les Roms soient un groupe spécifique est ainsi nié, au nom du politiquement correct selon le raisonnement suivant: déclarer qu'il existe plusieurs identités socio-ethniques et historico-culturelles différentes reviendrait à rejeter tel ou tel groupe constitué hors de l'identité rromani, ce qui serait du racisme... Les «politiquement corrects» estiment que vous devez ouvrir les bras et accepter tous les autres groupes au sein de l'identité rromani. Un peu comme si dire que les Portugais ne sont pas Grecs constituait un rejet raciste des Portugais de la part des Grecs... Selon cette idéologie, chacun doit pouvoir être accepté comme Rrom. On confond solidarité légitime entre groupes qui se côtoient et fusion dans une masse informe - avec négation de qui est qui. Il s'agit ici encore de créer le spectre d'une vague population à problèmes, qu'il faudrait «intégrer», tout en niant l'héritage de chacun, en gommant ce qui lui donne sa dignité.

Négation du nom même de Rrom

Même le nom de Rrom tend à être nié; ce ne serait pas un mot réel, « Rrom » n'existerait pas et « probablement n'aurait jamais existé ». Ou bien il aurait été inventé ces derniers temps pour créer de toutes pièces une identité artificielle. Pourtant, les Roms l'utilisent depuis mille ans et sa première attestation écrite remonte à 1383 sous la plume du Florentin Frescobaldi. Autre rejet: l'orthographe avec 'double Rr'. Pour moi, je suis très sensible au fait que le programme du colloque écrive 'Rrom' avec ce 'double Rr', selon l'écriture rromani. Mais pourquoi 'Rr' dans 'Rrom' ? - demandera-t-on... Il y a deux raisons. L'une est étymologique: 'Rr' vient du son 'r' de Romba (avec un r rétroflexe). La deuxième raison est qu'en rromani on distingue le [r] simple de ce [r] différent; ils ne se prononcent pas de la même façon et permettent de distinguer des mots: *bar* 'haie, jardin' mais *barr*

'pierre, caillou', *per* 'tombe!' mais *perr* 'ventre', *corimos* 'vol, larcin' mais *corrimos* 'pauvreté' etc.... Pourtant, beaucoup de gens disent qu'ils n'entendent pas la différence entre les sons 'r' et «rr»... Voici l'argument que j'utilise avec mes étudiants: si vous ne pouvez pas entendre les sons d'une langue étrangère, cela veut-il dire qu'ils n'existent pas ? On sait que (les) Japonais non entraînés n'entendent pas la différence entre le « r » et le « l » français. Cela signifie-t-il que « r » et « l » sont la même chose ? Cela signifie-t-il qu'au Japon une érection est la même chose qu'une élection ? Ou que pour les Espagnols le vison et le bison sont un seul et même animal ? C'est ce genre d'argument que vous pouvez utiliser pour être clair. Or, il se trouve que ce son est au début du mot Rrom... c'est la raison pour laquelle la graphie avec 'double Rr' a été choisie à Varsovie en 1990 pour transcrire [r] (elle remonte en fait au dictionnaire de Sztojka Ferencz en 1890) plutôt que Rom, Róm ou autre Róm, afin de permettre aux journalistes de toutes langues de l'utiliser facilement. Le 'double Rr' permet de plus d'éviter toute confusion avec ce qui est «roumain» (notamment en anglais). Le gouvernement roumain a accepté le mot 'Rrom', sous condition d'écrire 'double Rr'. Ce fut l'accord dit *Ștruțel*, du nom du représentant roumain à la CSCE en 1994. Une écriture correcte avec le 'double Rr' permettant d'éviter une confusion: voilà une chose positive. Cela n'arrive pas si souvent que la politique soit en accord avec la science et nous ne pouvons laisser passer cela !

Autres négations

Nous trouvons ce genre de négations systématiques dans d'autres domaines, comme par exemple la littérature. Les détracteurs disent: «D'accord, un millier des livres ont été écrits, peut-être six cents, mais en réalité ils ont été influencés par des gens qui n'étaient pas rroms.» Qu'on me montre un livre, n'importe lequel, depuis mille ou deux mille ans qui n'a pas été influencé par quelqu'un ou quelque chose venant d'une autre culture. Les influences réciproques caractérisent les cultures vivantes et contribuent à leur richesse. Le même déni est appliqué aux musiques des Roms, et on peut y répondre par le même argument. Pour éiter les influences, il faudrait sans doute remonter jusqu'à Néanderthal.

L'histoire est aussi un sujet de négation: nous avons parlé tout à l'heure de l'histoire des Roms en tant que telle, mais chacun de ses segments est exposé à la même négation, à commencer par les cinq siècles d'esclavage. Après plus d'un siècle de black-out sur ce sujet, on entend dans les années 90: «Oui, bien sûr, vous étiez esclaves, mais il y avait des paysans qui étaient aussi esclaves et même plus pauvres que vous ». Les paysans étaient pauvres aussi, certes, mais l'esclavage est différent de la pauvreté ou de la servitude. Il signifie que vous ne pouvez pas ester en justice, que quelqu'un peut vous vendre, vous acheter, vous louer, vous jouer aux cartes ou vous mettre en gage, vous traiter comme un objet ou animal. Ce n'est pas la même chose qu'être pauvre. Quant à la servitude des paysans roumains, si elle a été abolie 100 ans avant l'abolition de l'esclavage des Roms (et des Băieși), c'est bien qu'il y avait une différence... La négation du *Samudaripen*, génocide nazi des Roms, mais aussi sa minimisation, serait un sujet à part entière. On voit même un mot quasi-obscène (Porrajmos) utilisé pour désigner ce summum des tragédies au lieu du terme neutre et respectueux *Samudaripen*... Signalons ici simplement que la négation pure et simple a été la position allemande officielle jusqu'en 1982. Je voudrais rendre hommage à nos invités ici, nos amis du *Zentralrat Deutscher Sinti und Roma* (Conseil Central des Sinti et des Roms Allemands) de Heidelberg en Allemagne, qui ont fait un remarquable travail sur ce sujet.

Pour ce qui est de l'histoire - mais aussi de la langue, de l'ethno et de la musicologie, je vous invite sur le site du cours en ligne de langue et civilisation rromani «Restore the European Dimension of Rromani» (www.red-rrom.co, mot de passe r3drr0m) où vous trouverez 17 documentaires d'une demi-heure chacun sur l'histoire des Roms - de l'Inde pré-islamique au Brésil contemporain. Ils sont à vrai dire en rromani mais avec un peu d'attention et en suivant les images, ils méritent d'être vus. Un autre fait majeur qui a été nié est l'enseignement en rromani. Alors que l'on trouve des articles sur telle ou telle tentative locale de graphie avortée, le fait que 35.000 enfants rroms par an suivent un enseignement en rromani, grâce à une décision du Ministère roumain de l'éducation de 1990 (ce qui fait un demi million d'élèves en tout sur 25 ans), n'apparaît nulle part dans les informations et ne donne lieu à aucune étude. Nous rejoignons ici la négation de la langue, de l'écriture, de la littérature etc... Ce que la force brutale du nazisme n'a pas réussi: faire disparaître les Roms en abattant l'arbre de leur identité (voir figure), la destruction systématique des racines une à une: nom, origine, histoire, esclavage, génocide, langue, graphie, littérature, musique, intégration etc...parviendra-t-elle à l'accomplir ?

Note triste

Il est particulièrement triste de constater que parmi les tenants des légendes et clichés éculés qui minent la figure cidessus, on compte plusieurs instances européennes, à commencer par certains services du *Conseil de l'Europe* et leur coûteux projet de *Centre Culturel Européen des Roms*, qui n'est autre que la sanctuarisation des stéréotypes les plus éculés du domaine - mais avec un pallium technologique, médiatique et publicitaire particulièrement redoutable. Lorsque l'on constate, en face, la démobilisation de la société civile jeune et sa passivité à tout accepter sans broncher (ni souvent comprendre), on mesure l'ampleur de l'entreprise.

Conclusion

C'est la raison pour laquelle la tâche première du combat contre la tsiganophobie est d'identifier *un à un* les sujets du négationnisme, y compris lorsque celui-ci est travesti en romantisme, en prétendu doute épistémologique ou en égalitarisme démocratique, et de rétablir la vérité à leur sujet domaine par domaine. Ceci est la première étape pour rectifier le regard des populations majoritaires en diffusant le plus largement possible une connaissance dégagée des légendes et des clichés dépassés mais au contraire nourrie des résultats de la recherche objective - même si l'objectivité est qualifiée, comme toujours, de subjective par les négationnistes...

Le changement de regard impliquera le changement d'attitude et la réduction des discriminations. Voilà à quoi contribuent des colloques comme celui-ci, mais aussi votre implication dans la diffusion d'information correcte sur les divers aspects de la question rromani, ou encore des expositions comme celle consacrée à la langue rromani et initialement ouverte l'an dernier dans le hall du Palais de l'Europe à Strasbourg. Elle circule en ce moment [au moment de mettre sous presse elle venait d'être ouverte au Ministère indien des affaires étrangères à New-Delhi et inaugurée par la ministre en personne Mme Sushma Swaraj] et j'invite le MRAP à nous prêter main-forte pour la faire tourner dans d'autres lieux, notamment à Paris. Mais il faut multiplier les actions médiatiques, scolaires, théâtrales, par l'humour, les films, les débats, les réseaux informatiques, Wikipedia, «Pour les nuls» Youtube etc... toutes méthodes sous-utilisées à ce jour dans le domaine rrom.

Romani ROSE

Président du Conseil Central Des Sinti et Roms Allemands (empêché, représenté par Herbert HEUSS)

Evolutions actuelles des actions du Conseil Central des Sinti et Roms Allemands dans le domaine des droits civils

1. Interdiction des campagnes électorales racialement discriminatoires à l'encontre des Sinti et des Roms

Depuis les élections parlementaires de la fin 2013 et lors de campagnes électorales ultérieures (Elections Européennes et trois élections de Länder allemands), les Sinti et Roms d'Allemagne sont devenus la cible de campagnes et d'affiches électorales racistes.

Jamais, depuis 1945, il n'y avait eu en Allemagne une campagne de haine comparable à celle du parti NPD, marquée par un dénigrement public massif et des propos diffamatoires à l'encontre des Sinti et des Roms, du fait de leurs appartenances ancestrales, le tout renforcé d'appels aux boycotts. Les poursuites criminelles n'ont pas abouti; les autorités locales, qui avaient ordonné que les affiches soient enlevées, se sont vues obligées à les remettre, par décision des tribunaux administratifs. Le 16 décembre 2014 a eu lieu à Berlin, sur ces questions, un Colloque de Haut niveau intitulé: «Limites dans les Batailles politiques d'opinion - Réagir face aux Préjugés raciaux et aux Idéologies discriminatoires ». Notre Conseil Central a estimé très important que, dans son discours, le Ministre de Maizière se soit exprimé sans ambiguïté, condamnant les pratiques électorales racistes (telles que celles à l'encontre des Sinti, des Roms et autres minorités) qui ont eu cours - de la part de membres de l'extrême droite - lors de récentes campagnes électorales. Nous nous sommes particulièrement félicités de son rappel de l'Histoire et de l'impératif moral de respect de l'Autre et des minorités. De plus, il a été significatif qu'outre le discours de Heiko Mass - Ministre de la Justice et de la Protection des Consommateurs - ce soit le discours introductif de l'ancien Juge Constitutionnel, le Professeur Udo Di Fabio, qui ait souligné les limites sociales et constitutionnelles en matière de liberté d'expression. Après le débat public, notre Conseil Central des Sinti et Roms Allemands est dans l'attente d'initiatives visant, en conséquence, à interdire les discriminations, si devaient se répéter des pratiques électorales racistes, du type NPD ou organisations semblables.

2. Désignation au Bundestag d'un groupe d'experts sur l'hostilité et la haine à l'égard des Sinti et des Roms («Romanophobie»)

A Berlin, le 12 novembre 2014, le Comité des Droits de l'Homme du Bundestag a procédé à une audition d'experts afin d'établir une liste de questions relatives à la « Situation des Sinti et des Roms en Allemagne et dans l'Union Européenne - Exclusion et Participation ». Lors de son audition, le Conseil Central des Sinti et des Roms Allemands a renouvelé son appel à la création d'un comité d'experts au Bundestag, chargé d'exercer sa vigilance sur ce qui s'appelle en Allemagne «antisiganisme» (*rromaphobie*). Ce comité aurait pour tâche de présenter un rapport au Parlement une fois par législature¹⁸.

¹⁸ Durée de mandat du parlement

Le 3 septembre 2014, le Conseil Central, le Directeur de l'Agence Fédérale Anti-discrimination (ADS) et les Professeurs Benz and Bergmann, ont présenté leur Rapport, intitulé "Attitudes Populaires anti-Sinti et anti-Rroms", lors d'une conférence de presse qui avait lieu au Ministère Fédéral des affaires familiales. Le Président du Conseil Central a souligné que l'étude mettait en évidence un niveau élevé de rejet conjoncturel des Sinti et Rroms, et que des préjugés profondément enracinés étaient susceptibles de se réveiller à tout moment.

Le "Tsigane", en tant qu'épouvantail, est un stéréotype virulent en Allemagne. Ainsi, plus de 48% des personnes interrogées associent spontanément le terme "Tsigane" à des attributs tels que "vol", "parasite", "mendicité", "agressif et violent". L'étude a confirmé les résultats d'enquêtes antérieures, à savoir que les Sinti et les Rroms sont le groupe ethnique provoquant le plus d'antipathie en Allemagne.

Le Conseil Central a pris note, avec une particulière inquiétude, du racisme et des menaces croissantes dont font l'objet les Sinti et les Rroms sur les sites web d'extrême-droite.

Le Conseil Central en appelle aux autorités fédérales pertinentes pour prendre des mesures plus efficaces contre les opérateurs internet tels que FACEBOOK, Twitter etc. Sur ces plateformes, les Sinti et les Rroms font l'objet de menaces, de violence et d'injures racistes de plus en plus extrêmes, faisant appel à des termes tels que "vermine" ou "animaux". Il a été décidé, en tant que première démarche, d'entrer en contact direct avec la Direction de Facebook, pour faire effacer ces contenus racialement incendiaires. La Vidéo brutale de la chanson "Vermine Tsigane" est ¹⁹ toujours accessible pour téléchargement, via le moteur de recherche Google. Elle montre des Rroms en train de se faire massacrer dans la rue.

3. Préservation des lieux de sépulture des Sinti et Rroms persécutés par les Nazis, en tant que sites de conscience familiale collective.

Le 19 Février 2015, le Conseil central s'est entretenu de ces questions de manière approfondie avec Manuela Schwesig, Ministre Fédérale des Affaires Familiales. Les interlocuteurs sont convenus que le gouvernement fédéral prévoit d'amender la loi sur la convention cadre relative à la protection des Minorités Nationales (Gazette du droit fédéral 1997, p. 1408), en y faisant figurer un passage sur la protection spéciale de ces sépultures. Cela assurerait que les sépultures des Sintis et des Rroms persécutés sous les Nazis, soient conservées et entretenues à perpétuité (droit permanent au repos). Cette base légale tiendrait compte des aspirations de cette minorité à la sécurité juridique nationale.

4. Participation de représentants des Sinti et Rroms Allemands aux Conseils de surveillance des radios, télévisions et médias privés.

A l'exception du fait qu'un représentant de notre association d'Etat, a été nommé au Conseil de radiodiffusion de la SWR ainsi qu'à l'Autorité de contrôle des médias de Rhénanie-Palatinat (LMK), la minorité nationale n'est pas représentée nationalement aux Conseils de Surveil-

lance des Télévisions, radios et médias privés. Bien que le travail du représentant au sein de la LMK ait produit de bons résultats, et qu'il y ait eu un processus intensif de sensibilisation pour les secteurs information et variétés, le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Etat n'ont pas retenu les initiatives du Conseil Central. Ceci est en totale contradiction avec les dispositions de la Convention Cadre pour la protection des Minorités Nationales. Depuis 1993, le Conseil Central a exigé une interdiction de la discrimination dans la législation portant sur les médias de l'Etat ainsi qu'une loi sur la fonction publique, pour empêcher (essentiellement de la part des autorités) l'usage des descriptifs inducteurs de préjugés que sont les termes «Sinti et Rroms» ou encore «Tsiganes» dans la couverture médiatique relative à des personnes faisant l'objet de poursuites.

5. Critique des nouvelles dispositions en matière de droit d'asile («Etats tiers sûrs»)

En mai 2014, le Ministère Fédéral de l'Intérieur a demandé au Conseil Central de réagir au projet de nouveau règlement concernant le droit d'asile, selon lequel divers pays seraient désignés «Etats tiers sûrs». Le Conseil central a publié la déclaration suivante concernant les nouvelles dispositions législatives qui désormais ont force de loi : la conséquence des nouvelles dispositions pourrait être de faciliter l'éloignement de demandeurs d'asile vers ces pays sans la garantie d'une procédure d'examen convenable en Allemagne. La situation des Rroms dans les pays dont il s'agit - Bosnie et Herzégovine, Serbie et Macédoine - est caractérisée par le désavantage et la discrimination systématiques. C'est pourquoi le Conseil Central avait critiqué le fait que ces pays soient désormais classés «pays tiers sûrs»²⁰. La situation, dans les Etats des Balkans occidentaux, reste caractérisée par de considérables discriminations et désavantages. Ainsi, de larges secteurs des minorités de ces pays se trouvent menacés dans leur existence. Le Conseil Central rejette fondamentalement le concept de "pays tiers sûrs", car il ne rend pas compte de la situation à laquelle font face les Rroms sur le terrain. Romani Rose en appelle au Ministre Fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière, et aux membres du Bundestag, afin qu'ils se rendent en délégation dans ces pays, pour se rendre compte par eux-mêmes de la situation dégradante de larges secteurs de la population rrom : les ghettos, la ségrégation, l'impossibilité d'avoir accès à l'emploi et à l'éducation. Le Président du Conseil Central renvoie ici à l'obligation d'entreprendre un examen global et attentif de chaque cas individuel, et de prendre au sérieux les exclusions et discriminations multiples auxquelles se voient soumis les Rroms. Cette obligation, pour l'Allemagne, découle simplement des "droits de l'homme". Le droit individuel des réfugiés de ces états à la protection ne doit pas être mis en danger par un changement législatif.

6. Le Conseil Central des Sinti et des Rroms allemands

Le Conseil Central des Sintis et Rroms allemands a été fondé les 5 et 6 février 1982. Il se compose de neuf associations d'Etat, du Centre Culturel et de Documentation des Sintis et des Rroms et d'autres associations régionales.

²⁰ https://www.ofpra.gov.fr/sites/default/files/atoms/files/150909_idu_liste_pos.pdf (liste 9-10-2015): Albanie, Arménie, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Géorgie, Ghana, Inde, Kosovo, Macédoine (ARYM), Maurice, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Sénégal, Serbie

Depuis 1982, le Conseil Central est subventionné par le gouvernement fédéral, actuellement sur le budget du Commissaire du Gouvernement Fédéral à la Culture et aux Médias. La première commémoration internationale du génocide des 500.000 Rroms et Sintis Européens a eu lieu à l'ancien camp de concentration de Bergen Belsen, le 27 octobre 1979. Il y eut à cette cérémonie une prise de parole de Simone Veil, première Présidente du Parlement Européen qui, petite fille juive, avait elle-même survécu à ce camp de concentration où sa mère fut assassinée. A Pâques 1980, 12 Sinti entamèrent une grève de la faim au Mémorial du Camp de concentration de Dachau, geste qui attira l'attention internationale. Il s'agissait pour eux de susciter une prise de conscience du génocide et d'exiger du Ministre Bavarois de l'Intérieur des explications quant au lieu où se trouvaient les documents relatifs à la planification du génocide Nazi, appartenant à l'ancien Office Central de la Sécurité du Reich. Depuis sa fondation, le Conseil Central a entrepris d'étudier et de documenter systématiquement le génocide des Sinti et des Rroms, tout en menant la poursuite des criminels SS encore vivants - souvent en collaboration avec le Centre Simon Wiesenthal et avec les Autorités d'Allemagne, des Etats-Unis, d'Israël et d'Argentine. Les années de conflits qu'avait eues le Conseil Central avec les ministres de l'Intérieur des états fédéraux (Länder) et du gouvernement fédéral, ont suscité une prise de conscience des méthodes d'enregistrement racistes spéciales, pratiquées par les autorités judiciaires et de police, qui furent partiellement héritées du «Troisième Reich» et qui, après 1945, furent souvent appliquées par d'anciens SS.

En Mai 1995, le Conseil Central a fait reconnaître officiellement les Sinti allemands et les Rroms en tant que minorité nationale, et fait également reconnaître le Romanes allemand en tant que langue minoritaire, conformément à la Charte du Conseil de l'Europe. Depuis 2002, la loi sur le Budget Fédéral stipule que : «La Convention Cadre pour la Protection des Minorités nationale» et la Charte Européenne pour les langues régionales ou minoritaires, garantissent la protection et le soutien des Sinti et Rroms allemands. L'objectif est de leur garantir un droit égal de participation à la vie politique et culturelle de l'Allemagne. Et à cette fin, la poursuite du financement fédéral pour le Conseil Central et le Centre culturel et de documentation des Sinti et Rroms allemands est sans nul doute essentiel».



Martine PLATEL

MRAP responsable secteur Genbs du voyage

Roms ? Gens du voyage ? De qui allons-nous parler ?

Le terme « Roms » utilisé au Conseil de l'Europe désigne les Roms, les Sintés (Manouches), les Kalés (Gitans) et les groupes de population apparentés en Europe, dont les Voyageurs et les branches orientales (Doms, Loms) ; il englobe la grande diversité des groupes concernés, y compris les personnes qui s'auto-identifient comme « Tsiganes » et celles que l'on désigne en France comme « Gens du voyage »

Pour permettre de situer nos deux interventions et de mieux définir les populations appelées « Rom » aujourd'hui par le Conseil de l'Europe, je vous propose de revenir sur les trois grandes vagues de migrations reconnues par les historiens, les géographes et les linguistes.

La première migration remonte au XVème siècle et voit l'installation progressive en Europe de Roms des Balkans. Ce sont ceux que l'on appelait alors en France **Bohémiens, Egyptiens, Cigani ou Zigeuner**. Eux, se disaient guerriers ou pèlerins. Selon les territoires où ils sont passés, ces groupes ont forgé des identités locales propres (**Sinti ou Manouches ou Gitans**). Il faut tenir compte aussi des Yéniches, population d'origine germanique qui a adopté le même mode de vie itinérant au XVIIème mais qui parle une langue particulière.

La seconde vague migratoire débute en 1856 avec la fin de l'esclavage et continue jusqu'à la Première Guerre mondiale. A cette époque, des groupes rroms, originaires des principautés valaque et moldave, se dispersent peu à peu à travers le continent européen et jusqu'en Amérique. Les tsiganes orientaux entraient en France par la frontière du Rhin. Une circulation intense dans un secteur aussi sensible, surtout après la guerre de 1870 provoqua une fixation : on soupçonna les Bohémiens d'être des espions au service de l'Allemagne. Ces familles tsiganes, venues en France au début du XXème siècle, conservent souvent aujourd'hui leur identité rom en regard des groupes déjà installés (Sinti, Manouches, Gitans). Ce sont ces populations qui sont les ancêtres des « Gens du voyage » et qui ont été appelés Bohémiens, **Romanichels, Tsiganes, « Nomades »**.

Enfin, la troisième vague migratoire **débute vers 1960**, elle se poursuit de nos jours mais est particulièrement hétérogène et discontinue. C'est une époque où les frontières françaises sont ouvertes à la main d'oeuvre

¹⁹ A la date du colloque, c'est-à-dire le 18 avril 2015.

étrangère (Accords France-Yougoslavie et Turquie en 1965). Ces immigrés se sont souvent fixés en France sans problème puisqu'ils avaient du travail. Elle concernera les autres Etats de l'Est de l'Europe après 1989. Toutefois, il ne s'agit pas pour autant d'une nouvelle migration mais bien d'une amplification du phénomène observé depuis quelques décennies.

Mais l'arrivée depuis la fin des années 90 de Roms, dits migrants, en France a eu aussi pour effet de mettre en lumière le sort de nos concitoyens « Gens du voyage ».

Pour l'opinion publique les deux populations sont généralement confondues et font l'objet des mêmes représentations et stéréotypes négatifs et souvent hérités du passé. C'est sur cette population que portera l'exposé de Marie-Geneviève.

Discriminations d'hier

A leur arrivée, ils suscitèrent surprise et intérêt. Dans le royaume de France jusque vers les années 1660, le service des armées seigneuriales assure aux troupes bohémiennes une véritable prospérité. Les persécutions commencent avec la volonté royale de centralisation du pouvoir.

« Au XIX^{ème} siècle, les Tsiganes se sont coulés dans la vie rurale, en adoptant toutes sortes de métiers. Sédentarisés ou demeurés itinérants, ils font l'objet d'un contrôle policier de plus en plus pressant. »²¹

Sous la III^{ème} République, le 20 mars 1895, sur l'ensemble du territoire national, il est procédé au **recensement des personnes itinérantes dénommées « nomades et bohémiens » par les forces de l'ordre. Le but est de les dénombrer et de les identifier : nom, nationalité, profession apparente ou présumée ainsi que les documents administratifs en leur possession (actes d'état-civil, livret de famille, livret d'ouvrier ou de colporteur, passe-port à l'intérieur, etc.). Voici comment sont définis les nomades : des individus qui « quelle que soit leur nationalité, circulent en France sans domicile fixe et ne sont ni commerçants ambulants, ni forains, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. » (Article 3). Ils sont soumis à la possession d'un carnet anthropométrique et de visas qui doivent être demandés à l'entrée et à la sortie de la commune de passage, même si le séjour ne dure qu'une heure. Les nomades qui ne sont pas à jour de leurs visas sont punis de peines édictées contre le vagabondage, permettant ainsi de former un ensemble cohérent pour la répression des sans domicile fixe. La presse rendra compte de ce recensement, estimant le nombre de «roulottiers» à environ 25 000 individus, hommes, femmes et enfants.**

Dans les années suivantes sera mise en place une commission parlementaire spéciale relative à la répression du vagabondage et de la mendicité, qui aboutira finalement à la loi de 1912.

Cette catégorisation, qui de plus ethnicise plus ou moins implicitement, aboutira à l'enfermement des nomades, particulièrement tziganes ou présumés, dans des camps pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale.

- Dès septembre 1939 : la circulation des nomades est interdite dans plusieurs départements.

- Le 6 avril 1940 : interdiction aux nomades de circuler sur l'ensemble du territoire métropolitain. Ils sont soupçonnés d'espionnage.

- Le ministère de l'Intérieur charge les préfets de les assigner à résidence dans des camps.

- L'internement a duré jusqu'en mai 1946 : près de deux ans après la Libération.

Les carnets anthropométriques ont été conservés jusqu'en 1969. La Loi du 3 janvier 1969 prend la suite comme un aménagement de la loi de 1912.

C'est la création

- des **titres de circulation** pour les personnes de plus de seize ans,

- des communes de rattachement.

Les personnes doivent présenter un titre de circulation à toute réquisition des autorités de police ou de gendarmerie. Le carnet de circulation est à faire viser tous les trois mois auprès des services de police ou de gendarmerie, sous peine d'emprisonnement de trois mois à un an. La France a opté pour l'appellation administrative « Gens du voyage » en 1972. Depuis 1971, les délégués d'un premier congrès tzigane adoptent le terme **Rom** pour désigner l'ensemble du peuple appelé « tzigane ».

Discriminations d'aujourd'hui.

En France, aujourd'hui, les «Gens du voyage» sont évalués aujourd'hui autour de 400 000. Ils partagent une culture et un mode de vie traditionnel reposant initialement sur le voyage. Contrairement à ce qui est dit de façon récurrente dans les médias, ils ne constituent pas une « communauté » mais des groupes dont les statuts économiques et formes d'habitat présentent une grande diversité. C'est ce mode de vie, distinct de la majorité de la population, constate le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, qui conduit à les considérer comme un groupe à part dans la société et qui justifie des règles juridiques dérogatoires.

Ils ne se reconnaissent donc pas tous comme Roms mais souvent comme « Voyageurs », « Français itinérants », Tsiganes ou Gitans (employé ici comme un terme générique)

Comme le souligne le Défenseur des Droits : « malgré la multiplication depuis plusieurs années des rapports officiels, de propositions de loi et de condamnations par les instances nationales et internationales, il constate l'absence d'avancée significative concernant les pouvoirs publics français des droits des « gens du voyage » et des personnes vivant en caravane ».

Les discriminations sont de deux ordres, administratives et territoriales : le code de l'urbanisme ne tenait pas compte de l'habitat mobile

1) La loi de 1969 instaure le carnet de circulation et la commune de rattachement. En France tous les droits sociaux sont attachés au territoire. Conséquences : des difficultés multiples pour les itinérants car les services

de droit commun ignorent pour la plupart le statut administratif de ces populations.

« Le statut spécifique des « Gens du voyage » - issu d'une législation du XIX^{ème} siècle - avec ses deux corollaires que sont la **commune de rattachement et les titres de circulation, est une entrave à la liberté d'aller et venir à l'intérieur d'un Etat pour les seules personnes qui y sont soumises, entraînant pour ces dernières des discriminations avec une inégalité de droit flagrante au regard de la notion de domicile. »²²**

2) La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, dite loi Besson II, instaurée après le dispositif de la loi Besson I qui oblige les villes de plus de 5 000 habitants à prévoir des emplacements de séjour pour les nomades. Modifiée par des lois ultérieures, la loi Besson fournit le cadre des règles de droit concernant les «gens du voyage». Mais la loi permet aux communes qui ont une aire d'accueil d'interdire tout stationnement sur son territoire. A terme sur certains départements, on voit se réduire les lieux autorisés de façon inquiétante. Cette obligation de tenir compte des Gens du voyage a mis en évidence les conduites de rejet. La localisation des aires d'accueil est souvent dans des lieux de relégation à l'écart des services de la collectivité. Parallèlement un arsenal de sanctions pour stationnement illégal a été déployé :

Mars 2003 : la loi sur la sécurité intérieure restreint les droits des gens du voyage concernant l'occupation de terrain

Mars 2007 : loi de « prévention de la délinquance » (Le préfet et non plus la justice peut décider d'une expulsion)

Le choix du voyage ou de la sédentarité ? Le terme « gens du voyage » induit dans le sens commun l'idée de déplacements constants. C'est loin d'être la réalité. Les attaches territoriales sont une nécessité pour pouvoir envisager de se placer. On parle de plus en plus de « Gens du voyage sédentaires »... Des itinéraires ne sont ni identiques ni linéaires, mais définis par les activités économiques, la famille, les missions évangéliques, les pèlerinages... Le voyage est de plus en plus difficile : difficultés économiques (prix de l'essence, manque de revenus), mais surtout manque de places d'aires d'accueil. A peine 60% des aires prévues ont été réalisées au bout de 15 ans, prix de l'emplacement, de l'eau, de l'électricité... sans aides possibles. Il est difficile de trouver un terrain à vendre ou à louer (prix des terrains, législation, discrimination, droit de préemption utilisés par les maires pour empêcher les Voyageurs d'acheter des terrains). Le code de l'urbanisme qui favorise la propriété est utilisé contre les résidences mobiles par les Maires : exclusion fréquente, refus de fournir eau, électricité donc conditions de vie précaires. La loi Besson 2000 ne concerne que les aires d'accueil, mais des réponses à d'autres attentes (terrains familiaux locatifs, habitat adapté), seraient à développer car actuellement, ils n'existent que très peu de réalisations.

La décision du Conseil Constitutionnel du 5 octobre 2012 qui a fait suite à une QPC déposée par un « voyageur » est la suivante :

- Suppression du carnet de circulation remplacé par le livret de circulation

- Égalité des droits pour le vote

- Mais maintien d'une catégorie administrative spécifique

- Mais maintien de la commune de rattachement.

En 2013, le Groupe socialiste à l'Assemblée nationale annonçait une proposition de loi qui devait supprimer la loi de 1969. Elle a été déposée en décembre 2013, mais n'est toujours pas inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. De plus une mission pour ranimer la Commission Nationale Consultative des Gens du Voyage en sommeil a été confiée à la Délégation Interministérielle pour l'Hébergement et l'Accès au Logement des personnes sans abri et mal logées (DIHAL). Cette délégation regroupe tous les Ministères concernés par les Gens du voyage. Des décrets sont annoncés incessamment. La volonté serait de ne plus traiter ces Français comme une catégorie à part. Pour cela ils ont été intégrés dans le Plan Pluriannuel de Lutte contre la Pauvreté et pour l'Inclusion.

Les gens du voyage attendent l'abolition des titres de circulation, de la commune de rattachement, l'accès au droit commun. L'évolution vers la fin d'un statut particulier se fait attendre malgré les recommandations au niveau national, européen et international, notamment de la CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme), du Défenseur des droits, du CERD (Comité pour l'Élimination de la Discrimination Raciale), du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.

Le MRAP peut agir au niveau national avec les associations de Voyageurs et les associations solidaires comme la FNASAT (Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Actions avec les Tsiganes et Gens du voyage), par une veille contre les propos racistes dans la presse, par des actions en justice avec les victimes de racisme et de discriminations et les associations et au niveau local par l'information de tous les publics, la lutte contre les préjugés et les discriminations, le soutien et les conseils juridiques aux Voyageurs.

Mise à jour (ultérieurement au colloque) :

Le 10 juin 2015 l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi socialiste sur «le statut, l'accueil et l'habitat» des « Gens du voyage ». Les députés ont voté en particulier la suppression du livret de circulation qui leur était imposé c'est à dire l'abrogation de leur statut discriminatoire de 1970, ainsi que le renforcement des pouvoirs des préfets pour la construction d'aires d'accueil, un point vivement contesté par l'opposition. Ce qui explique sans doute qu'en décembre 2015, cette proposition de loi n'est toujours pas inscrite à l'ordre du jour du Sénat.]

21H. Asséo, Les Tsiganes. Une destinée européenne. Paris, Gallimard 1994, p. 55.

22 Jérôme Weinhard, Le traitement administratif des Gens du voyage en France - FNASAT - Gens du voyage - juillet 2013



Marie-Geneviève GUESDON

Mrap membre bureau exécutif chargée des droits des Roms

Solidarité avec les Roms migrants de l'Est de l'Europe

Les Roms migrants, de l'est de l'Europe, sont entre 15 et 20 000 en France : le chiffre est stable depuis 10 ans. Peut-on parler de Roms ? Parmi cette population, les Roms de Roumanie constituent la grande majorité, et notamment celle des habitants des bidonvilles, avec des Bulgares, Roms ou pas, et plus marginalement des ressortissants d'autres nationalités (Afghans, Iraniens, ... en particulier dans le Pas de Calais).

Des Roms vivent en effet dans des conditions précaires : Roms d'ex-Yougoslavie dans des squatts dans l'agglomération lyonnaise, mais aussi dans des conditions normales, dans un habitat ordinaire, logement social ou pas. L'organe des droits de l'homme du Conseil de l'Europe - l'ECRI (Commission Européenne contre le Racisme et l'Intolérance) - fait état de 300 000 à 500 000 Roms vivant en France²³. Mais dans l'imaginaire d'une grande partie de la population française, il y a une équivalence entre Roms et habitants de bidonvilles, dits « campements » comme s'il s'agissait d'un mode de vie choisi.

Le rapport 2014 de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) récemment publié²⁴ souligne les sentiments d'hostilité envers les Roms et intitule un de ses chapitres *Les Roms : boucs émissaires du racisme en France*. Ce sont bien les habitants des bidonvilles qui sont désignés par ce racisme, et ils le sont en tant que Roms. Le racisme considère une catégorie de population réelle ou supposée. Il y a un racisme anti-Roms dès lors qu'il désigne des Roms, que les personnes concernées le soient effectivement ou pas. Il existe une forte relation entre discrimination et racisme : le racisme rend tolérables aux yeux de l'opinion publique des discriminations qui ne seraient pas acceptées pour d'autres parties de la population. L'effet des discriminations aggrave la précarité et l'apparence d'altérité, renforçant le racisme. Par

exemple, un film montre une réunion dans une ville en Ile de France, où il est dit que les habitants du bidonville voisin « n'ont pas besoin d'eau »²⁵ : ils n'ont pas d'accès à l'eau et ne peuvent entretenir correctement leur environnement, la saleté apparente est interprétée comme un fait culturel et rend acceptable par une partie de la population le déni d'un droit fondamental.

1) Une politique française contradictoire qui tend à l'aggravation de la situation

Selon la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement)²⁶, 17457 personnes vivaient en novembre 2014 dans 495 « campements illégaux » (il manque les données de trois départements). La région Ile de France comptait 43 % des personnes : 7486 dans 151 « campements » (8200 en janvier 2015). Parmi ces personnes, il y a au moins 4550 mineurs. 50% d'entre elles vivent sur des terrains, 35% dans des immeubles bâtis. Les données ne figurent pas dans l'état des lieux de novembre 2014, mais en janvier 2014, il y avait traitement des déchets dans 53% des cas, un point d'eau dans 1/3 des cas, et une alimentation en électricité dans 1/4 des cas²⁷.

A ces problèmes liés à l'habitat, à des problèmes d'ordre économique, il faut ajouter des discriminations liées à la scolarisation : des refus de scolarité dont le caractère est illégal mais qui persistent, des discriminations liées à la domiciliation : refus par l'zcs CCAS (Centres communaux d'Action Sociale), entraînant des difficultés pour l'inscription à Pôle emploi, à l'Aide Médicale d'Etat ou à la Couverture Maladie Universelle, également pour l'obtention des allocations familiales et l'attribution de l'aide juridictionnelle lorsque c'est nécessaire. Rappelons que la France a maintenu jusqu'à la limite légale les mesures transitoires qui restreignaient l'accès à l'emploi.²⁸

Ces conditions de vie sont aggravées par les expulsions récurrentes des terrains :

Selon la Ligue des Droits de l'Homme et ERRC (European Roma Rights Centre), « durant le 1er trimestre 2015, 1 476 personnes ont été évacuées de force par les autorités de 16 lieux de vie. Il y eut 10 évacuations forcées faisant suite à une assignation par les propriétaires des terrains ou des squats devant les tribunaux, 5 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la mairie ou le préfet et 1 abandon de bidonville par les personnes elles-mêmes, sous la menace d'une évacuation forcée imminente. Sur les 16 évacuations effectuées par les autorités, des solutions d'hébergement temporaires n'ont été proposées que 6 fois. A la suite des 10 autres évacuations, les familles ont été tout

²⁵ Roms en errance, réalisé par B. Kleindienst. Les Films de l'Interstice, 2005. 68 mn.

²⁶ DIHAL. Mission relative à l'anticipation et l'accompagnement des évacuations de campements illégaux. Etat des lieux national des campements illégaux. 17 novembre 2014.

²⁷ DIHAL. Mission relative à l'anticipation et l'accompagnement des évacuations de campements illégaux. Etat des lieux national des campements illégaux. Janvier 2014. http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2014/09/dihal_recensement_campements_illegaux_janv_2014.pdf

²⁸ Les Rapports d'observatoire du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope décrivent en détail l'ensemble de ces discriminations. <http://www.romeurope.org/spip.php?rubrique73>

simplement mises à la rue par les forces de l'ordre. »²⁹ Précisons que les solutions d'hébergement temporaires ne consistent le plus souvent qu'en quelques nuits d'hôtel. Ce qui est discriminatoire, autant que les conditions dans lesquelles vivent les personnes - comparées à celles que connaît le reste de la population - c'est, pour ces personnes, l'absence de recherche de solutions, le maintien dans les mêmes conditions de vie, ailleurs, un peu plus loin, la stigmatisation des victimes désignées comme responsables de leur sort du fait de leur prétendue absence de volonté d'intégration, et leur éloignement comme seule solution.

La politique du gouvernement français vis-à-vis de cette situation est marquée par les contradictions. Alors que le gouvernement de l'époque Sarkozy utilisait quasi ouvertement les Roms migrants comme boucs émissaires, depuis l'élection de F. Hollande, elle est plus ambiguë, mais la situation ne change pas réellement. Il n'y a pas d'affirmation claire d'une volonté politique de changer les choses.

Lors de la campagne présidentielle, François Hollande avait répondu à l'interpellation du **Collectif National Droits de l'Homme Romeurope** dans une lettre du 27 mars 2012 : « Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution. Cela les conduit à s'installer ailleurs, dans des conditions qui ne sont pas meilleures ». Le 26 août 2012, sept ministres ont signé une circulaire qui va dans ce sens, intitulée *Circulaire interministérielle relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illégaux*³⁰. Elle prévoit un diagnostic pour la recherche de solutions alternatives pour l'hébergement ou le logement des personnes, l'organisation d'un accompagnement pour la recherche d'emploi, la scolarisation des enfants, le suivi médical, ...

Parallèlement, la DIHAL est chargée du suivi du dossier. Mais on constate vite deux lectures de la circulaire : DIHAL / Ministère de l'intérieur : le but est-il le relogement ou la facilitation des évacuations ? La circulaire est vite rendue inopérante : les expulsions sans relogement sont les plus fréquentes. La mauvaise volonté est manifeste. Deux exemples : le terrain des *Cocquetiers* à Bobigny en Seine Saint-Denis, où un bidonville était installé depuis plusieurs années, des enfants scolarisés, plusieurs personnes travaillaient et avaient besoin d'un accompagnement pour une solution définitive au problème de logement. Un diagnostic a été réalisé sur le terrain, le terrain a été évacué en octobre 2014 et des familles ont été envoyées dans plusieurs régions : elles n'ont pas été prévenues à l'avance, et rien n'a été préparé. Une famille a été accueillie par une convocation à la préfecture où elle s'est vu remettre une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Ailleurs, des travailleurs sociaux ignoraient que les personnes qu'elles accueilleraient ne disposaient pas du

²⁹ Communiqué LDH - ERRC Pas de trêve hivernale pour les bidonvilles, 8 avril 2015 (<http://www.ldh-france.org/pas-trêve-hivernale-les-bidonvilles/et-recensement-des-evacuations-forcées-de-lieux-de-vie-occupés-par-des-roms-jou-des-personnes-désignées-comme-telles-en-france-1er-trimestre-année-2015>). (<http://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2015/04/Expulsions-forcées-C3%A9A99-1er-trim-2015.pdf>)

³⁰ http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2014/09/2_dihal_circulaire_du_26_aout_2012.pdf

RSA (Revenu de Solidarité Active³¹), .. Sur le plan scolaire, les inscriptions n'ont pas été préparées à l'avance et cela a entraîné des ruptures de scolarité. Beaucoup d'argent a été dépensé pour rien, alors qu'un peu de coordination et de respect des personnes aurait permis d'obtenir un résultat satisfaisant. A Stains, en février 2015, un relogement est prévu pour quelques familles à la suite d'un diagnostic, mais elles n'en ont pas été averties et n'ont pas attendu l'évacuation du terrain pour quitter les lieux... De plus en plus, des arrêtés municipaux sont pris au prétexte de l'urgence, pour contrer souvent des décisions de tribunaux d'instance qui avaient donné un délai aux occupants, suite à la requête des propriétaires. En région Ile de France, une « Plateforme d'accueil, d'information, d'orientation et de suivi des populations vivant en campement illégal » est au début d'une phase expérimentale. Elle cible essentiellement l'accès à l'emploi, mais l'opérateur devant « proposer l'orientation des personnes qui lui paraissent réunir les conditions pour s'engager dans un parcours d'insertion », excluant les personnes connues des services de police et de la justice, réservée à ceux qui justifient d'une situation régulière, on peut craindre qu'elle ne s'adresse en fait qu'à ceux qui ont le moins besoin d'accompagnement et justifie la mise de côté du plus grand nombre. Le ministère de l'Education nationale a rappelé la scolarité obligatoire pour tous les enfants³², mais les Préfets ne réagissent pas en cas de non application.

En avril 2011, la Commission européenne a demandé aux Etats membres de présenter une stratégie d'inclusion des Roms. Une première réponse très vague avait été faite sur la situation des Gens du Voyage, mais la France ne répondra pas sur les Roms migrants au motif qu'elle ne peut envisager de mesures basées sur une qualification ethnique...³³ Il est tout à fait légitime de considérer qu'aucun critère ethnique ne doit présider à l'attribution de logements ou d'allocations, mais justement, pourquoi ne pas présenter un plan visant à la résolution d'une situation de fait discriminatoire, les Roms étant surreprésentés parmi les habitants des bidonvilles ?

Et surtout, les Roms ont fait l'objet d'une stigmatisation au plus haut niveau de l'Etat. En septembre 2013, Manuel Valls (alors ministre de l'Intérieur) avait déclaré que « les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner », ou encore qu'ils ont « des modes de vie extrêmement différents des nôtres qui évidemment sont en confrontation ». Il n'a pas été possible d'obtenir une condamnation. Dans de nombreuses communes, les élus font face à de fortes pressions pour les expulsions et le déni de droits. Un adjoint au maire de Stains déclarait le 9 mars 2015 à Pantin, à des militants des collectifs de soutien de Seine-Saint-Denis, que la ville avait expulsé des personnes non pas parce qu'elle le souhaitait mais parce que la population le lui demandait... Ces habitants là ne sont pas pris en compte comme faisant partie à part entière de la population. Face à ces contradictions dans la politique française,

³¹ Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources ou disposant de faibles ressources, sous certaines conditions, un niveau minimum de revenu variable selon la composition du foyer.

³² Ministère de l'Education nationale. Circulaire Organisation de la scolarité des élèves allophones nouvellement arrivés. http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=61536

³³ Voir la réponse à la question orale au gouvernement de Mme M. C. Blandin, sénatrice : http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ14110948&idtable=SEQ14110948&idtable=q185689/q206519&id=qSEQ07100065&arch=qs&_c=Roms&al=true

la question du racisme est essentielle pour entrevoir une solution aux questions des bidonvilles, de l'accès à l'emploi, à la scolarité, aux soins. Tant que le racisme à leur égard ira de soi pour la majorité des électeurs, les discriminations et les expulsions des Roms continueront : il faut changer les regards tant au niveau des 'riverains' que des élus. Le plan annoncé par M. Valls le 17 avril, lors d'une conférence intitulée « La République mobilisée contre le racisme et l'antisémitisme »³⁴ ne fait pas une seule fois allusion au racisme concernant les Roms. Les associations de lutte contre le racisme, comme le MRAP, feront tout leur possible pour maintenir cette problématique à l'ordre du jour.

2. Un racisme qui ne dit pas toujours son nom

Le rapport 2014 de la CNCDH, publié le 10 avril, fait une grande place au racisme anti-roms, nommé de manière plus systématique que dans son rapport de l'an dernier. Il intitule un chapitre « Les Roms, boucs émissaires du racisme en France ». De nombreuses associations ont dénoncé cette situation de bouc émissaires, notamment après les propos déjà cités de Manuel Valls.

La CNCDH constate que 82% des personnes interrogées considèrent que les Roms forment un groupe à part. C'est 16% de plus qu'en 2011, mais 5% en moins qu'en 2013. Elle remarque que les propos racistes ne sont pas souvent perçus comme tels et sont mieux tolérés que ceux visant d'autres groupes. Les préjugés les plus prégnants sont le nomadisme (86% des personnes interrogées), l'exploitation des enfants (82% avec une diminution de 3% par rapport à 2013), la pratique du vol (77,5 %, en augmentation). La haine est liée à des représentations médiatiques qui entretiennent les préjugés. A ce propos, Yves de Kerdrel, directeur de l'hebdomadaire Valeurs actuelles, a été condamné le 5 mars par la 17ème chambre correctionnelle de Paris à payer 3000 euros d'amende pour diffamation, provocation à la discrimination et à la haine ou à la violence envers les Roms pour sa « Une » du 22 août 2013 « Roms : l'overdose ». De manière assez banale, les media font très souvent état de l'identité rom ou de la nationalité roumaine de délinquants, ce qu'ils ne se permettent pas de faire lorsque ceux-ci appartiennent à d'autres groupes ou nationalités. On peut se demander pourquoi cette population est exposée à devenir un bouc émissaire ? Elle est en fait perçue comme :

- étrangère, dans un climat de xénophobie qui se développe à l'encontre de tous les étrangers;
- pauvre : elle présente une image de ce que l'on ne veut pas devenir, ou redevenir, une image dégradée du quartier où l'on vit, elle représente une charge : on parle de « tourisme social » à propos du séjour de ressortissants européens, on invente la notion d'« abus de droit » dans le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers en France;
- autre culturellement, ou même biologiquement : c'est là qu'interviennent tous les préjugés liés à la méconnaissance : peu de Français ont des notions de la culture rom, de l'existence d'une langue, d'une histoire, de la grande diversité de cette population.

Le plus grand nombre réduit cette culture aux conditions de vie observées dans les bidonvilles, à la pra-

tique de la mendicité, interprétées comme un choix - ou un atavisme - culturel. A une enseignante qui demandait l'accès aux douches du gymnase pour les élèves de son collège habitant un bidonville, une de ses collègues a répondu qu'en leur donnant la possibilité de se doucher, on allait contre leur culture ! Ce racisme rejoint parfois le racisme biologique : Jean-Marie Le Pen³⁵ a été condamné en appel à 5 000 euros d'amende pour ces propos tenus en public sur les Roms : « ils sont comme les oiseaux, ils volent naturellement ».

Ce racisme a un fort impact sur la vie des personnes, et il se manifeste notamment par des violences, commises par des agresseurs divers. Par exemple, à Marseille en septembre 2012, un groupe d'habitants d'un immeuble a forcé à fuir des Roms qui voulaient s'installer à proximité et a brûlé leurs affaires ; en juin 2014 à Pierrefitte, un jeune a fait l'objet d'un lynchage par d'autres jeunes, en février 2015 à Lille, ce sont des policiers de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) qui ont pénétré sur le bidonville autorisé des Quatre-Cantons où vivent de nombreuses familles Roms. Sans indiquer la raison de leur intervention, ils ont procédé à des contrôles et des fouilles des habitations, ont fait utilisation de gaz lacrymogènes, fumigènes et armes à feu causant des atteintes physiques aux habitants de ce bidonville, et semant la panique. La perception d'une altérité va jusqu'à l'expression d'une tolérance au meurtre : Luc Jousse, maire de Roquebrune, déclarait en décembre 2013 que « Les pompiers sont arrivés trop tôt pour éteindre un incendie dans un bidonville ».

La perception de l'altérité conforte par opposition l'identité de populations pauvres, mais moins, et peut être exploitée politiquement. A Bobigny, où de nombreux habitants sont en attente de logement, des tracts attribués faussement à la maire sortante promettant un logement aux Roms ont circulé pendant la campagne électorale municipale. Un des thèmes récurrents du racisme anti-roms est le soi-disant refus - ou incapacité - d'intégration. Cette idée a été portée par Manuel Valls alors qu'il était ministre de l'Intérieur : comment justifier alors auprès des contribuables un effort financier pour remédier à des situations intolérables et discriminatoires ? La France est critiquée pour ce racisme envers les Roms.

Nils Muižnieks, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, à la suite de sa visite en France du 22 au 26 septembre 2014, se dit « Inquiet du fort climat d'anti-tsiganisme qui règne en France de très longue date » et appelle les autorités « à lutter avec fermeté, y compris sur internet, contre les discours et les actes hostiles visant les Roms migrants et les Gens du voyage. » Il dit aussi : « A l'instar des Gens du voyage, les Roms migrants continuent d'être ciblés et stigmatisés par des discours de haine émanant de certains acteurs politiques et par une attention médiatique parfois malveillante. Ils sont également victimes de violences commises par des particuliers et parfois même par des membres des forces de l'ordre, notamment lors des évacuations forcées de campements »³⁶. Le Commissaire souligné également l'urgence de garantir au Roms l'accès aux soins de santé, à l'édu-

cation, au logement et à l'emploi, ainsi qu'à mener des activités de sensibilisation du public, afin de combattre les stéréotypes et les préjugés à l'égard des Roms et des Gens du voyage. Racisme et discriminations se nourrissent mutuellement, et pour que cesse une politique du bouc émissaire, il faut faire reculer le racisme sur lequel elle s'appuie et qu'elle renforce, d'où qu'il vienne.

3. Déconstruire les préjugés et manifester les solidarités.

La lutte contre le racisme apparaît comme un enjeu primordial pour mettre fin aux discriminations envers les Roms migrants et à l'instrumentalisation politique qui vise à les aggraver. Le MRAP est de longue date engagé dans cette lutte, de plusieurs manières :

- Solidarité concrète dans les collectifs locaux de soutien : lutte contre les discriminations du point de vue de la scolarité, de la santé, contre les expulsions, pour l'accès à l'aide juridictionnelle, pour des poubelles, l'accès à l'eau, l'inscription à Pôle emploi, ... Ces collectifs rassemblent des militants associatifs mais pas seulement : on y rencontre des enseignants, des parents d'élèves, des voisins, ... Ils sont un lieu de rencontre entre des Roms des bidonvilles et une population qui apprend à les connaître. Ce sont autant de personnes sur qui les préjugés n'auront pas prise. Ces collectifs favorisent la participation des habitants des bidonvilles à la vie publique, municipale en particulier : occasion de rencontres, appropriation par eux des modes d'expression politiques de la société française. A Saint-Denis, une association appelée « Ensemble Roms et Gadjes » est née du collectif de soutien aux habitants d'un terrain présents de longue date dans la ville. Les habitants de ce même terrain se sont inscrits sur les listes électorales, comme la loi les y autorise en tant que citoyens européens : c'est une perspective pour être perçus comme des habitants à part entière, mais ce ne fut pas simple.

- Le MRAP est membre du Collectif national « **Droits de l'Homme ROMEurope** » qui a pour objectif principal de favoriser le respect des droits fondamentaux pour les Roms migrants en France et leur inscription dans le droit commun : qui regroupe de nombreux collectifs locaux et des associations qui interviennent sur des domaines tels que la santé, la protection de l'enfance, les droits des migrants et aussi dans celui de la lutte contre les préjugés, avec notamment l'édition d'un fascicule sur le thème « Luttons contre les idées reçues »³⁷, qui sera décliné sous la forme d'une exposition.

- Le MRAP a une action spécifique

- dans le domaine juridique : concernant les media, les politiques, et le soutien aux particuliers, il s'agit de refuser la banalisation du racisme, de soutenir les victimes, de rendre le racisme apparent : il y a beaucoup moins de dépôts de plaintes concernant les Roms que concernant d'autres groupes discriminés ou « racisés ». Quelques procès engagés par le MRAP à propos des Roms migrants :

- contre Jean-Marie Le Pen, pour des propos tenus à Nice le 4 juillet 2013 (« Une présence urticante et odorante »),

- contre Manuel Valls, auprès de la Cour de Justice de la République (irrecevabilité) pour des propos tenus le 24 septembre 2013 (« vocation à retourner en Roumanie ou à y rester », « des modes de vie extrêmement différents des nôtres qui évidemment sont en confrontation »),

- contre Régis Cauche, maire de Croix, pour des propos tenus le 14 septembre 2013 (« *Les Roms n'ont rien à faire à Croix. Oui, s'il y a un dérapage, j'apporterai mon soutien. La population en a assez.* »)

- mais aussi dans des cas moins médiatisés : refus d'accès à un autobus pour trois jeunes Roms avec propos racistes, diffamation à caractère racial pour des propos sur des sites internet (janvier 2014)

- dans le domaine de la lutte contre le racisme : nous animons de très nombreux débats pour différents publics et produisons des outils pour cela, notamment :

- Une exposition : *Les droits des Roms ? Les droits de l'Homme ! comprenant 14 panneaux historiques et culturels, déclinant les différents droits pour lesquels les Roms sont discriminés (séjour, asile, logement, travail, santé, scolarité), perspectives*

- Un court métrage de Mehdi Lallaoui, dans une série de quatre sur le thème de la déconstruction des préjugés et la lutte contre les discriminations : *Une Africaine dans les Landes - Une famille rom à Saint-Denis - Abdelhak, souvenirs de discothèque - M. et Mme Mohamed au camping*

- La question de la lutte contre le racisme anti-roms est pour nous une composante de la lutte contre le racisme dans une perspective universaliste.

³⁴ La République mobilisée contre le racisme et l'antisémitisme : plan d'action 2013-2017 - dossier de presse <http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/leuseur/4040/mustetrtex.pdf>

³⁵ Ancien président du parti d'extrême droite Front national

³⁶ Rapport de visite, 17 février 2015

³⁷ Ceux qu'on appelle les Roms : Luttons contre les idées reçues. ROMEurope, Paris, 2013. En ligne : http://romeurope.org/IMG/pdf/20130613_guide_cesux_quon_appelle_les_roms_web-2.pdf



La Souillarderie, le 14 octobre 2015, après la destruction des « cabanes ».

Roms : 25 ans d'expulsions coûteuses et inefficaces



Le collectif national Droits de l'Homme Romeurope s'est réuni à Nantes les 23 et 24 janvier 2016 dans un esprit constructif et convivial. Plusieurs militants du MRAP y participaient.

Les constats, que le rapport 2014 de l'observatoire Romeurope évoquant le bannissement d'une population avait mis en évidence (Pont Transcouleur n°99), sont les mêmes sur toute la France. La politique d'expulsion systématique sans solution alternative acceptable, doit cesser immédiatement. La stabilisation des personnes est une condition indispensable à l'inclusion. La solution passe avant tout par un accès de tous au droit commun. Les débats ont d'abord porté sur les évolutions législatives en cours, l'intérêt de se saisir des jurisprudences et du contentieux pour renforcer la défense des habitants des terrains, la complémentarité des rôles des avocats et des militants.

Une étude sur les parcours réussis d'insertion a été présentée par l'association Trajectoires. Ses conclusions insistent sur la diversité de ces parcours, la nécessité du temps (7ans), l'importance d'un élément déclencheur et de la pratique de la langue française, plus même que le niveau scolaire. Le dernier point portait sur la stabilisation et la sécurisation des bidonvilles : comment convaincre les pouvoirs publics de penser autrement

que par l'expulsion ? "Reconnaître que le bidonville existe en France pour que la France existe dans le bidonville". Parmi les initiatives proposées qui se rattachent directement à cette question, il faut citer la campagne inter-associative conduite en Ile de France : "25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsions des bidonvilles" :

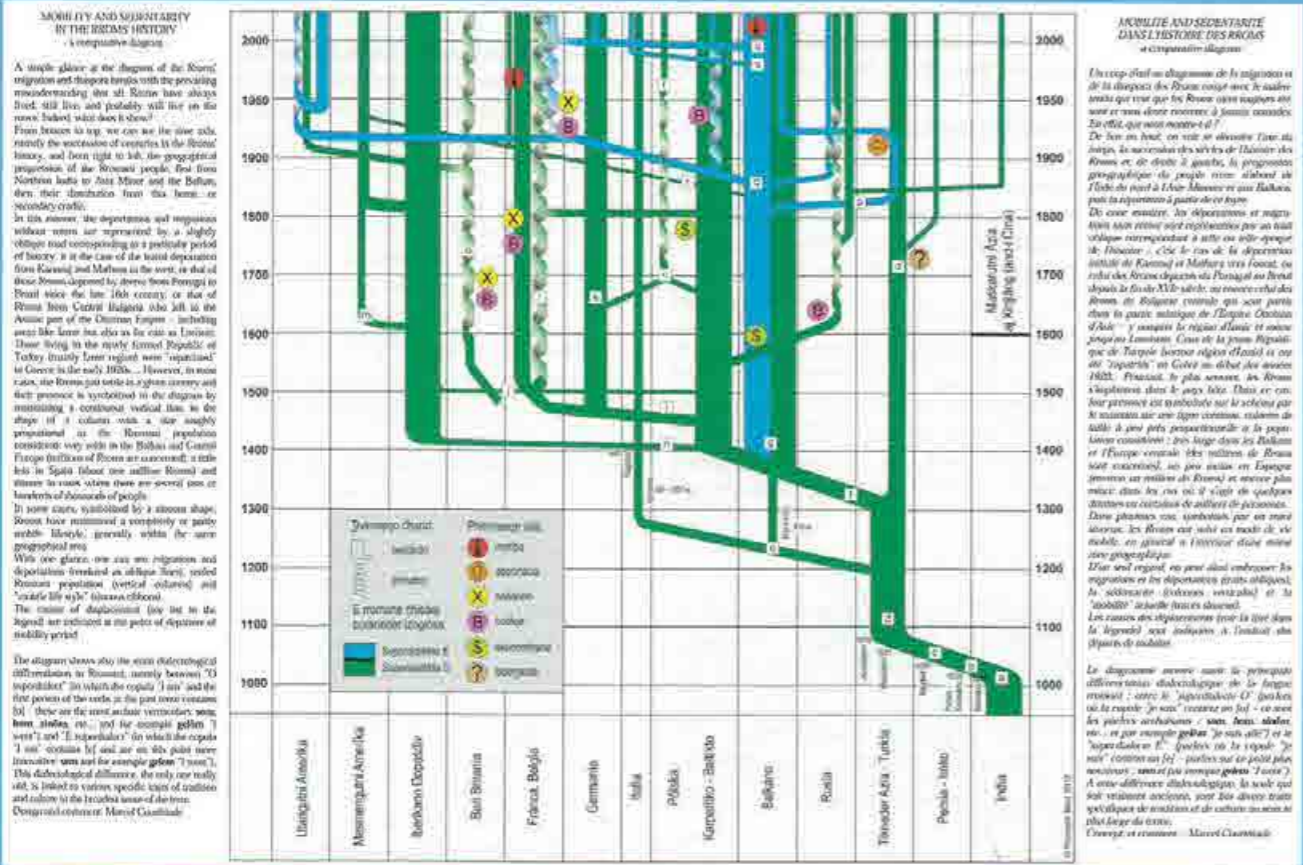
www.25ansbidonvilles.org

Pourquoi la campagne ambitieuse de résorption des bidonvilles menée dans les années 1970 ne serait-elle plus possible aujourd'hui ? Environ 20 000 personnes sont concernées, près de 600 sites. Les habitants, qui ne sont pas tous des migrants d'Europe Orientale, Roms ou non, vivent au rythme des expulsions.

Cette politique de déni des réalités, s'appuie sur une parole clairement discriminatoire et s'avère très coûteuse. Elle sacrifie une génération d'enfants.

On vient d'apprendre que le Comité européen des droits sociaux a condamné à nouveau la France pour non-respect ses engagements internationaux en matière de droit au logement.

François Levent



Discriminés d'hier
Discriminés d'aujourd'hui

Les crimes politiques

et la quête de justice vus à travers les assassinats à Paris, le 9 janvier 2013, des militantes kurdes, Sakine, Rojbin et Leyla

Colloque co-organisé par le Conseil Démocratique Kurde en France, la Représentation Internationale du Mouvement des Femmes Kurdes et la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan, sous le haut patronage de Marle-George BUFFET.

DÉCLARATION FINALE

Ce colloque sur les crimes politiques et la quête de justice pour Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, est aussi dédié à la mémoire des trois militantes kurdes, Sêvê, Pakizê et Fatma, exécutées à Silopi le 5 janvier 2016 par l'armée turque.

Ce mercredi 9 janvier 2013 est gravé à tout jamais comme un jour noir dans l'histoire kurde, mais aussi dans la nôtre, amis du peuple kurde. Ce jour-là, trois militantes

paroles de M. le Ministre de l'Intérieur, aujourd'hui Premier Ministre, au lendemain de l'assassinat : « Soyez assurés de la détermination des autorités françaises à faire la lumière sur cet acte ». Soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de notre détermination à exiger des autorités françaises qu'elles fassent toute la lumière sur cet horrible forfait. Elles devraient, comme l'a souligné Selahattin Demirta, coprésident du HDP, Parti de la Démocratie des peuples, faire pression sur le gouvernement turc pour reprendre le processus de paix engagé avec la communauté kurde

mandons une autre politique de la France et de l'Europe que celle de soutien et de compromis avec la Turquie d'Erdogan. Quand le président Erdogan cite comme référence « l'Allemagne d'Hitler », cela devrait ouvrir les yeux de tous les gouvernements démocrates et dissuader le gouvernement français de passer de nouveaux accords sécuritaires avec la Turquie. Les peuples ne font jamais le choix de la guerre. C'est quand il n'existe pas d'autres voies pour s'opposer aux politiques de domination qu'ils ont recours aux armes pour défendre leur liberté, leurs droits, leur sol, leur dignité.

Au cours du deuxième semestre 2016, aura lieu le procès de l'accusé. L'instruction est close et l'affaire renvoyée devant la Cour d'assises de Paris, spécialement composée en matière terroriste. Le procès permettra-t-il de démasquer les commanditaires ? Le Parquet, suivi par le juge d'instruction, estime que de nombreux éléments de la procédure permettent de suspecter l'implication d'un service secret d'un Etat étranger, en l'occurrence le MIT turc, dans l'instigation et la préparation des assassinats. C'est une première ! Il est établi, en effet, que l'accusé avait une activité d'espionnage avérée. Mais il reste à établir à quel niveau de la hiérarchie l'ordre de tuer a été donné. Reste également à établir le rôle des services français. Ont-ils été abusés ? passifs ? ou actifs ?

Dans le dossier des militantes kurdes, comme dans celui de Dulcie September, de Mehdi Ben Barka, ou celui des militants tamouls, algériens, tchadiens, palestiniens, basques... la France s'honorait de faire toute la lumière pour établir toutes les responsabilités et condamner les coupables, commanditaires, exécutants et complices. Faudra-t-il, pour faire éclater la vérité, créer un nouveau "Tribunal Russell" ? La question est posée.

« Vérité et Justice »

Pour honorer la mémoire des victimes, Pour permettre aux proches de faire le deuil, Pour donner un signe fort à tout un peuple Non, Sakine, Rojbin, Leyla ne sont pas mortes pour rien ! Oui, le combat pour la liberté continue !

Paris, 28 janvier 2016

Le Kurdistan

victime d'actes de guerre



Depuis le 22 février 2016, des milliers de Kurdes venus de toute l'Europe, soutenus par divers groupes de solidarité, sont rassemblés devant le palais de l'Europe à Strasbourg, où siège le Conseil de l'Europe, dont l'un des 47 Etats membres est la Turquie. Ils sont venus dans le but d'attirer l'attention des institutions européennes et des gouvernements respectifs sur les massacres perpétrés au Kurdistan par l'Etat turc.

Les rapports publiés par Amnesty International, Human Rights Watch et l'Association des Droits de l'Homme de Turquie, les informations recueillies sur place par les élus kurdes, les observations de journalistes indépendants et d'observateurs étrangers font état d'actes de guerre commis contre les civils par les autorités turques dans plusieurs villes du Kurdistan, sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Ils dénoncent des violations massives des droits et libertés fondamentaux, en particulier du droit à la vie, qui constituent pour les populations une menace grave et imminente.

L'Etat turc veut écraser la démocratie

Le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F) dénonce avec force le sort réservé aux populations qui s'opposent à un régime totalitaire qui doit être dénoncé et combattu : au cours des quatre derniers mois, une vingtaine de villes kurdes dont la population avait exprimé la volonté de s'autogérer suite aux agressions répétées de l'armée turque et à la volonté de R. T. Erdogan de rompre les pourparlers de paix avec le leader kurde Abdullah Öcalan, ont été

même qu'il ne tolère en aucune façon l'existence d'une région auto-gérée au Rojava. (Kurdistan de Syrie).

La Turquie doit être traduite en justice pour crimes de guerre

Le CDK-F condamne fermement ces massacres planifiés par le gouvernement d'Ankara et met les institutions européennes et les gouvernements européens, dont il pointe l'attitude permissive, en demeure d'agir. La Turquie étant membre fondateur du Conseil de l'Europe, partie à la Convention européenne des Droits de l'Homme et candidate de longue date à l'adhésion à l'Union européenne, il est inadmissible que nos gouvernements et nos institutions n'agissent pas pour mettre fin à ces graves violations des droits de l'homme qui constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous appelons l'Union européenne, le Conseil de l'Europe et la Cour européenne des Droits de l'Homme à prendre les mesures qui s'imposent pour sanctionner l'Etat turc, l'amener à cesser ses opérations militaires contre les Kurdes et à respecter ses engagements en matière de droits humains. Nous demandons la création d'un tribunal spécial pour enquêter sur les violations des droits humains et du droit de la guerre, pour juger et condamner les responsables de ces crimes. Nous appelons les institutions précitées à contribuer à une solution politique et durable de la question kurde qui concerne, au-delà des quatre Etats qui se partagent le Kurdistan, tout le Moyen-Orient.

Le Conseil démocratique kurde en France



(Selahattin DEMIRTAŞ, co-président du HDP, député et Sylvain GOLDSTEIN représentant du MRAP).

Le MRAP a envoyé Sylvain GOLDSTEIN membre du CN pour le représenter dans le cadre de la délégation de la Coordination Nationale Solidarité Kurdistan qui est partie à Diyarbakir pour participer au Newroz à l'invitation du HDP. Dans le cadre d'une situation très tendue et où les droits de l'homme sont bafoués constamment cette présence nous a parue indispensable. Vous trouverez, dans le prochain numéro de « Différences » un reportage complet sur cette mission.



kurdes, Sakine, Rojbin, Leyla, étaient froidement assassinées à Paris. C'étaient nos amies, nous partagions avec elles, dans l'action militante, cet amour de la liberté, cette envie de vivre heureux dans l'égalité des droits et dans la fraternité des peuples. Nous demandons pour elles « Vérité et Justice ». Les intérêts économiques, financiers, stratégiques et diplomatiques de la France et des pays européens, ou toute autre raison d'Etat, ne peuvent être opposés à la transparence et au droit international. Il y va de l'honneur de la France.

Ce triple assassinat exécuté sur le sol français a été commandité par une puissance étrangère membre de l'OTAN, amie de la France. Nous le savons, la justice française le sait, les officines, les chancelleries de par le monde le savent. Le gouvernement français ne peut l'ignorer, ne peut le nier. À l'occasion de ce colloque, rappelons les

élargie. Le retour à la paix civile en Turquie aurait une influence considérable dans leurs relations mutuelles avec les pays voisins et particulièrement avec la Syrie et l'Irak. Une coopération réelle entre la France et la Turquie pour trouver les responsables du meurtre des 3 militantes kurdes permettrait la reprise du processus de paix. Elle contribuerait à stopper l'invasion du prétendu Etat Islamique (Daesh) au Moyen Orient et à éloigner la menace terroriste des pays européens. La Turquie serait contrainte à ne plus jouer double jeu. Ces trois femmes militaient pour la paix et pour les droits des femmes. C'est pourquoi, il nous est particulièrement insupportable que la presse turque ait pu littrer au lendemain des assassinats : « Trois femmes terroristes assassinées à Paris ». Défendre la mémoire de Sakine, Rojbin et Leyla est une cause citoyenne et nous de-

Burundi

Quand la tyrannie d'un homme réécrit l'histoire

Partir sans se retourner comme pour fuir un fantôme qui vous poursuit à chaque pas, partir sans faire ses bagages, sans faire ses adieux... Oui, dans ce pays, si on veut sauver sa peau, il faut savoir partir à temps. Forcés à l'exil par la tyrannie d'un homme, voilà le quotidien des milliers de burundais.

Le 25 avril 2015 aurait pu être une journée comme les autres où les Burundais, comme dans leurs habitudes, se lèvent tôt pour aller chercher le pain quotidien. Mais ce fut un jour terrible, celui qui a sonné le glas pour la vie des milliers de Burundais.



Ce jour là, Nkurunziza a révélé à la face du monde sa boulimie du pouvoir en se portant candidat à sa propre succession, contre l'esprit et la lettre de la constitution de la république du Burundi et des accords d'Arusha pour la réconciliation. Le peuple décida alors de tenter le tout pour le tout en bravant toutes les interdictions, les menaces et descendit dans la rue pour dénoncer ce coup de force. Cela aurait pu s'arrêter là, si le tyran de Bujumbura n'avait pas décidé d'en découdre avec ses détracteurs. Le début fut une contestation sans histoire; de simples manifestations. Mais après la réélection de Nkurunziza, tout a basculé. La vie de tous ceux qui ont eu la « mauvaise idée » de s'opposer à son mandat fétiche est devenue un véritable cauchemar. La répression policière, les tortures, les assassinats ciblés, les enlèvements et pour finir des milliers de Burundais ont pris le chemin de l'exil.

C'est le cas de Clovis Ndizeye, un pseudo donné à notre source pour sa sécurité. Jeune, la quarantaine; sa vie lui promettait un avenir radieux. Un bon travail et tout ce qu'un jeune de son âge peut rêver d'avoir. Il a tout laissé pour fuir la tyrannie d'un homme assoiffé du pouvoir, et qui est prêt

à sacrifier des millions de vies humaines pour protéger ses intérêts. D'un regard perdu dans le lointain de ses souvenirs, il confie : « J'ai mis une dizaine d'années pour préparer mon avenir et celui de mes enfants. J'étais parvenu à trouver un travail que beaucoup de jeunes burundais rêvent d'avoir un jour. Avant que ma vie ne devienne un cauchemar, je venais de terminer le plus ambitieux des projets de ma vie, à savoir me construire la maison de mes rêves. Je me rappelle la dernière fois que je l'ai visitée. J'avais déjà l'idée de la date du déménagement, j'hésitais encore quant à la couleur de la déco de la chambre de ma petite fille d'une année. La vie me souriait, enfin. »

Clovis Ndizeye comme bon nombre de ses compatriotes, ne pourra pas vivre son rêve, il ne déménagera pas dans sa maison. Il n'aura pas l'occasion de se sentir chez lui, goûter à la joie de donner à sa famille la vie qu'elle mérite. Après un long soupir, il continue son récit :

« Mais c'était sans compter avec la méchanceté du pouvoir de Bujumbura. Pour avoir affiché ma position contre le troisième mandat, j'étais une cible potentielle des hommes de Nkurunziza. Mais comme la plupart de mes compatriotes, c'est difficile de partir, c'est dur de tout laisser derrière soi, et prendre le chemin de l'exil, des fois sans savoir où aller. Lorsque la police a débarqué chez moi à 5h du matin, j'ai compris que mon heure était venue. Je n'ai eu la vie sauve que grâce à la mobilisation de mes collègues qui ont alerté les médias et les experts des droits de l'homme. Mais comme ces policiers le disaient eux-mêmes, je ne perdais rien pour attendre, ils allaient revenir. C'est à ce moment que j'ai réalisé que c'était loin d'être des commentaires qu'on lance à la légère. Je me suis rappelé de mes amis qui ont été tués quelques semaines avant, toute une famille assassinée par la police. Ils allaient revenir, je le savais. Il fallait faire vite, marcher droit devant, des fois courir pour presser le pas, se cacher chez des amis, chercher des passeurs pour quitter le pays. Le plus dur est de ne pas savoir jusqu'où on ira, où pourra-t-on trouver refuge pour sa famille... »

Le récit de Clovis Ndizeye est malheureusement loin d'être un cas isolé. Il illustre le quotidien des milliers de Burundais. La folie meurtrière dans laquelle s'est enfermé

Pierre Nkurunziza est entrain de prendre des allures génocidaires. Aujourd'hui le HCR a déjà recensé plus de 250 000 réfugiés dans les pays limitrophes. La capitale burundaise elle, est devenue un vaste cimetière. Aucune journée ne passe sans qu'on retrouve un cadavre sur le trottoir d'une rue, ou dans une maison. La vie dans cette ville est de 24 h chrono.

Il faut prier le bon Dieu pour ne pas être au mauvais endroit au mauvais moment, on ne sait pas quand et où explosera la prochaine grenade. Il faut savoir éviter, autant que faire se peut le contact avec la police, il faut savoir se faire petit, presque inexistant. Bujumbura la paisible est devenue une ville fantôme, la réaction des passants au simple bruit d'un pneu qui crève vous prouve à suffisance combien la population est terrorisée. Les pistes de solutions jusque là envisagées n'ont rien donné. Nkurunziza refuse le dialogue avec la véritable opposition qu'il traite de terroriste.

Sur le continent, difficile d'envisager une organisation pouvant trouver une issue à la crise burundaise. Demander à l'Union Africaine de statuer sur un mandat de trop d'un des présidents n'est rien d'autre que se moquer du monde. Lorsqu'on sait que le grand facilitateur dans la crise burundaise est le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni, qui vient de remporter les élections pour la nième fois, et que dans l'assemblée de l'Union Africaine qui a statué sur la crise burundaise siégeait le Soudanais Omar Bechir, un président en exercice, accusé de crime de guerre et crimes contre l'humanité et qui est sous mandat d'arrêt international... il y a lieu de se demander si « l'hôpital n'est pas entrain de se moquer de la charité ».

L'irréparable est entrain de se commettre au vu et au su de la communauté internationale. Tous les signaux sont au rouge, la rhétorique rappelant le tristement célèbre génocide des Tutsis du Rwanda, les assassinats, mais aussi et surtout les intentions affichées par le régime de Bujumbura d'éliminer toute personne qui s'oppose au mandat de trop de Nkurunziza. Cependant, est ce que la communauté internationale veut réellement arrêter ce carnage, puisque des morts, il y en a déjà de trop ? Osons espérer qu'elle ne dira pas, comme au Rwanda de 1994 qu'elle n'a pas su.

NC



Le stand à Bobigny

La Fédération 93 a été invitée à tenir un stand et à présenter le MRAP, ses prises de positions et ses activités lors de la cérémonie des vœux du Comité des Activités Sociales et Culturelles à Bobigny.

Il est à noter que dans cette ville, passée à droite (UDI) lors des dernières élections municipales, la nouvelle municipalité tente de faire disparaître toutes les

associations indépendantes, supprimant toute subvention, comme pour le MRAP local, ou la réduisant. Celle de la bourse du travail a été réduite la première année de 70 % puis supprimée en 2016. Pendant ce temps, des associations inconnues sur la ville ou nouvellement créées se voient dotées de subventions très confortables.

Sylvain Goldstein



Vitrolles

" Ne sois pas victime mais acteur de ta vie! " : une devise adoptée au collège H. Bosco de Vitrolles

Dans le cadre de l'action « Ne sois pas victime mais acteur de ta vie ! » en partenariat avec le MRAP-Vitrolles, les élèves de la classe de 3^{ème} ont suivi un parcours de sensibilisation tout au long de l'année scolaire 2015-2016 sur la lutte contre les discriminations, les préjugés, l'antisémitisme et sur les valeurs de l'engagement citoyen.

Aussi dès le mois de novembre 2015, à l'occasion de la Journée internationale des Droits de l'Enfant, les élèves ont bénéficié grâce au MRAP de la projection du film "Tambien la lluvia" (Iciar Bollain, 2010) au cinéma Les Lumières. A travers cette œuvre cinématographique, les thèmes de l'engagement politique et social ont été mis en lumière face à des discriminations et aux inégalités sociales et politiques auxquelles ont été et sont encore parfois confrontés les populations andines de l'Altiplano de La Paz en Bolivie pour l'accès à l'eau. En effet, ce film traite de la mobilisation et de l'engagement des citoyens pour préserver l'accès public à l'eau, ressource indispensable à la vie et il met également en évidence les engagements des citoyens pour la défense d'une cause.

Ce travail s'est poursuivi tout au long de l'année notamment en cours de Français et d'Histoire-Géographie. A l'occasion de la « Semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme », les élèves de la classe ainsi que ceux de la classe de 3^{ème} ont participé là encore grâce au financement du MRAP-Vitrolles et du FSE (foyer socio-éducatif) du collège d'une visite/atelier au Camp mémorial des Milles. Le lundi 21 mars 2016, journée internationale contre la discrimination raciale, les 42 élèves de ces classes ainsi que leurs professeurs se sont donc rendus sur ce site emblématique, lieu de mémoire et de réflexion sur l'engagement, la lutte contre les préjugés, le racisme et l'antisémitisme. A travers la visite du Mémorial, c'est l'histoire locale qui est mise en lumière en retraçant le combat pour la liberté que des hommes et des femmes ont dû mener : camp d'internement des prisonniers jugés ennemis de la France au début de la Seconde Guerre mondiale, le camp devient dès le mois de juillet 1940, un centre d'internement pour les opposants au régime de Vichy et où les réfugiés allemands et autrichiens qui avaient fui le régime nazi sont internés. Parmi eux, se trouvaient des intellectuels

et des artistes comme Max Ernst, Hans Bellmer. Entre juillet et septembre 1942, ce sont cinq convois de prisonniers juifs qui ont été déportés vers le camp d'extermination d'Auschwitz. La visite du mémorial s'est poursuivie par un volet réflexif grâce à la projection d'un film sur les mécanismes qui ont conduit à la réalisation des trois génocides des Arméniens, des Juifs et des Tutsis. Le but étant une fois de plus de faire réfléchir les élèves sur les notions de résistance, d'engagement, sur le refus de la discrimination et du racisme. L'après-midi, un atelier sur les expériences psychosociales a permis de poursuivre la prise de conscience engagée le matin même et ainsi démonter les mécanismes et les effets de groupe qui peuvent conduire à commettre des actes barbares, comme ce fut le cas lors des génocides évoqués. Une fois encore, nous tenons à remercier le MRAP-Vitrolles qui permet la réalisation de cette action culturelle et citoyenne depuis plusieurs années maintenant, ainsi que le FSE du collège. Sans eux, rien n'aurait pu se faire.

Guillaume Estève, professeur d'Histoire-géographie au collège Henri Bosco de Vitrolles

Vitrolles

TOUS UNIS contre la haine !

Plan de lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme (DILCRA)

1^{er} mars 2016, salle du Conseil municipal : Loïc Gachon, maire de Vitrolles, accueille, entre autres invités de marque, Gilles Clavreul, délégué interministériel pour la lutte contre le racisme et l'antisémitisme ainsi que monsieur Yves Rousset, préfet délégué pour l'égalité des chances.

Enjeu de premier ordre : la signature d'une convention entre la Ville et l'Etat, un plan de lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme.

Vitrolles est la deuxième ville de France après Vaulx-en-Velin à recevoir le soutien de l'Etat, des diagnos-

tics et des outils pour prolonger sur le long terme son engagement anti-raciste. Le défi prend une résonance particulière au regard de l'Histoire récente de la ville (maire: Catherine Mégret) et des efforts accomplis par la nouvelle municipalité pour sortir du repli et d'une culture de la peur. Ainsi, par exemple, la sensibilisation et la formation de 180 agents à la thématique des discriminations.

Le MRAP-Vitrolles, convié en la personne de sa présidente, a apprécié la conviction des intervenants qui tous avaient les " mots pour le dire ", comme Alain Chouraqui, partenaire culturel de la Ville. Il a rappelé au nom du Camp mémorial des Milles combien

la culture est un moyen de contrer le danger des extrémismes : le recul apporté par les sciences de l'Homme permet d'explicitier les mécanismes en œuvre dans les tragédies de l'Histoire, apprend à se regarder soi-même pour construire une démarche citoyenne, consciente et libre.

Un joli moment tourné vers l'avenir : des écoliers de CM2 (école Jean de La Fontaine) ont restitué avec émotion les interrogations qui ont guidé leur travail sur la convivance et ont dit avec ferveur un poème de Tahar Ben Jelloun : " Chaque visage est un miracle ".

Evelyne Verlaque, présidente du MRAP-Vitrolles

Mont de Marsan

VIOLENCE RACISTE avec arme à Biscarosse : une relaxe incompréhensible

Nonobstant le réquisitoire du Procureur de la République, le Tribunal Correctionnel de Mont-de-Marsan a prononcé le 16 février 2016 une relaxe au bénéfice de celui à qui on reprochait, non sans éléments factuels précis, des violences racistes avec arme.

Karim a vécu le pire dans le pays de sa naissance, la Sierra Leone. Il a refait sa jeune vie à Biscarosse dans les Landes. Pendant 4 ans, il a subi les humiliations racistes régulières d'un supérieur hiérarchique. Mépris et paternalisme néocolonial ont été le lot commun de ses journées de travail. Jusqu'à ce 13 octobre 2014 où, sur le parking devant les locaux municipaux, celui que les témoignages désignaient comme le harceleur, a pris son fusil de chasse dans le coffre de sa voiture, engagé une cartouche et tiré en l'air. La victime et plusieurs personnes

présentes dont les témoignages ont été consignés par la gendarmerie sont explicites, l'auteur des faits a désigné « le noir » comme destinataire de la provocation armée, tandis qu'un autre comparse l'invitait à « tirer dans les pieds » ! L'auteur des faits n'a d'ailleurs pas contesté les propos visant « le noir », il a simplement nié les avoir prononcés. lui-même, ajoutant que son tir n'était qu'une simple vérification de son matériel de chasse, ceci dans la ville de Biscarosse, à l'entrée du service environnement de la mairie et à deux pas d'un lotissement.

Reconnaissant le caractère raciste de l'agression, le ministère public avait requis de la prison avec sursis et la saisie de l'arme pendant 3 ans. Au grand dam de tous ceux qui, dans une période tourmentée, luttent de toutes leurs forces pour tenter d'endi-

guer un racisme débridé, le tribunal de Mont-de-Marsan, en relaxant le prévenu, a adressé un signal dangereux à l'endroit de tous ceux qui rêvent de violence raciste.

Le MRAP apporte toute sa solidarité à la victime et à son organisation locale partie civile qui détaille sur son site internet www.mrap-landes.org tous les éléments de cette triste affaire. Le MRAP demande avec force au Procureur de la République d'interjeter appel de cette décision pour que cette affaire puisse être rejugée par la Cour d'Appel de Pau.

Le MRAP sera présent aux côtés de Karim pour faire valoir ses droits.



Creuse

JOURNÉE-DÉBAT au lycée Jean Favard

Ce mercredi 27 mai 2015, au lycée Jean Favard à Guéret (23), s'est déroulé un débat de 2 heures proposé et préparé par les élèves du lycée, élus au CVL (Conseil de Vie Lycéenne) autour d'un thème : la radicalisation.

Ce débat, animé par un professeur d'histoire, a attiré quelques représentants, dont un représentant du MRAP, un délégué académique... Tous les élèves de seconde ont assisté à cette conférence ainsi que quelques élèves de première et de terminale. Toutes leurs questions ont été préalablement notées, en amont de cette journée, par les délégués de chaque classe et ont été posées par les élus CVL, lors de cette matinée. Toute fois cet événement n'a pas été improvisé et a demandé beaucoup d'attention et de personnes. Les 10 personnes du CVL et le conseiller principal d'éducation ont, au début de cette année scolaire fait



une réunion pour se fixer un objectif, qui, cette année était ce fameux débat autour de la radicalisation. Ils se sont alors réunis plusieurs fois dans l'année afin de mener à bien ce projet et ont fait appel à d'autres personnes tels que des professeurs et même les élèves faisant parti de la radio du lycée « radio K », afin d'avoir le matériel nécessaire et enregistrer. Afin de se perfection-

ner, ils ont même assisté à des tables rondes autour de différents thèmes. Ce mercredi fut donc un très grand moment pour les personnes ayant participé et encadré ce projet, et l'on pourrait même dire, une réussite.

Pablo Chauvignac,
Élève de 1^{ère} S au lycée Jean Favard
de Guéret

ÉDUCATION CONTRE LE RACISME



Depuis plusieurs années, le comité local de la Creuse a choisi de privilégier des actions d'éducation contre le racisme dans les collèges et lycées du département.

Les recommandations ministérielles qui ont suivi les attentats de janvier ont contribué à nous ouvrir les portes de certains établissements scolaires. Cette année nous avons contacté 13 collèges et lycées, 3 collèges ruraux et 2 lycées ont répondu à nos sollicitations. Nous avons pu rencontrer 500 élèves environ, de 11 à 18 ans, qui au travers de leurs réflexions, chacun avec leur spécificité, nous ont permis d'établir un débat riche et varié. La préparation en amont de nos

interventions par la communauté éducative est un atout considérable, permettant à tous de rendre ces instants interactifs et passionnants. Notre objectif au départ étant d'échanger avec les élèves, de répondre à leurs questions en essayant de chasser les idées reçues et de leur apporter les arguments pour contrer les comportements et discours racistes au quotidien. Cette année scolaire s'est terminée le 27 mai par une table ronde organisée au lycée Jean Favard de Guéret. 200 élèves étaient présents. Le thème retenu par les lycéens était « la radicalisation », à cette occasion Mr Pierre Mairat, membre du bureau exécutif avait gentiment répondu à notre invitation. Ici, comme au collège de Bénévent, l'énorme travail réalisé en amont par la communauté éducative a permis de créer un débat constructif et de faire émerger des initiatives telles qu'un reportage réalisé par les élèves du collège de Bénévent et une émission de radio par les étudiants du lycée Jean Favard. Pour ces moments d'échanges et de partage, nous remercions les établissements scolaires qui nous ont accueilli et nous ont apporté leur confiance.

Pour le comité local de la Creuse,
la présidente, Catherine Vallès



Lille

ÉMOTION, MUSIQUE ET PARTAGE

pour le « Printemps de l'amitié entre les peuples » organisé par le MRAP de Tourcoing

« Nous sommes le MRAP ! Nous sommes tous le MRAP ! ».

Cette phrase, reprise en chœur par le public, très majoritairement jeune, a conclu le concert du collectif lillois *On a slamé sur la Lune*. Un pur moment de poésie, mais aussi d'émotion et d'engagement, partagé avec ce groupe de slam.

Emotion et engagement en début de soirée également, avec un hommage rendu à Charles Palant par Benoît Savouré, ancien président de la fédération Nord Pas de Calais du MRAP et une présentation historique de la journée du 21 mars, journée internationale pour l'élimination de

la discrimination raciale, par Julian Perdrigeat, militant du MRAP de Lille, auteur il y a quelques années d'un périple en vélo jusque Sharpeville, en Afrique du Sud.

Mais c'est dans une ambiance plus festive que s'est achevée avec d'autres groupes locaux ce Printemps de l'Amitié entre les peuples organisé par le Comité local du MRAP Tourcoing Vallée de la Lys à la MJC La Fabrique, qui a réuni une centaine de personnes. Cette soirée s'inscrivait dans une initiative plus large organisée par la MJC du Virolois de Tourcoing dans le cadre de la Semaine d'éducation contre le racisme : Les P'tits Grands contre le Racisme.



Valenciennes : 21 mars

REGARDS D'ENFANTS sur les traitements inégalitaires : LA DISCRIMINATION C'EST QUOI ?

C'est le thème développé par l'association des centres sociaux de Valenciennes dans le cadre de la semaine contre le Racisme.

Ils ont tenu une exposition dans le Hall de l'hôtel de Ville de Valenciennes. Une double exposition composée de

bandes dessinées réalisées par les jeunes, d'une explication sur les différentes formes de discrimination et sur les moyens de réagir face à ce fléau.

« **TOUS DIFFÉRENTS, TOUS ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !** ».



Denain

RENCONTRE intergénérationnelle

À Denain, les centres sociaux ont organisé une rencontre intergénérationnelle avec JC. DULIEU et P. MARSEGUERRA du MRAP et M. SALL sociologue. Plus de 100 personnes ont échangé durant 2 heures sur le racisme, les préjugés, les discriminations et sur les moyens à mettre en œuvre pour tenter de faire reculer ce fléau.